**RÈGLEMENT DES**

**RECOURS COLLECTIFS RELATIFS À**

**L'HÉPATITE C**

**1986-1990**

# ANNÉE 24

RAPPORT DU COMITÉ CONJOINT

POUR LA PÉRIODE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2023

**TAB** **INDEX**

1 **Rapport du Comité conjoint - Année 24 (2023)**

**Annexes**

A États financiers vérifiés du Fonds Hépatite C 1986-1990 pour l'année se terminant le 31 décembre 2023

B Rapport annuel de l'Administrateur, pour la période se terminant le 31 décembre 2023

C Réconciliation des comptes - Epiq 2023

D Concentra Trust - Note d'information

E MFS Investment Management Canada Ltd - Certificat de conformité annuel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023

F MFS Investment Management Canada Ltd - Examen du portefeuille d'actions à faible volatilité pour l'année se terminant le 31 décembre 2023

G Gestion de Placements TD Inc. - Certificat de conformité annuel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023

H Gestion de Placements TD Inc. - Examen des actifs sous gestion du Fonds pour l'année se terminant le 31 décembre 2023

I Eckler Ltd. - Rapport d'activités

J Eckler Ltd. - Fonds en fiducie du Règlement relatif à l'hépatite C 1986-1990 Résumé des investissements au 31 décembre 2023

K Synthèse des travaux du Comité conjoint au cours de la vingt-deuxième année d'activité (2023)

L Honoraires et débours du Comité conjoint

M Rapport des conseillers juridiques du Fonds

N Rapport et honoraires des juges-arbitres et des arbitres

**Du 1er janvier 1986 au 1er juillet 1990**

# RÈGLEMENT DES RECOURS COLLECTIFS RELATIFS À L'HÉPATITE C

# ANNÉE 24

## RAPPORT ANNUEL DU COMITÉ CONJOINT

POUR LA PÉRIODE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2023

# TABLE DES MATIÈRES

**RÉSUMÉ EXÉCUTIF** ..... **1**

**VUE D'ENSEMBLE** ..... **3**

**2023 DÉPENSES** ..... **4**

**A. TRAVAIL RELATIF AUX RÉGIMES RÉGULIERS** ..... **5**

**B. TRAVAIL RELATIF À LA RÉÉVALUATION FINANCIÈRE** ..... **7**

**C. TRAVAIL RELATIF AUX INDEMNITÉS DE DISTRIBUTION SPÉCIALE** ..... **8**

**D. TRAVAIL RELATIF AU RÉGIME POUR LES RÉCLAMATIONS TARDIVES** ..... **9**

**FOURNISSEURS DE SERVICES - EXAMEN DÉTAILLÉ** ..... **11**

**DELOITTE LLP** ..... **11**

**EPIQ CLASS ACTION SERVICES CANADA INC.** ..... **11**

**MFS INVESTMENT MANAGEMENT** ..... **14**

**CONCENTRA TRUST** ..... **14**

**TD ASSET MANAGEMENT INC.** ..... **15**

**PRICEWATERHOUSECOOPERS LLP** ..... **15**

**COHEN HAMILTON STEGER & CO. INC - PAULA FREDERICK** ..... **15**

**GROUPE DE TRAVAIL SUR LA MODÉLISATION MÉDICALE** ..... **16**

**ECKLER LTD.** ..... **16**

**COMITÉ CONJOINT** ..... **17**

**CONSEILLERS JURIDIQUES DU FONDS** ..... **19**

**ARBITRES ET JUGES-ARBITRES** ..... **20**

**COORDONNATEUR JUDICIAIRE** ..... ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

**SOCIÉTÉ CANADIENNE DU SANG** ..... **21**

**HÉMA-QUÉBEC** ..... **21**

**BUDGETS 2024** ..... **22**

# Rapport annuel - ANNÉE 24 (2023)

Règlement des recours collectifs relatifs à l'hépatite C 1986-1990

## RÉSUMÉ EXÉCUTIF

1. La Convention de règlement relative à l'hépatite C (1986-1990) (le "**Règlement**") a terminé sa vingt-quatrième année d'activité le 31 décembre 2023.

2. En 2023, l'Administrateur a reçu 109 nouvelles réclamations[1] en vertu du Régime à l'intention des transfusés infectés par le VHC et du Régime à l'intention des hémophiles infectés par le VHC (collectivement, les **" Régimes réguliers "**) comme suit :

   - 1 réclamation d'une personne transfusée directement infectée
   - 86 réclamations de membres de la famille de transfusés
   - 22 réclamations de membres de la famille d'hémophiles.

3. En 2023, l'Administrateur n'a approuvé aucune réclamation en vertu du protocole approuvé par les Tribunaux relatif à l'exception à la date limite de la première réclamation du 30 juin 2010 ("**date limite de la première réclamation**") au motif de diagnostic récent du VHC. Il a approuvé 9 nouvelles réclamations en vertu de l'autre protocole approuvé par les Tribunaux pour exception relatif à la date limite de la première réclamation.

4. En 2023, l'Administrateur a payé environ 25 millions de $ de réclamations dans le cadre des Régimes réguliers[2] , ce qui porte le total des prestations versées dans le cadre des Régimes réguliers à environ 1 222 229 297 $ depuis leur création.

5. En 2023, l'Administrateur a payé environ 79,7 millions de $ en indemnités de distribution spéciale, ce qui porte le montant total versé en indemnités de distribution spéciale depuis leur création à environ

*En 2023, le Règlement a versé environ :*

***25,0 millions de $** en vertu des Régimes réguliers*

***79,7 millions de $** en indemnités de distribution spéciale*

***2,6 millions de $** en vertu du Régime pour réclamations tardives*

[1] En 2022, 44 nouvelles réclamations avaient été reçues en vertu des Régimes réguliers. En 2021, 116 nouvelles réclamations avaient été reçues.

[2] En 2022, environ 24,9 millions de $ ont été versés en vertu des Régimes réguliers. En 2021, environ 24,9 millions de $ ont été versés à ce titre.

183 972 815 $. Au 31 décembre 2023, environ 1 914 158 $ en indemnités de distribution spéciale et autres paiements ont été réémis aux réclamants, exécuteurs et successeurs "manquants" qui ont été retrouvés à la suite des diverses initiatives proposées par le Comité conjoint et approuvées par les Tribunaux.

6. En 2023, l'Administrateur a reçu 31 nouvelles demandes pour soumettre une réclamation tardive en vertu du Régime d'indemnisation des réclamations tardives au titre du VHC. Les arbitres ont approuvé 46 demandes[3] pour soumettre une réclamation tardive et en ont rejeté 3.[4] L'Administrateur a approuvé 16 réclamations tardives[5] , y compris les suivantes :

   - 6 réclamations de transfusés directement infectés
   - 9 réclamations de membres de la famille de transfusés
   - 1 réclamation de membres de la famille d'hémophiles.

   Environ 2,6 millions de $ ont été versés en vertu du Régime d'indemnisation pour les réclamations tardives en 2023,[6] , ce qui porte le total des indemnités versées en vertu de ce régime à environ 16 063 216 $ depuis sa création.

7. En résumé, l'Administrateur a versé environ 107,3 millions de $ aux réclamants en 2023[7] dans le cadre de tous les régimes, soit une augmentation de 258,9 % par rapport à 2022. Cette augmentation est principalement due au paiement des indemnités de distribution spéciale de 2019 approuvées par les Tribunaux en mai 2023.

8. Depuis le début du Règlement en 1999, l'Administrateur a versé environ 1,325 milliard de $[8] aux demandeurs en réponse à environ 15 273 réclamations approuvées.

*Depuis l'entrée en vigueur du Règlement, environ **1,325 milliard de $** de prestations ont été versés en réponse à **15 273 réclamations approuvées**.*

[3] En 2023, le nombre de demandes pour soumettre une réclamation tardive qui ont été approuvées a été supérieur au nombre de demandes reçues, car l'ancien arbitre au Québec a tardé à rendre des décisions sur les demandes reçues au cours des années précédentes. En 2022, 17 demandes ont été approuvées. En 2021, 42 demandes ont été approuvées.

[4] En 2022, aucune demande n'a été refusée. En 2021, 5 demandes ont été refusées.

[5] En 2022, 16 demandes tardives ont été approuvées. En 2021, 35 demandes tardives ont été approuvées.

[6] En 2022, environ 2 millions de $ ont été versés en vertu du Régime pour les réclamations tardives. En 2021, environ 8,6 millions de $ ont été versés en vertu de ce régime.

[7] En 2022, l'Administrateur a versé au total environ 29,9 millions de $ en vertu de tous les régimes, comparativement à environ 38,1 millions de $ en 2021.

[8] Ce montant comprend des paiements d'environ 21,4 millions de $ aux réclamants infectés indirectement par le VIH dans le cadre du PAE2.

9. Les états financiers du Fonds en fiducie joints à l'**Annexe A** indiquent que le Fiduciaire détenait des actifs d'environ 927,0 millions de $ et que les obligations financières impayées des gouvernements provinciaux et territoriaux étaient évaluées à environ 68,9 millions de $ (y compris les intérêts), de sorte qu'il y avait un total d'environ 995,9 millions de $ disponibles pour satisfaire les réclamations des membres du groupe au 31 décembre 2023.

10. En 2023, le rendement des actifs investis détenus par le Fiduciaire a été de 5,1 %, ce qui représente une augmentation substantielle par rapport à l'année précédente.[9] Cette augmentation est principalement due à un rendement de 3,49 % sur les obligations à rendement réel du gouvernement du Canada, qui constituent la majeure partie des actifs investis de du Fonds en fiducie, ainsi qu'à l'amélioration des rendements positifs de tous les fonds communs qui composent le portefeuille d'investissement. Les actifs investis ont diminué d'environ 58,8 millions de $, soit 6,0 %, déduction faite des paiements importants effectués. [10]

11. Les dépenses encourues pour administrer le règlement en 2023 s'élèvent à environ 5,7 millions de $ pour tous les fournisseurs de services après ajustements.[11] Cela représente une augmentation d'environ 67,8 % par rapport à l'année dernière.[12] Cela est dû en grande partie aux coûts associés à la phase 2 de la réévaluation financière de 2019 (y compris l'audience sur l'attribution de l'excédent) qui a chevauché la même année avec la phase 1 de la réévaluation financière de 2022, ainsi qu'à une augmentation significative des coûts d'administration associés au traitement et à l'émission du paiement des indemnités de distribution de 2019 approuvées par les Tribunaux en mai 2023.

# VUE D'ENSEMBLE

12. Il s'agit du vingt-quatrième rapport annuel du Comité conjoint à la Cour suprême de la Colombie-Britannique, à la Cour supérieure de justice de l'Ontario et à la Cour supérieure du Québec (collectivement, les "**Tribunaux**") sur l'état du Règlement et son administration.

[9] En 2022, le rendement global des actifs investis était de -7,67%. En 2021, le rendement global des actifs investis était de 4,71 %.

[10] En 2022, les actifs investis avaient diminué d'environ 9,97 %, déduction faite des paiements effectués. En 2021, les actifs investis avaient augmenté d'environ 1,4 %, déduction faite des paiements effectués.

[11] Les ajustements sont intervenus après l'achèvement de l'audit 2023. Ils concernent divers crédits dus par Epiq au Fonds en fiducie, comme indiqué aux paragraphes 38 et 39.

[12] En 2022, les dépenses administratives s'élevaient à environ 3,4 millions de $. En 2021, les dépenses administratives s'élevaient à environ 3,5 millions de $.

13. En 2023, le Comité conjoint était composé de David Loukidelis, K.C., qui a été remplacé par Richard Fyfe, K.C. en juillet 2023, Michel Savonitto, Harvey T. Strosberg, K.C., et Kathryn Podrebarac.[13]

14. Il existe trois comptes théoriques du Fonds en fiducie : le Compte des Indemnités régulières, le Compte des Indemnités de distribution spéciale et le Compte pour les Réclamations tardives.[14] Le travail effectué et les dépenses encourues par les fournisseurs de services sont classés et imputés au compte applicable. Les gouvernements provinciaux et territoriaux ne contribuent pas aux réclamations ou aux dépenses payées à partir du Compte des Indemnités de distribution spéciale ou du Compte pour les Réclamations tardives.

15. Les activités des fournisseurs de services dans le cadre du Règlement sont examinées par catégorie – Régimes réguliers, Indemnités de distribution spéciale et Régime pour les réclamations tardives - dans les rubriques appropriées ci-dessous et dans les Annexes ci-jointes. Leurs honoraires et débours sont rapprochés de leurs budgets approuvés par les Tribunaux, le cas échéant.

# 2023 DÉPENSES

16. Le processus de budgétisation pour 2023 a commencé à la fin de l'année 2022. Les ordonnances/jugement d'approbation des budgets annuels ont été rendus par les Tribunaux en janvier 2023, à l'exception de quelques budgets spécifiques qui ont été approuvés par les Tribunaux sur la base de demandes déposées séparément par le Comité conjoint.

17. Les honoraires et débours réels pour 2023 de chaque fournisseur de services pour chaque catégorie de travail sont indiqués ci-dessous. Tous les montants sont arrondis au dollar le plus proche. Un examen détaillé des activités et des dépenses de chaque fournisseur de services est présenté dans la section suivante.

[13] D. Loukidelis et R. Fyfe ont été nommés par ordonnance de la Cour suprême de la Colombie-Britannique. M. Savonitto a été nommé par jugement de la Cour supérieure du Québec et a été assisté tout au long de son mandat par Martine Trudeau. H. Strosberg a été nommé par ordonnance de la Cour supérieure de justice de l'Ontario et a été assisté tout au long de son mandat par Heather Rumble Peterson. K. Podrebarac a été nommée par ordonnance de chacun des Tribunaux.

[14] Les trois comptes théoriques du Fonds en fiducie ont été établis par les Tribunaux en décembre 2017.

## A. Travail relatif aux Régimes réguliers

18. Les honoraires totaux des fournisseurs de services supervisés par le Comité conjoint pour le travail relatif aux Régimes réguliers en 2023 s'élèvent à 2 611 694 $ plus taxes, soit 155 372 $ de moins que leurs budgets approuvés.

19. Le tableau suivant résume le budget par rapport aux dépenses réelles pour 2023 à l'égard des fournisseurs de services supervisés par le Comité conjoint pour le travail relatif aux Régimes réguliers, plus les taxes.

| Fournisseur de services | Budget 2023 | Compte 2023 | Écart par rapport au budget | Note |
|---|---|---|---|---|
| **Epiq** | | | | Voir les paragraphes 34-37, 40-41 et Annexes B et C |
| Administration des Régimes réguliers (incluant le PAE2) | Hon. fixe 25 600 $ et | | | |
| sujet à ajustement selon le niveau d'activité | 511 300 $ | 536 899 $ | - | |
| | Tel qu'encouru sous réserve d'une variation de +/- 10 %. | - | | |
| Débours | Au prix coûtant | 5 743 $ | | |
| | | | - | |
| Frais de tiers (experts) | Tel qu'encouru | - | - | |
| Frais d'appel | tel qu'encouru | - | | |
| Projets spéciaux | | | | |
| Honoraires | 100 000 $ | 455 305 $ | 355 305 $ | |
| Débours | Au prix coûtant | 33 517 $ | - | |
| **Deloitte** | | | | Voir les paragraphes 30-33 et l'Annexe A |
| Audit, états financiers (frais de déplacement exclus) | $96 291[15] | $96 291 | - | |
| Projets spéciaux | $25 000 | $10 000 | ($15 000) | |
| **MFS Investment Management** | | | | Voir les paragraphes 42-46 et Annexes D et E |
| Services d'investissement | Conformément à l'Annexe 1 des Directives d'investissement | $366 877 | - | |

[15] Les Tribunaux ont approuvé un budget global ne dépassant pas 114 000 $ pour la réalisation de l'audit et la préparation des états financiers pour les trois comptes de la fiducie (96 291 $ pour le Compte des Régimes réguliers, 11 622 $ pour le Compte des Indemnités de distribution spéciale et 6 087 $ pour le Compte pour les Réclamations tardives).

| Fournisseur de services | Budget 2023 | Compte 2023 | Écart par rapport au budget | Note |
|---|---|---|---|---|
| **Concentra**<br>Services de fiducie et de gardien des valeurs | 182 000 $ | 173 025 $ | (8 975 $) | Voir para. 47-49 et l'Annexe F |
| **GPTD**<br>Services d'investissement | 360 000 $ | 156 738 $ | (203 262 $) | Voir les paragraphes. 50-54 et Annexes G et H |
| **Eckler**<br>Services actuariels et consultant en investissements | 87 500 $ | 92 678 $ | 5 178 $ | Voir les paragraphes. 62-66 et Annexes I et J |
| Projets spéciaux | 62 500 $ | 13 492 $ | (49 008 $) | |
| **PricewaterhouseCoopers LLP**<br>Logiciel de calcul – Perte de revenus (mise à jour annuelle et programmation informatique) | 10 000 $ | 10 000 $ | - | Voir les paragraphes 55-56 |
| **Paula Frederick/ Cohen Hamilton Steger Inc.**<br>Analyse spécialisée des pertes de revenus | 40 000 $ | - | (40 000 $) | Voir les paragraphes 57-58 |
| **Comité conjoint**<br>Travail régulier d'administration et de supervision | | | | Voir para. 71 et les Annexes K et L |
| Honoraires | 900 000 $ | 700 389 $ | (199 611 $) | |
| Débours | 75 000 $ | 21 139 $ | (53 861 $) | |

20. Les fournisseurs de services suivants, qui ne sont pas supervisés par le Comité conjoint, ont également fourni des services en 2023 concernant les Régimes réguliers. Ils ont reçu les montants suivants (excluant les taxes) conformément aux ordonnances/jugement applicables ou du tarif approuvé par les Tribunaux.

| Fournisseur de services | Compte 2023 | Note |
|---|---|---|
| **Conseillers juridiques du Fonds** | | |
| Honoraires<br>Débours | 158 643 $<br>1 955 $ | Voir les paragraphes 79, 81 et l'Annexe M |
| **Arbitres et juges-arbitres** | | |
| Honoraires<br>Débours | 22 773 $<br>- | Voir le paragraphe 84 et l'Annexe N |
| **Coordonnateur judiciaire** | | |
| Honoraires<br>Débours | 8 610 $<br>1 159 $ | Voir le paragraphe 87 |

## B. Travail relatif à la réévaluation financière

21. L'article 10.01(1)(i) de la convention de règlement exige que le caractère suffisant ou insuffisant du Fonds en fiducie soit évalué tous les trois ans.

22. En 2023, les honoraires totaux des fournisseurs de services supervisés par le Comité conjoint pour les travaux relatifs à la suffisance financière s'élevaient à 1 410 475 $, soit 209 254 $ de moins que les budgets approuvés.

| Fournisseur de services | Budget 2023 | Compte 2023 | Écart par rapport au budget | Note |
|---|---|---|---|---|
| **Eckler** | | | | |
| Honoraires<br>Réévaluation financière 2022 - Phase 1 | 797 000 $ | 621 839 $ | (175 161 $) | Voir les paragraphes. 67-68 |
| Honoraires<br>Réévaluation financière 2019 - Phase 2 réalisée en 2023 | 11 838[16]$ | 2 098 $ | (9 740 $) | |

[16] Il s'agit du solde du budget approuvé rétroactivement en 2023 pour des travaux effectués en 2022 et à effectuer en 2023.

| Fournisseur de services | Budget 2023 | Compte 2023 | Écart par rapport au budget | Note |
|---|---|---|---|---|
| **MMWG** | | | | |
| Honoraires et débours | 139 107[17]$ | 106 017 $ | (33 091 $) | Voir les paragraphes 59-60 |
| **Comité conjoint** | | | | |
| Honoraires<br>Réévaluation financière 2019 - Phase 2 | 171 784[18]$ | 255 983 $ | 84 199 $ | Voir les paragraphes 72-73 et Annexes K et L |
| Débours | 12 357 $ | 6 413 $ | (5 944 $) | |
| Honoraires<br>pour l'examen de l'adéquation financière de 2022 - Phase 1 | 500 000 $ | 424 538 $ | (75 462 $) | |
| Débours | 10 000 $ | 5 480 $ | (4 520 $) | |

### C. Travail relatif aux indemnités de distribution spéciale

23. Les Tribunaux ont approuvé les budgets des fournisseurs de services suivants pour le travail à effectuer dans le cadre des indemnités de distribution spéciale. Leurs comptes pour honoraires et débours (avant taxes) sont indiqués ci-dessous.

24. En 2023, les honoraires totaux des fournisseurs de services supervisés par le Comité conjoint pour le travail effectué relativement aux indemnités de distribution spéciale s'élevaient à 645 790 $, soit 53 330 $ de moins que les budgets approuvés.

| Fournisseur de services | Budget 2023 | Compte 2023 | Écart par rapport au budget | Note |
|---|---|---|---|---|
| **Deloitte** | | | | |
| Honoraires | 11 622 $ | 11 622 $ | - | Voir les paragraphes 30-33 |

[17] Il s'agit du solde du budget de 210 000 $ approuvé par les Tribunaux pour les travaux du MMWG à être effectués en 2022 et 2023 concernant la phase 1 de la réévaluation financière 2022.

[18] Il s'agit du solde du budget rétroactif 2022-2023 pour les honoraires et débours à encourir en 2023.

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Epiq**<br>Paiements prospectifs – hon. fixes | 5 000[19]$ | 5 000 $ | - | |
| Paiements rétroactifs - barème d'honoraires basé sur l'activité | Selon le barème[20] | 569 998[21]$ | - | Voir les paragraphes 39 et Annexe C |
| Débours | Au prix coûtant | - | - | |
| **Comité conjoint** | | | | |
| Honoraires | 100 000 $ | 49 088 $ | (50 912 $) | Voir le paragraphe 74 et les Annexes K et L |
| Débours | 5 000 $ | - | (5 000 $) | |
| **Eckler** | | | | |
| Honoraires | 12 500 $ | 10 082 $ | (2 419 $) | Voir paragraphe 69 |

### D. Travail relatif aux réclamations tardives

25. En décembre 2017, les Tribunaux ont approuvé le Régime d'indemnisation des réclamations tardives au titre du VHC.

26. En 2023, les Tribunaux ont approuvé des budgets pour les fournisseurs de services suivants pour le travail à effectuer dans le cadre de ce régime. Leurs comptes pour honoraires et débours (avant taxes) sont indiqués ci-dessous.

27. En 2023, les honoraires totaux des fournisseurs de services supervisés par le Comité conjoint pour le travail relatif aux réclamations tardives s'élevaient à 126 493 $, soit 69 899 $ de moins que les budgets approuvés.

[19] L'Administrateur facture une somme forfaitaire de 5 000 $ par an pour gérer le paiement des indemnités de distribution spéciale sur une base *prospective* ou future.

[20] Les honoraires de l'Administrateur pour les paiements *rétroactifs* des indemnités de distribution spéciale sont basés sur un barème approuvé par les Tribunaux dans les ordonnances de nomination et d'approbation des budgets d'Epiq.

[21] Il s'agit d'un montant ajusté qui reflète les 325 632,50 $ qu'Epiq a accepté de rembourser pour les honoraires surfacturés pour le paiement des indemnités de distribution spéciale 2019, tel qu'indiqué au paragraphe 39.

| Fournisseur de services | Budget 2023 | Compte 2023 | Écart par rapport au budget | Note |
|---|---|---|---|---|
| **Deloitte** | | | | |
| Honoraires | 6 087 $ | 6 087 $ | - | Voir les paragraphes 30-33 |
| **Epiq** | | | | |
| Honoraires – hon. fixes | 10 000[22]$ | 10 000 $ | - | Voir le paragraphe 40 |
| Honoraires selon activité | Selon le barème | 92 805 $ | - | et l'Annexe C |
| Débours | Au prix coûtant | 9 780 $ | - | |
| **Comité conjoint** | | | | |
| Honoraires | 75 000 $ | 14 283 $ | (60 717 $) | Voir le paragraphe 75 |
| Débours | 5 000 $ | - | (5 000 $) | et les Annexes K et L |
| **Eckler** | | | | |
| Honoraires | 12 500 $ | 3 318 $ | (9 182 $) | Voir le paragraphe 69 |

28. Les fournisseurs de services suivants, qui ne sont pas supervisés par le Comité conjoint, ont également fourni des services en 2023 dans le cadre du Régime d'indemnisation pour les réclamations tardives au titre du VHC. Ils ont reçu les montants suivants (avant taxes) conformément aux ordonnances applicables ou au tarif approuvé par les Tribunaux.

| Fournisseur de services | Compte 2023 | Note |
|---|---|---|
| **Conseillers juridiques du Fonds** | | |
| Honoraires | 49 592 $ | Voir les paragraphes 80, 81 et |
| Débours | 277 $ | l'Annexe M |
| **Arbitres et juges-arbitres** | | |
| Honoraires | 6 644 $ | Voir le paragraphe 84 et l'Annexe N |
| Débours | - | |

[22] Les honoraires et débours de l'Administrateur pour ses services dans le cadre du Régime d'indemnisation pour les réclamations tardives au titre du VHC comprennent des honoraires annuels fixes de 10 000 $ pour 2023 en plus des honoraires basés sur les activités pour lesquels le barème a été approuvé par les Tribunaux dans les ordonnances de nomination et d'approbation des budgets et revu de temps à autre.

# FOURNISSEURS DE SERVICES - EXAMEN DÉTAILLÉ

## DELOITTE LLP

29. Deloitte LLP ("**Deloitte**") a été nommé auditeur du Fonds en fiducie conformément aux ordonnances des Tribunaux.

30. Outre l'audit du Fonds en fiducie, Deloitte prépare les états financiers pour le compte du Comité conjoint. L'**Annexe A** ci-jointe contient une copie des états financiers préparés et vérifiés par Deloitte pour l'exercice clos le 31 décembre 2023.

31. Les Tribunaux ont approuvé un budget en faveur de Deloitte ne dépassant pas 114 000 $ plus les frais de déplacement et les taxes pour effectuer l'audit 2023 et la préparation des états financiers relatifs à cet exercice pour les trois comptes théoriques du Fonds, et réparti comme suit : 96 291 $ pour le Compte pour les Indemnités régulières, 11 622 $ pour le Compte des Indemnités de distribution spéciale et 6 087 $ pour le Compte pour les réclamations tardives. Le montant total facturé par Deloitte pour ces services, avant taxes, s'élève à 114 000 $.

32. Les Tribunaux ont également approuvé un budget pour projets spéciaux d'un montant de 25 000 $ plus taxes pour Deloitte, duquel un montant de 10 000 $ a été dépensé et approuvé par le Comité conjoint. Ce travail concernait des tests supplémentaires effectués en rapport avec le volume important d'indemnité de distribution spéciale 2019 versées par l'Administrateur en 2023.

33. Les honoraires de Deloitte ont été payés sur approbation du Comité conjoint conformément aux ordonnances d'approbation des budgets pour l'année 2023.

## EPIQ CLASS ACTION SERVICES CANADA INC.

34. Epiq Class Action Services Canada Inc. (" **Epiq** ") a été nommé Administrateur par ordonnance des Tribunaux pour un mandat de deux ans à compter du 1er janvier 2019. Les Tribunaux ont renouvelé sa nomination par la suite et approuvé les budgets d'administration pour 2022 et 2023.

35. Le rapport de l'Administrateur est joint à l'**Annexe B**.

36. Le budget d'Epiq pour les services d'administration relatifs aux Régimes réguliers prévoit un montant forfaitaire d'honoraires susceptible d'être ajusté si le niveau d'activité augmente ou diminue de plus de 10 % par rapport au niveau d'activité annuel estimé. En plus du montant forfaitaire d'honoraires sujet à des ajustement, Epiq facture le Fonds du

prix coûtant de certaines dépenses qu'il encourt en ce qui concerne les appels et les frais d'experts.

37. **L'Annexe C** présente la réconciliation des paiements effectués à Epiq pour 2023. Il reflète le montant versé de 536 900 $ pour l'administration des Régimes réguliers ayant été payé sur approbation du Comité conjoint conformément aux ordonnances/jugement de nomination et d'approbation du budget pour l'année 2023. Le niveau d'activité cumulatif d'Epiq en 2023 se situait dans les limites de l'écart autorisé de 10 % par année, de sorte qu'aucun ajustement n'a été requis. Epiq a également encouru des déboursés de 5 743 $ dans le cadre de l'administration des Régimes réguliers.

38. En mars 2023, le Comité conjoint a découvert des erreurs dans certains paiements de réclamation effectués par Epiq. À la demande du Comité conjoint, Epiq a entrepris un examen complet et une vérification de tous les paiements effectués depuis sa nomination en 2018, ce qui a permis de découvrir d'autres erreurs. Dans la plupart des cas, les montants payés en trop ont pu être recouvrés en déduisant le trop-payé de l'indemnité subséquemment payable aux réclamants concernés. Dans les autres cas, étant donné qu'aucune indemnité supplémentaire n'est prévue et que la compensation n'était pas possible à court terme, Epiq a accepté de rembourser le Fonds pour ces paiements excédentaires. Au 31 décembre 2023, la valeur de ceux-ci s'élevait à 185 894 $. Ce montant a par la suite été réduit à 132 905 $ (le "**montant de Trop-Payé**").

39. Le budget 2023 d'Epiq pour l'administration des indemnités de distribution spéciale prévoyait un montant forfaitaire de 5 000 $ pour effectuer ces paiements de façon prospective. Des honoraires additionnels sont prévus pour effectuer les paiements rétroactifs impliquant le calcul de ces indemnités payables pour les périodes passées. Ils sont facturés selon un barème proposé et approuvé par les Tribunaux dans les ordonnances/jugement de nomination et d'approbation des budgets. Le montant total d'honoraires facturés par Epiq pour l'administration des indemnités de distribution spéciale en 2023 s'élevait à 900 631 $ avant taxes (soit des honoraires forfaitaires de 5 000 $ pour les paiements prospectifs et de 895 631 $ pour les paiements rétroactifs), montant facturé par Epiq pour avoir effectué le paiement de la grande majorité des indemnités de distribution spéciale 2019 approuvées par les Tribunaux le 30 mai 2023. Ces montants ont été payés sur approbation du Comité conjoint conformément aux ordonnances/jugement de nomination et d'approbation des budgets. Cependant, le Comité conjoint a par la suite identifié qu'un montant de 325 632,50 $ avant taxes (les "**Honoraires surfacturés**") avaient été facturés de manière incorrecte, compte tenu de la méthodologie convenue pour la facturation de l'indemnité de distribution spéciale 2019 visant le montant additionnel payable à l'égard de l'indemnisation forfaitaire prévue pour chacun des niveaux de maladies. Epiq a reconnu son erreur et a accepté de rembourser

les honoraires surfacturés pour l'administration des indemnités de distribution spéciale, comme indiqué dans l'Annexe C.

40. Pour l'administration du Régime pour les réclamations tardives, les honoraires d'Epiq sont incluent un montant forfaitaire ainsi qu'un honoraire additionnel calculé selon un barème approuvé par les Tribunaux dans les ordonnances/jugement de nomination et d'approbation des budgets. En 2023, le montant total de ces honoraires s'élevait à 102 805 $ avant taxes (soit un montant forfaitaire de 10 000 $ et 92 805 $ d'honoraires additionnels selon le barème). Epiq a également encouru des dépenses de 9 780 $ plus taxes. Ces montants ont été payés sur approbation du Comité conjoint conformément aux ordonnances/jugement de nomination et d'approbation des budgets.

41. Un budget de 100 000 $ pour projets spéciaux a également été approuvé en faveur de l'Administrateur pour l'année 2023. Le travail effectué par Epiq relativement aux projets spéciaux est détaillé dans l'Annexe C et inclut ce qui suit : du travail de programmation dans la base de données CLASS, la suite du projet de localisation qui permet de retracer les réclamants dont les coordonnées ne sont plus à jour dans les dossiers de l'Administrateur ainsi que le traitement d'un volume élevé d'appels et de courriels concernant les indemnités de distribution spéciale 2019 approuvées par les Tribunaux en mai 2023. Le volume d'appels et de courriels reçus par Epiq au sujet de la demande du Comité conjoint pour l'approbation des indemnités de distribution spéciale 2019 puis des ordonnances/jugement d'approbation et finalement concernant le processus et l'échéancier prévus pour leur versement a largement dépassé les attentes (les "**Appels supplémentaires**"). Les honoraires d'Epiq pour les Appels supplémentaires ont totalisé 391 248,00 $ plus les taxes. Le Comité conjoint a approuvé un paiement partiel de 35 943 $ plus taxes à cet égard, montant correspondant au solde non-utilisé du budget approuvé pour projets spéciaux après avoir approuvé le paiement des honoraires de 64 057 $ plus taxes pour le projet de localisation et les autres projets spéciaux et des dépenses encourues de 33 517 $ plus taxes. Le Comité conjoint recommande l'approbation du solde impayé des honoraires d'Epiq au montant de 355 305 $ plus taxes pour les appels supplémentaires. Epiq a accepté d'opérer compensation entre le montant de Trop-Payé qu'il doit rembourser au Fonds et le solde impayé des honoraires qui lui sont dus pour les Appels supplémentaires. Après avoir également pris en compte le remboursement requis pour les Honoraires surfacturés, Epiq doit au Fonds en fiducie une somme de 99 375,46 $, qui sera appliquée comme crédit pour réduire les honoraires qui seront payables à Epiq pour ses services d'administration en 2024.

# MFS INVESTMENT MANAGEMENT

42. En janvier 2023, MFS Investment Management Canada Limited (" **MFS** ") a été nommée gestionnaire de placements pour le portefeuille d'actions à faible volatilité, succédant ainsi à Gestion de Placement TD Inc. ("GPTD ") conformément aux ordonnances/jugement des Tribunaux et aux conditions de nomination approuvées par les Tribunaux. La transition de GPTD à MFS a eu lieu au cours du premier trimestre de 2023.

43. Le certificat annuel de conformité décerné par MFS à l'égard des investissements qu'elle a gérés en 2023 se trouve à l'**Annexe D**.

44. Les honoraires de MFS pour les services d'investissement sont régis par le barème des honoraires approuvé par les Tribunaux et figurant à l'Annexe 1 des Directives d'investissement. Ils sont calculés en fonction de la valeur des actifs sous gestion.

45. Les honoraires encourus et facturés par MFS en 2023 s'élevaient à 366 877 $ plus les taxes, et ont été payés conformément au barème approuvé par les Tribunaux et figurant à l'Annexe 1 des Directives d'investissement.

46. L'analyse du portefeuille à faible volatilité préparé par MFS pour l'année 2023 se trouve à l'**Annexe E**.

# CONCENTRA TRUST

47. En 2022, les Tribunaux ont nommé la société Concentra Trust ("**Concentra**") à titre de Fiduciaire et dépositaire, succédant ainsi à RBC à compter du 1er avril 2022, et ont approuvé la nomination par Concentra Trust de CIBC Mellon Global Securities Services Company ("**CIBC Mellon**") en tant que sous-dépositaire.

48. La note d'information préparée par Concentra concernant le Fonds en fiducie pour l'année 2023 se trouve à l'**Annexe F**.

49. Les Tribunaux ont approuvé un budget de 182 000 $ plus taxes pour les services de fiduciaire et de dépositaire pour l'année 2023. Les honoraires encourus et facturés par Concentra en 2023 pour ces services était de 173 025 $ plus taxes. Ils ont été payés sur approbation du Comité conjoint et conformément aux ordonnances/jugement d'approbation des budgets.

# TD ASSET MANAGEMENT INC.

50. Gestion de Placements TD Inc. ("**GPTD**") a été nommée gestionnaire des investissements du fonds fiduciaire conformément aux ordonnances des Tribunaux et, depuis le 1er avril, elle est responsable de tous les investissements, à l'exception du portefeuille à faible volatilité.

51. Le certificat annuel de conformité aux Directives d'investissement approuvées par les Tribunaux et émis par GPTD pour 2023 se trouve à l'**Annexe G**.

52. Les honoraires de GPTD pour ses services de gestion d'investissement sont régis par le barème des honoraires approuvé par les Tribunaux et figurant à l'Annexe 1 des Directives d'investissement. Les frais dépendent de la valeur des différents portefeuilles d'investissement sous gestion qui varie de temps à autre. Pour 2023, GPTD a fourni un budget estimatif de 360 000 $ plus les taxes.

53. Les honoraires facturés par GPTD, basés sur le barème des honoraires et la valeur des actifs gérés, s'élevaient à 156 738 $ plus les taxes, et ont été payés conformément au barème des honoraires figurant à l'Annexe 1 des Directives d'investissement approuvés par les Tribunaux.

54. La revue du portefeuille des actifs du Fonds en fiducie gérés par GPTD se trouve à l'**Annexe H**.

# PRICEWATERHOUSECOOPERS LLP

55. PricewaterhouseCoopers LLP fournit des mises à jour annuelles sur le plan fiscal du logiciel logiciel utilisé pour calculer la perte de revenu, la maintenance du logiciel utilisé pour calculer les réclamations pour perte de revenu, ainsi que des conseils, une assistance et une formation à l'Administrateur en ce qui concerne ce logiciel.

56. Le budget approuvé par les Tribunaux pour PricewaterhouseCoopers LLP pour 2023 était de 10 000 $ plus taxes. Le montant réel facturé au Fonds en fiducie par PricewaterhouseCoopers LLP était de 10 000 $ plus taxes. Il a été payé sur approbation du Comité conjoint conformément aux ordonnances d'approbation du budget 2023.

# COHEN HAMILTON STEGER & CO. INC - Paula Frederick

57. Cohen Hamilton Steger & Co. Inc. a été retenu dans le passé par l'Administrateur pour fournir des services d'expertise comptable en ce qui concerne les réclamations complexes

pour perte de revenu et pour certains appels. Paula Frederick est responsable de ce travail.

58. Le budget approuvé pour les services de Mme Frederick en 2023 était de 40 000 $. Ses services n'ont pas été requis en 2023 et aucun frais n'a été encouru.

# GROUPE DE TRAVAIL SUR LA MODÉLISATION MÉDICALE

59. Le groupe de travail sur la modélisation médicale ("MMWG") a effectué le travail de modélisation médicale pour chacune des réévaluations financières triennales. Dr Beate Sander et Dr Yeva Sahakyan dirigent ce groupe d'experts depuis le départ à la retraite du Dr Krahn.

60. Le budget approuvé en 2022 pour les services du MMWG concernant la réévaluation financière 2022 - Phase 1 s'élevait à 210 000 $ en honoraires et débours, plus les taxes, dont un solde de 139 107 $ plus les taxes a été reporté à 2023. Les honoraires du MMWG encourus en 2023 s'élevaient à 106 017 $ plus les taxes, et ont été payés sur approbation du Comité conjoint conformément aux ordonnances/jugement d'approbation des budgets.

# ECKLER LTD.

61. Eckler Ltd. ("**Eckler**") a été engagé initialement par les avocats en demande des recours collectifs et ensuite par le Comité conjoint pour fournir des conseils actuariels et d'investissement en ce qui concerne le Fonds en fiducie.

62. Eckler fournit également des analyses trimestrielles et annuelles des investissements et des conseils, sur demande, au Comité conjoint, en ce qui concerne les investissements.

63. Le rapport d'Eckler concernant ses activités en 2023 est joint à l'**Annexe I**.

64. Le résumé de l'analyse des investissements préparé par Eckler pour l'année 2023 se trouve à l'**Annexe J**.

65. Les Tribunaux ont approuvé un budget annuel pour les services actuariels et de consultation en investissements d'Eckler au montant de 87 500 $ plus les débours et les taxes pour 2023. Les honoraires encourus par Eckler pour ces services se sont élevés à 92 678 $ plus les taxes, et ont été payés sur approbation du Comité conjoint jusqu'à concurrence du budget approuvé pour 2023, laissant solde impayé de 5 178 $. Ce dépassement est dû à la mise en œuvre des nouveaux rapports trimestriels sur les investissements préparés par Eckler à la demande du Comité conjoint, et au travail

supplémentaire nécessaire pour réconcilier les différences entre les rapports de TDAM et de CIBC Mellon au cours des deux premiers trimestres de 2023. Le Comité conjoint recommande l'approbation et le paiement de ce dépassement budgétaire.

66. Les Tribunaux ont également approuvé en faveur d'Eckler un budget de 62 500 $ pour les projets spéciaux. Les honoraires encourus par Eckler à ce titre ont été de 13 462 $ plus taxes. Ces honoraires ont été encourus pour le suivi de la transition du portefeuille d'actions à faible volatilité d'un gestionnaire à l'autre au cours du premier trimestre de 2023 et pour l'évaluation des besoins de rééquilibrage des différents comptes conformément aux Directives d'investissement.

67. Dans le cadre des ordonnances/jugement d'approbation des budgets 2023, les Tribunaux ont approuvé un budget rétroactif de 55 000 $ concernant le travail concernant la réévaluation financière 2019 - Phase 2 effectué par Eckler en 2022 et à être effectué en 2023. Au 1er janvier 2023, ce budget présentait un solde reporté de 11 875 $ plus les taxes. En 2023, Eckler a engagé des honoraires s'élevant à 2 098 $ pour l'achèvement de la phase 2 de la réévaluation financière de 2019. Ces honoraires ont été payés sur approbation du Comité conjoint conformément aux ordonnances/jugements d'approbation des budgets 2023.

68. Un budget de 797 000 $ a également été approuvé par les Tribunaux pour la réévaluation financière 2022 - Phase 1. Les honoraires totaux encourus par Eckler pour ce travail effectué en 2023 s'élevaient à 621 839 $ et le solde du budget a été reporté pour 2024.

69. Les budgets 2023 d'Eckler pour les indemnités de distribution spéciale et le Régime d'indemnisation pour les réclamations tardives ont été fixés à 12 500 $ chacun plus les taxes. Les honoraires totaux encourus par Eckler étaient de 10 082 $ plus taxes pour les indemnités de distribution spéciale et de 6 776 $ pour le Régime pour les réclamations tardives. Ils ont été payés sur approbation du Comité conjoint conformément aux ordonnances/jugement d'approbation des budgets 2023.

# COMITÉ CONJOINT

70. Un résumé du travail effectué par le Comité conjoint en 2023 figure à l' **Annexe K**. Comme décrit ci-dessous, le Comité conjoint reçoit des budgets distincts pour chaque catégorie de travail effectué.

71. Le budget 2023 du Comité conjoint pour les services d'administration et de supervision des Régimes réguliers était de 900 000 $ pour les honoraires et de 75 000 $ pour les débours, excluant les taxes. Les honoraires encourus par le Comité conjoint en 2023 pour

ce travail étaient de 700 389 $ plus taxes, et ses déboursés réels étaient de 21 139 $ plus taxes .

72. En ce qui concerne la réévaluation financière du Fonds, au 1er janvier 2023, le solde du budget de 425 000 $ approuvé rétroactivement par les Tribunaux pour le Comité conjoint dans le cadre du processus d'approbation des budgets 2023 pour les travaux effectués en 2022 et à effectuer en 2023 concernant la réévaluation financière 2019 - Phase 2 s'élevait à 171 484 $. En 2023, le Comité conjoint a toutefois engagé 255 983 $ en honoraires plus taxes, et 6 413 $ en débours plus taxes pour compléter la réévaluation financière 2019 - Phase 2. Le dépassement de 84 199 $ est lié à des travaux supplémentaires imprévus que le Comité conjoint a dû entreprendre en raison d'un ralentissement des marchés financiers qui s'est produit après que le Comité conjoint ait déposé ses demandes initiales visant à obtenir l'approbation des indemnités de distribution spéciales calculées sur le capital excédentaire au 31 décembre 2019. Entre autres, le Comité conjoint a travaillé avec Eckler pour mettre à jour la valeur du capital excédentaire au 30 juin 2022, a effectué une analyse plus approfondie de cette évaluation, a révisé ses recommandations aux Tribunaux et a modifié ses demandes d'attribution pour refléter le montant réduit du capital excédentaire disponible pour attribution.

73. Les ordonnances/jugement d'approbation des budgets 2023 prévoyaient également un budget de 500 000 $ pour le travail du Comité conjoint relativement à la réévaluation financière 2022 - Phase 1. Les honoraires encourus par le Comité conjoint pour ce travail ont été de 424 538 $ plus taxes, et ses débours s'élevaient à 5 480 $ plus taxes.

74. Le budget 2023 du Comité conjoint pour les indemnités de distribution spéciale était de 100 000 $ plus taxes en honoraires et de 5 000 $ plus taxes pour débours. Le Comité conjoint a encouru à ce titre des honoraires de 49 088 $ plus taxes et aucun débours.

75. Le budget 2023 du Comité conjoint pour le travail concernant le Régime d'indemnisation des réclamations tardives était de 75 000 $ plus taxes et de 5 000 $ plus taxes en débours. Ses honoraires encourus s'élevaient à 14 283 $ plus taxes et il n'a encouru aucun débours.

76. Tous les comptes des membres du Comité conjoint sont soumis à l'approbation du Tribunal ayant juridiction ou, dans le cas de la Colombie-Britannique, du procureur général du Canada, avant d'être payés. Un tableau détaillé par juridiction de tous les honoraires et débours encourus par le Comité conjoint figure à l'**Annexe L**.

# CONSEILLERS JURIDIQUES DU FONDS

77. John Callaghan et Belinda Bain ont été nommés conseillers juridiques du Fonds dans les recours collectifs de l'Ontario par des ordonnances de la Cour supérieure de justice de l'Ontario. M. Callaghan a été nommé à la magistrature en 2023 et Belinda Bain continue d'exercer cette fonction. Mason Poplaw a été nommé conseiller juridique du Fonds dans les recours collectifs du Québec par jugement de la Cour supérieure du Québec. Gordon Kehler a été nommé conseiller juridique du Fonds dans les recours collectifs de la Colombie-Britannique par une ordonnance de la Cour suprême de la Colombie-Britannique.

78. L'**Annexe M** ci-jointe est le rapport des conseillers juridiques du Fonds sur leurs activités et leurs honoraires encourus en 2023.

79. En 2023, les appels suivants ont été traités dans chaque juridiction dans le cadre des Régimes réguliers :

| **Rapport 2023 sur l'état des appels - Régimes réguliers** | **ON[23]** | **BC** | **QUE** | **Total** |
|---|---|---|---|---|
| Appels reçus | 2 | 0 | 0 | 2 |
| Appels complétés | 6 | 0 | 0 | 6 |
| Appels retirés | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Refus annulés | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Appels en médiation | 1 | 0 | 0 | 1 |
| Demandes de confirmation judiciaire | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Décisions judiciaires | 0 | 0 | 1 | 0 |
| Appels en cours (y compris les appels renvoyés aux arbitres) | 5 | 0 | 0 | 5 |

80. En 2023, les appels suivants ont été traités dans chaque juridiction dans le cadre du Régime d'indemnisation pour les réclamations tardives:

| **Rapport 2023 sur l'état des appels - Régime pour les réclamations tardives** | **ON[24]** | **BC** | **QC** | **Total** |
|---|---|---|---|---|
| Appels reçus | 3 | 0 | 0 | 3 |
| Appels complétés | 0 | 0 | 6 | 6 |
| Appels retirés | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Refus annulés | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Recours médiatisés | 0 | 0 | 0 | 0 |

[23] L'Ontario couvre toutes les provinces et territoires autres que le Québec et la Colombie-Britannique.

[24] L'Ontario couvre toutes les provinces et territoires autres que le Québec et la Colombie-Britannique.

| Rapport 2023 sur l'état des appels - Régime pour les réclamations tardives | ON[24] | BC | QC | Total |
|---|---|---|---|---|
| Demandes de confirmation judiciaire | 1 | 0 | 0 | 1 |
| Décisions judiciaires | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Appels en cours (y compris les révisions judiciaires, les auditions fixées et les appels renvoyés aux arbitres) | 7 | 1 | 1 | 8 |

81. En 2023, les honoraires et débours facturés par les conseillers juridiques du Fonds étaient les suivants :

(a) 158 643 $ en honoraires et 1 955 $ en débours, tous avant taxes, pour des services liés aux Régimes réguliers ; et

(b) 49 592 $ en honoraires et 277 $ en débours, tous avant taxes, pour des services relatifs au Régime pour les réclamations tardives.

Tous les comptes des conseillers juridiques du Fonds ont été soumis pour approbation par le tribunal compétent avant d'être payés.

# ARBITRES ET JUGES-ARBITRES

82. Des juges-arbitres et des arbitres ont été nommés pour chaque juridiction par des ordonnances/jugement de chaque tribunal.

83. Un rapport sommaire du travail des juges-arbitres et des arbitres effectués en 2023, ainsi que les honoraires et débours encourus par eux pour 2023, figure à l'**Annexe N.**

84. En 2023, les honoraires et débours facturés par les arbitres et les juges-arbitres étaient les suivants :

(a) 22 773 $ en honoraires et aucun débours, avant taxes, pour des services relatifs aux Régimes réguliers ; et

(b) 6 644 $ en honoraires et aucun débours, avant taxes, pour des services relatifs au Régime pour les réclamations tardives.

Les comptes des arbitres et des juges-arbitres sont payés sur la base du tarif fixé et révisé de temps à autre par les Tribunaux.

85. Le nombre d'appels en vertu des Régimes réguliers a diminué au cours des dernières années, y compris en 2023. Le volume de réclamations tardives a également diminué,

mais les appels en vertu du Régime d'indemnisation pour les réclamations tardives ont nécessité plus de temps pour être traités en raison du temps écoulé depuis la date de l'infection, d'où les honoraires encourus plus élevés, et on s'attend à ce que cette situation demeure inchangée ou qu'elle augmente au cours des prochaines années.

# COORDONNATEUR JUDICIAIRE

86. Luisa Ritacca, du cabinet Stockwoods, a été nommée coordonnateur judiciaire par ordonnance de la Cour supérieure de l'Ontario et par ordonnance de la Cour suprême de la Colombie-Britannique. Elle coordonne également les demandes de révision judiciaires du Québec.

87. En 2023, ses honoraires s'élevaient à 8 610 $ plus taxes, et les débours à 1 159 $ plus taxes.

# SOCIÉTÉ CANADIENNE DU SANG

88. La conduite efficace et efficiente des enquêtes de retraçage est un élément crucial de l'administration des régimes. La Société canadienne du sang ("**SCS**") effectue les enquêtes de retraçage requises par les régimes dans toutes les provinces sauf le Québec.

89. Au cours des dernières années, la demande et les coûts de ces enquêtes ont considérablement diminué. Aucun budget n'a été demandé à la SCS pour les services de retraçage pour 2023, et la SCS n'a pas facturé les dépenses encourues. Le Comité conjoint prévoit que le volume des demandes de retraçage diminuera au fur et à mesure que les réclamations en vertu du Régime pour les réclamations tardives diminueront.

# HÉMA-QUÉBEC

90. Héma-Québec effectue les enquêtes de retraçage requises par les régimes au Québec. Aucun budget n'a été demandé à Héma-Québec pour 2023, car elle finance les coûts à même ses budgets d’opération, sujet à la possibilité pour elle de demander un

remboursement à la fin de l'année si les coûts encourus étaient beaucoup plus élevés que prévu.

91. Le Comité conjoint prévoit que le volume des demandes d'enquêtes diminuera en même temps que celui des réclamations en vertu du Régime pour les réclamations tardives.

# BUDGETS 2024

92. Le tableau suivant compare les budgets approuvés pour les fournisseurs de services en 2024 à leurs budgets de 2023.

| | **Budget 2023** | **Budget 2024** |
|---|---|---|
| **Epiq** | | |
| **Administration générale des Régimes réguliers et du PAE2** | | |
| Hon. forfaitaire | 25 600 $ | 13 500 $ |
| Hon. de traitement des réclamations selon l'activité (sujet à ajustement selon une augmentation ou diminution de certaines activités mesurables de plus de 10 % par an) | 511 300 $ | 391 453 $ |
| **Administration des indemnités de distribution spéciale** | | |
| Paiements prospectifs - honoraires fixes | 5 000 $ | 5 000 $ |
| Paiements rétroactifs - tarification à l'activité | Selon le barème établi | Selon le barème établi |
| **Projets spéciaux** | Jusqu'à 100 000 $ | Jusqu'à 100 000 $ |
| **Administration du Régime pour les réclamations tardives au titre du VHC** | | |
| Hon. forfaitaire | 10 000 $ | 5 000 $ |
| Hon. de traitement des réclamations selon l'activité | Selon le barème établi | Selon le barème établi |
| **Deloitte** | | |
| Audit et préparation des états financiers (avant frais de déplacement) | N'excédant pas 114 000 $ | N'excédant pas 130 000 $ |
| Projets spéciaux | 25 000 $ | 25 000 $ |
| **CONCENTRA TRUST** | | |
| Services de fiducie et de dépositaire | 182 000 $ | 182 000 $ |

| | Budget 2023 | Budget 2024 |
|---|---|---|
| **GPTD**<br>Services de gestion d'investissements | 360 000 $ | Conformément à l'Annexe 1 des Directives d'investissement (estimé à 130 000 $) |
| **MFS**<br>Services de gestion d'investissements (portefeuille d'actions à volatilité réduite) | Conformément à l'Annexe 1 des Directives d'investissement | Conformément à l'Annexe 1 des Directives d'investissement (estimé à 443 000 $) |
| **Eckler** | | |
| Services actuariels généraux et de consultants en investissements (excluant les débours) | 87 500 $ | 100 000 $ |
| Projets spéciaux | 62 500 $ | 62 500 $ |
| Indemnités de distribution spéciale | 12 500 $ | 17 000 $ |
| Régime pour les réclamations tardives au titre du VHC | 12 500 $ | 8 000 $ |
| Réévaluation financière 2019 - Phase 2 | Budget 2022 non utilisé | n/a |
| Réévaluation financière 2022 - Phase 1 | 797 000 $ | Budget 2023 non utilisé (175 161 $) |
| **MMWG**<br>Mise à jour du modèle médical et du rapport de modélisation médicale pour la réévaluation financière 2022 | Budget 2022 non utilisé | n/a |
| **PWC**<br>Perte de revenus – programmation et mise à jour annuelle du logiciel informatique | 10 000 $ | N'excédant pas 16 000 $ |
| **Paula Frederick / Cohen Hamilton Steger**<br>Expert-comptable spécialisé en pertes de revenus | 40 000 $ | 40 000 $ |

| | Budget 2023 | Budget 2024 |
|---|---|---|
| **Comité conjoint** | | |
| Administration et supervision des Régimes réguliers | 900 000 $ en hon. et 75 000 $ en débours | 900 000 $ en hon. et 75 000 $ en débours |
| Indemnités de distribution spéciale | 100 000 $ en hon. et 5 000 $ en débours | 100 000 $ en hon. et 5 000 $ en débours |
| Régime pour les réclamations tardives | 75 000 $ en hon. et 10 000 $ en débours | 75 000 $ en hon. et 5 000 $ en débours |
| Réévaluation financière 2019 - Phase 2 | Budget non utilisé | n/a |
| Réévaluation financière 2022 - Phase 1 | 500 000 $ en hon. et 10 000 $ de débours | Budget non utilisé (75 462 $) |

Fait le 2e jour d'août 2024

(s) *Martine Trudeau* au nom de

_____

Michel Savonitto
Savonitto & Ass. Inc.

(s) *Richard Fyfe*

_____

Richard J. M. Fyfe K.C.
CFM Lawyers LLP

(s) *Kathryn Podrebarac*

_____

Kathryn Podrebarac
Podrebarac Barristers Professional Corporation

(s) *Heather Rumble Peterson* au nom de

_____

Harvey T. Strosberg, K.C.
Strosberg Wingfield Sasso LLP

SCHEDULE A

# Financial statements of
# États financiers du
# The 1986 – 1990 Hepatitis C Fund
# Fonds Hépatite C 1986 – 1990

December 31, 2023
31 décembre 2023

| | | |
|---|---|---|
| Independent Auditor's Report | 1–3 | Rapport de l'auditeur indépendant |
| Statement of financial position | 4 | État de la situation financière |
| Statement of operations | 5 | État des résultats |
| Statement of cash flows | 6 | État des flux de trésorerie |
| Notes to the financial statements | 7–14 | Notes complémentaires |

Deloitte LLP/S.E.N.C.R.L./s.r.l.
100 Queen Street
Suite 1600
Ottawa ON K1P 5T8
Canada

Tel: 613-236-2442
Fax: 613-236-2195
www.deloitte.ca

# Independent Auditor's Report

To the Joint Committee of the
1986 - 1990 Hepatitis C Fund

## Opinion

We have audited the financial statements of the 1986-1990 Hepatitis Fund (the "Fund"), which comprise the statement of financial position as at December 31, 2023, and the statements of operations and of cash flows for the year then ended, and a summary of significant accounting policies (collectively referred to as the "financial statements").

In our opinion, the accompanying financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Fund as at December 31, 2023, and the results of its operations and its cash flows for the year then ended in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations.

## Basis for Opinion

We conducted our audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards ("Canadian GAAS"). Our responsibilities under those standards are further described in the Auditor's Responsibilities for the Audit of the Financial Statements section of our report. We are independent of the Fund in accordance with the ethical requirements that are relevant to our audit of the financial statements in Canada, and we have fulfilled our other ethical responsibilities in accordance with these requirements. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion.

## Responsibilities of Management and Those Charged with Governance for the Financial Statements

Management is responsible for the preparation and fair presentation of the financial statements in accordance with Canadian accounting standards not-for-profit organizations, and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

# Rapport de l'auditeur indépendant

Au comité mixte du
Fonds Hépatite C 1986 - 1990

## Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers du Fonds Hépatite C 1986 - 1990 (le « Fonds »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2023, et les états des résultats et des flux de trésorerie de l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives (collectivement les « états financiers »).

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Fonds au 31 décembre 2023, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

## Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues (NAGR) du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants du Fonds conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

## Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

In preparing the financial statements, management is responsible for assessing the Fund's ability to continue as a going concern, disclosing, as applicable, matters related to going concern and using the going concern basis of accounting unless management either intends to liquidate the Fund or to cease operations, or has no realistic alternative but to do so.

Those charged with governance are responsible for overseeing the Fund's financial reporting process.

## Auditor's Responsibilities for the Audit of the Financial Statements

Our objectives are to obtain reasonable assurance about whether the financial statements as a whole are free from material misstatement, whether due to fraud or error, and to issue an auditor's report that includes our opinion. Reasonable assurance is a high level of assurance but is not a guarantee that an audit conducted in accordance with Canadian GAAS will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in the aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of these financial statements.

As part of an audit in accordance with Canadian GAAS, we exercise professional judgment and maintain professional skepticism throughout the audit. We also:

- Identify and assess the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error, design and perform audit procedures responsive to those risks, and obtain audit evidence that is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than for one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the override of internal control.

- Obtain an understanding of internal control relevant to the audit in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the Fund's internal control.

- Evaluate the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates and related disclosures made by management.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Fonds à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Fonds ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Fonds.

## Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux NAGR du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.

- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Fonds.

- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

- Conclude on the appropriateness of management's use of the going concern basis of accounting and, based on the audit evidence obtained, whether a material uncertainty exists related to events or conditions that may cast significant doubt on the Fund's ability to continue as a going concern. If we conclude that a material uncertainty exists, we are required to draw attention in our auditor's report to the related disclosures in the financial statements or, if such disclosures are inadequate, to modify our opinion. Our conclusions are based on the audit evidence obtained up to the date of our auditor's report. However, future events or conditions may cause the Fund to cease to continue as a going concern.

- Evaluate the overall presentation, structure, and content of the financial statements, including the disclosures, and whether the financial statements represent the underlying transactions and events in a manner that achieves fair presentation.

We communicate with those charged with governance regarding, among other matters, the planned scope and timing of the audit and significant audit findings, including any significant deficiencies in internal control that we identify during our audit.

- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Fonds à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le Fonds à cesser son exploitation.

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Deloitte LLP

Chartered Professional Accountants
Licensed Public Accountants
March 26, 2024

Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Comptables professionnels agréés
Experts-comptables autorisés
Le 26 mars 2024

**The 1986 - 1990 Hepatitis C Fund**
**Statement of financial position**
As at December 31, 2023
(In thousands of dollars)

**Fonds Hépatite C 1986 - 1990**
**État de la situation financière**
au 31 décembre 2023
(en milliers de dollars)

| | 2023 | 2022 | |
|---|---|---|---|
| | $ | $ | |
| **Assets** | | | **Actif** |
| Current assets | | | Actif à court terme |
| Cash | **3,716** | 3,535 | Encaisse |
| Contributions receivable | **2,527** | 2,359 | Apports à recevoir |
| | **6,243** | 5,894 | |
| Investments (Note 3) | **920,743** | 979,554 | Placements (note 3) |
| | **926,986** | 985,448 | |
| **Liabilities** | | | **Passif** |
| Current liabilities | | | Passif à court terme |
| Accounts payable and accrued liabilities | **6,038** | 4,424 | Créditeurs et charges à payer |
| Accrued claims in process of payment | **11,404** | 8,416 | Demandes accumulées en cours de paiement |
| | **17,442** | 12,840 | |
| Funding held for future expenses (Note 4) | | | Financement pour charges futures (note 4) |
| Regular | **701,308** | 847,129 | Régulier |
| Late claims benefits | **57,454** | 58,427 | Réclamations tardives |
| Special distribution benefits | **150,782** | 67,052 | Indemnités de distribution spéciale |
| | **926,986** | 985,448 | |

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Approved by the Joint Committee of The 1986 - 1990 Hepatitis C Fund

Au nom du Comité mixte du Fonds Hépatite C 1986 - 1990

Heather Rumble Peterson for H. Strosberg
Heather Rumble Peterson for H. Strosberg (Mar 26, 2024 11:00 EDT)

Martine Prudeau (Mar 26, 2024 11:00 EDT)

Richard Fyfe
Richard Fyfe (Mar 26, 2024 12:29 PDT)

**The 1986 - 1990 Hepatitis C Fund**
**Statement of operations**
Year ended December 31, 2023
(In thousands of dollars)

**Fonds Hépatite C 1986 - 1990**
**État des résultats**
de l'exercice clos le 31 décembre 2023
(en milliers de dollars)

| | **2023** | 2022 | |
|---|---|---|---|
| | **$** | $ | |
| **Expenses** | | | **Dépenses** |
| Claims (Note 5) | **110,278** | 29,560 | Demandes (note 5) |
| Operating (Note 6) | **6,069** | 3,400 | Frais d'exploitation (note 6) |
| | **116,347** | 32,960 | |
| Revenue | **116,347** | 32,960 | Revenus |
| **Excess of revenue over expenses** | **—** | — | **Excédent des revenus sur les dépenses** |

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**The 1986 - 1990 Hepatitis C Fund**
**Statement of cash flows**
Year ended December 31, 2023
(In thousands of dollars)

**Fonds Hépatite C 1986 - 1990**
**État des flux de trésorerie**
de l'exercice clos le 31 décembre 2022
(en milliers de dollars)

| | **2023** | 2022 | |
|---|---|---|---|
| | **$** | $ | |
| **Operating activities** | | | **Activités d'exploitation** |
| Excess of revenue over expenses | **—** | — | Excédent des revenus sur les dépenses |
| Items not affecting cash | | | Éléments sans incidence sur l'encaisse |
| Realized loss on investments | **2,898** | 437 | Perte réalisés sur placements |
| Change in unrealized gains and losses on investments | **(5,422)** | 107,771 | Variation des gains et pertes non réalisés sur placements |
| | **(2,524)** | 108,208 | |
| Changes in non-cash operating working capital items | | | Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation |
| Contributions receivable | **(168)** | 123 | Apports à recevoir |
| Accounts payable and accrued liabilities | **1,614** | 300 | Créditeurs et charges à payer |
| Accrued claims in process of payment | **2,988** | (341) | Demandes accumulées en cours de paiement |
| Funding held for future expenses | **(63,064)** | (108,085) | Financement pour charges futures |
| | **(61,154)** | 205 | |
| **Investing activities** | | | **Activités d'investissement** |
| Purchase of investments | **(241,669)** | (143,308) | Acquisition de placements |
| Proceeds on sale of investments | **303,004** | 143,524 | Produits de la vente de placements |
| | **61,335** | 216 | |
| Net change in cash | **181** | 421 | Variation de l'encaisse |
| Cash, beginning of year | **3,535** | 3,114 | Encaisse au début |
| **Cash, end of year** | **3,716** | 3,535 | **Encaisse à la fin** |

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## 1. Description of the Fund

The 1986 - 1990 Hepatitis C Fund (the "Fund") was established to hold and invest funds and administer their payment as compensation to claimants who qualify as class members, all pursuant to the terms of the January 1, 1986 - July 1, 1990 Hepatitis C Settlement Agreement (the "Agreement") made as of June 15, 1999 and the Judgments of the Supreme Court of British Columbia, Superior Court of Justice for Ontario and Superior Court of Quebec (the "Courts").

The maximum obligations to the Fund established as at January 10, 2000 were $1.203 billion, shared between the Government of Canada (72.7273%) and the governments of the provinces and territories (27.2727%), plus interest accruing thereafter on the unpaid obligations.

The Government of Canada has made contributions to the Fund, which totally satisfy its obligation to the Fund. The provincial and territorial governments are required to contribute as and when required for payment of their share of expenses. Provinces and territories may elect to prepay their contributions.

As at December 31, 2023, the provinces and territories prepaid contributions total $10,800 ($10,900 in 2022). To the extent, provinces and territories do not prepay their contributions, interest is calculated on their outstanding obligations at treasury bill rates applied quarterly. As at December 31, 2023, those obligations including interest are estimated to be $68,932,000 ($71,228,000 in 2022).

In 2017, from the excess capital, the Courts approved funding for Late Claims Benefits and Special Distribution Benefits. The provinces and territories do not contribute towards these new benefits.

The operations of the Fund are subject to various reviews and approvals by the Courts.

The Fund is a trust that is exempt from income tax under the *Income Tax Act*.

## 1. Description du Fonds

Le Fonds Hépatite C 1986 - 1990 (le ´ Fonds ª) a été constitué dans le but de conserver et d'investir des fonds et de gérer leur versement sous forme d'indemnités aux requérants admissibles comme personnes inscrites au recours collectif, conformément aux modalités de l'entente de règlement relative à l'hépatite C pour la période allant du 1er janvier 1986 au 1er juillet 1990 (l'´ entente ª), datée du 15 juin 1999, et aux décisions de la Cour suprême de la Colombie-Britannique, de la Cour supérieure de justice de l'Ontario et de la Cour supérieure du Québec (les ´ Tribunaux ª).

Au 10 janvier 2000, les obligations maximales revenant au Fonds s'élevaient à 1,203 milliards de dollars, et elles étaient partagées entre le gouvernement du Canada (72,7273 %) et les gouvernements provinciaux et territoriaux (27,2727 %), plus les intérêts cumulés par la suite sur les obligations impayées.

Le gouvernement du Canada a versé des apports au Fonds, lesquels règlent entièrement son obligation envers le Fonds. Les gouvernements provinciaux et territoriaux sont tenus de verser des apports pour régler leur part des charges au moment où elles deviennent exigibles. Les provinces et les territoires peuvent choisir de verser leurs apports à l'avance.

Au 31 décembre 2023, les apports des provinces et territoires versés à l'avance totalisent 10 800 $ (10 900 $ en 2022). Dans la mesure où ils ne versent pas d'apports à l'avance, l'intérêt est calculé trimestriellement sur les obligations impayées aux taux des bons du Trésor. Au 31 décembre 2023, ces obligations, intérêts compris, sont estimées à 68 932 000 $ (71 228 000 $ en 2022).

En 2017, les Tribunaux ont approuvé l'allocation de capital excédentaire pour les réclamations tardives et pour les indemnités de distribution spéciale. Les provinces et les territoires ne contribuent pas à ces nouveaux avantages.

Les activités du Fonds sont assujetties à divers examens et approbations des Tribunaux.

Le Fonds est une fiducie exonérée de l'impôt sur le revenu en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

## 2. Significant accounting policies

*Basis of presentation*

The financial statements have been prepared in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations and include the following significant accounting policies:

*Financial instruments*

Financial instruments include cash, contributions receivable, investments and accounts payable and accrued liabilities and claims payable.

All financial assets and liabilities are initially recognized at fair value and subsequently they are measured at amortized cost with the exception of cash and investments, which are measured at fair value.

*Transaction costs*

Transaction costs are expensed as incurred.

*Liabilities and funding for future payments*

These financial statements do not present liabilities for payments to be made to class members in future years nor the related future funding requirements of provincial and territorial governments.

*Revenue recognition*

The Fund follows the deferral method of accounting for contributions. Revenue is recognized as expenses are incurred and shares of such expenses are allocated to governments, as set out in the Agreement. To the extent that contributions are paid to the Fund in advance of expenses being incurred and allocated, the contributions and the investment earnings thereon are deferred and recorded as funding held for future expenses. Accordingly, the funding held for future expenses includes:

- Funding contributed in payment of the Government of Canada obligation;

## 2. Principales méthodes comptables

*Méthode de présentation*

Les états financiers ont été dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif et tiennent compte des principales méthodes comptables suivantes :

*Instruments financiers*

Les instruments financiers comprennent l'encaisse, les apports à recevoir, les placements, créditeurs et charges à payer et les demandes accumulées en cours de paiement.

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés initialement à la juste valeur et sont ensuite comptabilisés au coût amorti à l'exception de l'encaisse et des placements qui sont comptabilisés à la juste valeur.

*Coûts de transaction*

Les coûts de transaction sont comptabilisés comme dépenses lorsqu'ils sont encourus.

*Obligations et financement pour paiements futurs*

Ces états financiers ne présentent aucune obligation pour des paiements futurs devant être faits aux personnes inscrites aux recours collectifs, ni aucune exigence connexe future en matière de financement des gouvernements provinciaux et territoriaux.

*Constatation des revenus*

Le Fonds comptabilise les apports selon la méthode du report. Les revenus sont comptabilisés à mesure que les charges sont engagées, et une tranche de ces charges est attribuée aux gouvernements, comme le prévoit l'entente. Lorsque les apports sont versés au Fonds avant que les charges ne soient engagées et réparties, les apports et le revenu de placement en découlant sont reportés et constatés à titre de financement pour charges futures. Par conséquent, le financement pour charges futures comprend ce qui suit :

- Apport sous forme de paiement de l'obligation du gouvernement du Canada;

## 2. Significant accounting policies (continued)

*Revenue recognition (continued)*

- Contributions prepaid by provinces and territories, if any; and
- Investment earnings.

As expenses are incurred and allocated, amounts are deducted from the balance of the funding held for future expenses and are recognized as revenue.

Where provincial and territorial governments have not prepaid contributions and expenses are allocated to them, such amounts are requisitioned by the Fund and are recognized directly as revenue of the Fund.

*Claims*

A claim is recognized as an expense in the period in which the claim payment approval process has been completed.

*Operating expenses*

Operating expenses are recorded in the period in which they are incurred. Operating expenses are subject to approval by the Courts.

*Use of estimates*

The preparation of financial statements in conformity with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations requires management to make estimates and assumptions that affect the reported amounts of assets and liabilities and disclosures of contingent assets and liabilities at the date of the financial statements and the reported amounts of revenue and expenses during the reporting period. Significant estimates include the fair value of investments and the amount of accrued liabilities. Actual results could differ from these estimates.

## 2. Principales méthodes comptables (suite)

*Constatation des revenus (suite)*

- Apports versés à l'avance par les gouvernements provinciaux et territoriaux, le cas échéant; et
- Revenus de placement.

À mesure que les charges sont engagées et réparties, les montants sont déduits du solde du financement pour charges futures et comptabilisées dans les revenus.

Lorsque les apports ne sont pas versés à l'avance par les gouvernements provinciaux et territoriaux et que des charges leur sont attribuées, ces montants leur sont demandés par le Fonds puis comptabilisés directement dans les revenus.

*Demandes*

Les demandes sont constatées à titre de charges dans la période au cours de laquelle le processus d'approbation de paiement des demandes a été mené à terme.

*Frais d'exploitation*

Les frais d'exploitation sont constatés dans la période au cours de laquelle ils sont engagés. Ils sont assujettis à l'approbation des tribunaux.

*Utilisation d'estimations*

Dans le cadre de la préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, la direction doit établir des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et des passifs présentés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants des produits d'exploitation et des charges constatés au cours de la période visée par les états financiers. Les estimations importantes comprennent la juste valeur des placements et le montant des charges à payer. Les résultats réels pourraient varier par rapport à ces estimations.

## 2. Significant accounting policies (continued)

*Foreign currency*

Transactions denominated in foreign currencies are translated into Canadian dollars at the rates of exchange prevailing at the dates of the transactions. Investments and cash balances denominated in foreign currencies are translated at the rates in effect at year-end. Resulting gains or losses from changes in these rates are included in investment earnings.

## 2. Principales méthodes comptables (suite)

*Devises étrangères*

Les opérations libellées en devises étrangères sont converties en dollars canadiens aux taux de change en vigueur aux dates auxquelles les opérations sont effectuées. Les placements et l'encaisse libellés en devises sont convertis aux taux en vigueur à la fin de l'exercice. Les gains ou les pertes de change découlant de la variation de ces taux sont inclus dans le revenu de placement.

## 3. Investments

Investments are summarized as follows:

## 3. Placements

Les placements se résument ainsi :

| | **2023** | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | **Fair value** | **Cost** | Fair value | 2022 Cost | |
| | **Juste valeur** | **Coût** | Juste valeur | Coût | |
| | **$** | **$** | $ | $ | |
| Investment earnings receivable and cash | **8,785** | **8,785** | 4,549 | 4,549 | Revenus de placement à recevoir et encaisse |
| Fixed income | | | | | Titres à revenu fixe |
| Government of Canada | **727,611** | **672,111** | 720,084 | 671,470 | Gouvernement du Canada |
| Fixed income pooled funds | **48,739** | **48,639** | 114,287 | 114,406 | Fonds communs à revenu fixe |
| | **776,350** | **720,750** | 834,371 | 785,876 | |
| Equities - Pooled Funds International | **135,608** | **132,019** | 140,634 | 135,362 | Actions - Fonds communs International |
| | **920,743** | **861,554** | 979,554 | 925,787 | |

*Determination of fair value*

Fixed income includes debt obligations of governments and corporate bodies paying interest at rates appropriate to the market at the date of their purchase. Bonds are recorded at prices based upon published bid prices.

Pooled fund units are valued at prices based on the market value of the underlying securities held by the pooled funds.

*Détermination de la juste valeur*

Les titres à revenu fixe proviennent de titres de créance de gouvernements et de sociétés qui versent des intérêts à des taux conformes à ceux du marché à la date d'achat. Les obligations sont comptabilisées à des prix offerts publiés.

Les fonds communs sont évalués selon la valeur marchande des titres sous-jacents détenus par les fonds communs.

## 3. Investments (continued)

*Investment risk*

Investment in financial instruments renders the Fund subject to investment risks. These include the risks arising from changes in interest rates, in rates of exchange for foreign currency, and in equity markets both domestic and foreign. They also include the risks arising from the failure of a counterparty to a financial instrument to discharge an obligation when it is due.

The Fund has adopted investment policies, standards and procedures to control the amount of risk to which it is exposed. The investment practices of the Fund are designed to avoid undue risk of loss and impairment of assets and to provide a reasonable expectation of fair return given the nature of the investments. The maximum investment risk to the Fund is represented by the fair value of the investments. There is no foreign currency risk as the investment are all Canadian.

*Interest rate risk*

The fixed income portfolio's sensitivity to a change in market rates is represented by the duration of the portfolio. As at December 31, 2023, the average duration of the bonds and debentures in the portfolio, weighted on fair value, was 12.03 years (10.74 years in 2022).

## 3. Placements (suite)

*Risque de placement*

Les placements dans des instruments financiers placent le Fonds face à des risques liés aux placements. Ceux-ci incluent les risques provenant des variations dans les taux d'intérêts, dans les taux de conversion de devises et dans le marché boursier, national et international ainsi que ceux provenant du danger éventuel qu'une des parties engagées par rapport à un instrument financier ne puisse faire face à ses obligations.

Le Fonds a adopté des politiques, des normes et des méthodes pour contrôler le niveau de risque auquel il s'expose. Les habitudes du Fonds en ce qui concerne les placements ont pour but d'éviter tout risque inutile de perte et d'insuffisance d'actif et de fournir une espérance raisonnable quant à leur juste rendement, étant donné la nature des placements. Le maximum de risque auquel s'expose le Fonds se trouve dans la juste valeur des placements. Il n’y a pas de risque de change puisque les placements sont tous en dollar canadien.

*Risque des taux d’intérêt*

La sensibilité du portefeuille de titres à revenu fixe aux variations des taux d’intérêt du marché correspond à la durée du portefeuille. Au 31 décembre 2022, la durée moyenne des obligations et des débentures du portefeuille, pondérée selon la juste valeur, était de 12,03 ans (10,74 ans en 2022).

## 3. Investments (continued)

*Concentration risk*

Concentration risk exists when a significant proportion of the portfolio is invested in securities with similar characteristics or subject to similar economic, political or other conditions. The relative proportions of the types of investments, in the portfolio are as follows:

## 3. Placements (suite)

*Risque de concentration*

Le risque de concentration existe lorsqu'une part importante du portefeuille est investie dans des titres ayant des caractéristiques semblables ou qui sont soumis à des conditions similaires d'ordre économique, politique ou autre. Les proportions relatives des types de placements du portefeuille sont les suivantes :

| | **2023 Fair value Juste valeur $** | **%** | 2022 Fair value Juste valeur $ | % | |
|---|---|---|---|---|---|
| Investment earnings receivable and cash | **8,785** | **1** | 4,549 | — | Revenus de placement à recevoir et encaisse |
| Fixed income | | | | | Titres à revenu fixe |
| Government of Canada | **727,611** | **79** | 720,084 | 74 | Gouvernement du Canada |
| Fixed income pooled funds | **48,739** | **5** | 114,287 | 12 | Fonds communs à revenu fixe |
| | **776,350** | **84** | 834,371 | 86 | |
| Equities - Pooled Funds | | | | | Actions - Fonds communs |
| International | **135,608** | **15** | 140,634 | 14 | International |
| | **920,743** | **100** | 979,554 | 100 | |

## 4. Funding held for future expenses

## 4. Financement pour charges futures

| | **Regular** | **Late claims benefits** | **Special distribution benefits** | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | **Régulier $** | **Réclamations tardives $** | **Indemnités de distribution spéciale $** | **2023 Total $** | |
| Balance, beginning of year | **847,129** | **58,427** | **67,052** | **972,608** | Solde au début |
| Reallocation*: | | | | | Réallocation* : |
| Excess capital | **(156,634)** | **(1,102)** | **157,736** | **—** | Surplus en capital |
| Investment earnings related to prior years | **(3,437)** | **(24)** | **3,461** | **—** | Revenu de placement des années précédentes |
| Investment losses related to current year up to September 30, 2023 | **5,372** | **37** | **(5,409)** | **—** | Perte de placement de l'année courante jusqu'au 30 septembre 2023 |
| | **(154,699)** | **(1,089)** | **155,788** | **—** | |
| Investment earnings for the year | **30,347** | **2,951** | **11,934** | **45,232** | Revenus de plancement pour l'année |
| Amounts recognized as revenue | **(21,469)** | **(2,835)** | **(83,992)** | **(108,296)** | Montants constatés comme revenus |
| Balance, end of year | **701,308** | **57,454** | **150,782** | **909,544** | Solde à la fin |

## 4. Funding held for future expenses (continued)

## 4. Financement pour charges futures (suite)

| | Regular<br>Régulier<br>$ | Late claims benefits<br>Réclamations tardives<br>$ | Special distribution benefits<br>Indemnités de distribution spéciale<br>$ | 2022<br>Total<br>$ | |
|---|---|---|---|---|---|
| Balance, beginning of year | 938,891 | 65,814 | 75,988 | 1,080,693 | Solde au début |
| Changes during the year | | | | | Variations au cours de l'exercice |
| Investment earnings | (71,862) | (5,171) | (5,556) | (82,589) | Revenus de placement |
| Amounts recognized as revenue | (19,900) | (2,216) | (3,380) | (25,496) | Montants constatés comme revenus |
| Balance, end of year | 847,129 | 58,427 | 67,052 | 972,608 | Solde à la fin |

*During 2023, the Courts ordered that $156,634,000 (2019 dollars) from the Regular account and $1,102,000 from the Late claims benefits account to be transferred to the Special distribution benefits account, plus the amount of any investment income earned on those amounts from January 1, 2020 to the date of transfer.

The investment income on those amounts from from January 1, 2020, to December 31, 2022, was $3,437,000 in the Regular account and $24,000 in the Late claims benefits account. The investment returns from January 1, 2023 to the date of transfer, September 30, 2023, were negative, resulting in losses of $5,371,632 in the Regular account and $37,786 in the Late claims benefits account.

The net result is that $154,699,368 from the Regular account and $1,088,214 from the Late claims benefits account were transferred to the Special distribution benefits account on September 30, 2023.

* Au cours de l'année 2023, les cours ont ordonné que 156 634 000 $ (en dollars de 2019) du compte pour les indemnités régulières et 1 102 00 $ du compte pour les réclamations tardives soit transféré au compte pour les Indemnités de distribution spéciale, plus le montant de tout revenu de placement gagné sur cette somme, du 1er janvier 2020 à la date du transfert.

Les revenus de placement y afférents pour la période du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2022 ont totalisé 3 437 000 $ pour le compte pour les indemnités régulières et 24 000 $ pour le compte pour les réclamations tardives. Les rendements des placements du 1er janvier 2023 au 30 septembre 2023 ont été négatifs, ce qui a entraîné une perte de 5 371 632 $ du compte pour les indemnités régulières et de 37 786 $ du compte pour les réclamations tardives.

Le résultat net est que 154 699 368 $ du compte pour les indemnités régulières et de 1 088 214 $ du compte pour les réclamations tardives ont été transférés au compte pour les Indemnités de distribution spéciale le 30 septembre 2023.

## 5. Claims

Claims recognized as expenses of the Fund during the current year consist of the following:

## 5. Demandes

Les demandes comptabilisées dans les charges du Fonds au cours de l'exercice comprennent ce qui suit :

| | **Regular Fund** | **Late claims benefits** | **Special distribution benefits** | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | **Régulier** | **Réclamations tardives** | **Indemnités de distribution spéciale** | **2023 Total** | |
| | **$** | **$** | **$** | **$** | |
| Approved by the Administrator of the Fund | | | | | Demandes approuvées par l'Administrateur du Fonds |
| Disbursed | **24,990** | **2,591** | **79,709** | **107,290** | Décaissement |
| Net change in accrued claims in process of payment | **319** | **11** | **2,658** | **2,988** | Variation nette des demandes accumulées en cours de paiement |
| | **25,309** | **2,602** | **82,367** | **110,278** | |

| | Regular Fund | Late claims benefits | Special distribution benefits | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | Régulier | Réclamations tardives | Indemnités de distribution spéciale | 2022 Total | |
| | $ | $ | $ | $ | |
| Approved by the Administrator of the Fund | | | | | Demandes approuvées par l'Administrateur du Fonds |
| Disbursed | 24,858 | 1,961 | 3,082 | 29,901 | Décaissement |
| Net change in accrued claims in process of payment | (454) | (65) | 178 | (341) | Variation nette des demandes accumulées en cours de paiement |
| | 24,404 | 1,896 | 3,260 | 29,560 | |

## 6. Operating expenses

## 6. Frais d'exploitation

| | Regular<br>Régulier<br>$ | Late claims benefits<br>Réclamations Tardives<br>$ | Special distribution benefits<br>Indemnités de distribution spéciale<br>$ | 2023 Total<br>$ | |
|---|---|---|---|---|---|
| Administrator | **646** | **128** | **1,531** | **2,305** | Administrateur |
| Legal (claims' appeal costs, Fund counsel) | **197** | **78** | **—** | **275** | Frais juridiques (frais de demandes en appel, avocats du Fonds) |
| Joint committee - Administration | **815** | **15** | **56** | **886** | Comité mixte - Administration |
| Joint committee - Sufficiency review | **787** | **—** | **—** | **787** | Comité mixte - Réévaluation de la suffisance |
| Investment management | **577** | **—** | **—** | **577** | Gestion des placements |
| Audit and related services | **109** | **6** | **26** | **141** | Honoraires d'audit et de services connexes |
| Custodial trustee | **182** | **—** | **—** | **182** | Frais de garde |
| Actuarial - General | **111** | **6** | **12** | **129** | Honoraires d'actuariat |
| Actuarial - Sufficiency review | **656** | **—** | **—** | **656** | Honoraires d'actuariat - Réévaluation de la suffisance |
| Medical and other consulting | **131** | **—** | **—** | **131** | Frais médicaux et autres frais de consultation |
| | **4,211** | **233** | **1,625** | **6,069** | |

| | Regular<br>Régulier<br>$ | Late claims benefits<br>Réclamations Tardives<br>$ | Special distribution benefits<br>Indemnités de distribution spéciale<br>$ | 2022 Total<br>$ | |
|---|---|---|---|---|---|
| Administrator | 611 | 99 | 28 | 738 | Administrateur |
| Advertising | — | — | — | — | Publicité |
| Legal (claims' appeal costs, Fund counsel) | 181 | 184 | — | 365 | Frais juridiques (frais de demandes en appel, avocats du Fonds) |
| Joint committee - Administration | 915 | 15 | 77 | 1,007 | Comité mixte - Administration |
| Joint committee - Sufficiency review | 318 | — | — | 318 | Comité mixte - Réévaluation de la suffisance |
| Investment management | 427 | — | — | 427 | Gestion des placements |
| Audit and related services | 110 | 19 | 11 | 140 | Honoraires d'audit et de services connexes |
| Custodial trustee | 165 | — | — | 165 | Frais de garde |
| Actuarial - General | 145 | 3 | 4 | 152 | Honoraires d'actuariat |
| Actuarial - Sufficiency review | — | — | — | — | Honoraires d'actuariat - Réévaluation de la suffisance |
| Medical and other consulting | 88 | — | — | 88 | Frais médicaux et autres frais de consultation |
| | 2,960 | 320 | 120 | 3,400 | |

**Centre des réclamations relatives à l'hépatite C 1986-1990**

**Rapport annuel pour la période se terminant le 31 décembre 2023**

## Nomination

Epiq Class Action Services Canada Inc. est l'administrateur de la Convention de règlement relative à l'hépatite C 1986-1990 depuis sa nomination par les tribunaux le 1er janvier 2019.

## Activités pour l'année 24

- A assumé les fonctions et responsabilités de l'administrateur tel que stipulé à l'article cinq de la Convention de règlement.
- A collaboré avec les vérificateurs de Deloitte afin de compléter la vérification de l'année écoulée.
- A continué de collaborer avec le Comité conjoint pour mettre en œuvre la décision des tribunaux d'allouer le surplus excédentaire aux Membres du Recours Collectif sous forme de surplus.
    - A traité la majorité du bénéfice de la Distribution Spéciale de 2019 qui a été approuvé par les tribunaux le 30 mai 2023
- A poursuivi le travail sur le Projet Locator (Projet Spécial) pour identifier et localiser les réclamants bénéficiant de 2013 Distributions Spéciales non réclamées.
- A rencontré le Comité conjoint en mars, a fourni et discuté des statistiques à jour sur les réclamations.
- A continué de travailler en collaboration avec la Société canadienne du sang, Héma-Québec, les programmes provinciaux d'hépatite C, et les experts médicaux.
- A mis à jour le site www.hepc8690.ca selon les besoins.
- A préparé des dossiers pour les Conseillers juridiques du Fonds, les juges arbitres et les arbitres et a assisté aux audiences d'appel selon les nécessités.

**Hépatite C 1986-1990 - Statistiques clés au 31 décembre 2023**

| | |
|---|---|
| Fonds versés – Compte des Indemnités réguliers HCV | $1,122,229,297.68 |
| Fonds versés – Compte des Indemnités de distribution spéciale HCV | $182,417,256.50 |
| Réclamations reçues | 18,345 |
| Réclamations approuvées | 15,034 |
| Réclamations rejetées | 3,262 |
| Réclamations en cours | 49 |
| Renvois | 496 |
| Décisions Rendues | 370 |
| Médiation/retrait/rescision/archivage | 122 |
| Procédures d'enquête commencées | 5,066 |

**Régime d'indemnisation pour les réclamations tardives HCV - Statistiques clés au 31 décembre 2023**

| | |
|---|---|
| Fonds versés – Compte des Indemnités pour les réclamations tardives HCV | $18,655,487.19 |
| Fonds versés – Compte des Indemnités de distribution spéciale HCV | $1,555,558.28 |
| Réclamations reçues | 502 |
| Réclamations approuvées | 239 |
| Réclamations rejetées | 161 |
| Réclamations en cours | 102 |
| Renvois | 29 |
| Décisions Rendues | 17 |
| Médiation/retrait/rescision/archivage | 4 |
| Procédures d'enquête commencées | 168 |

**Administrator's 2023 Hepatitis C 8690 Reconciliation**

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| **Balance owing as of December 31, 2022** | | | **$** | **82,228.56** |
| **A. Regular Benefit Plan** | | | | |
| Budgeted Fees | $ | 536,899.92 | | |
| HST | $ | 69,796.92 | **$** | **606,696.84** |
| Activity Adjustment | $ | - | | |
| HST | $ | - | **$** | **-** |
| Disbursements | $ | 5,742.65 | | |
| HST | $ | 746.55 | **$** | **6,489.20** |
| Third Party Expenses | $ | - | | |
| HST | $ | - | **$** | **-** |
| Appeals Costs | $ | - | | |
| HST | $ | - | **$** | **-** |
| **Regular Benefit Plan Total 2023 Fees and Disbursements** | | | **$** | **613,186.04** |
| **B. Special Distribution Benefits (SDB)** | | | | |
| 2013 Surplus Retrospective Claim Fees | $ | 9,945.00 | | |
| 2019 Surplus Retrospective Claim Fees | $ | 880,972.50 | | |
| Hemo 23 Re-Election and Permanently Disabled - Prospective Claims | $ | 3,273.75 | | |
| 2013 Surplus Cheque Re-Issues | $ | 1,440.00 | | |
| Annual Fixed Fee for Prospective Surplus Claims | $ | 5,000.00 | | |
| **Total Fees** | $ | 900,631.25 | $ | - |
| HST | $ | 117,082.07 | **$** | **1,017,713.33** |
| Disbursements | $ | - | | |
| HST | $ | - | **$** | **-** |
| **SDB Total 2023 Fees and Disbursements** | | | **$** | **1,017,713.33** |
| **C. Late Claims Benefit Plan (LCBP)** | | | | |
| Fixed Fee | $ | 10,000.00 | | |
| Activity Level Fees | $ | 92,804.65 | | |
| HST | $ | 13,364.62 | **$** | **116,169.27** |
| Disbursements | $ | 9,780.00 | | |
| HST | $ | 1,271.40 | **$** | **11,051.40** |
| **LCBP Total 2023 Fees and Disbursements** | | | **$** | **127,220.67** |
| **D. Special Projects** | | | | |
| Class Coding Update Fees - $250 Limit Removal for Out-of Pocket | $ | 3,369.60 | | |
| Locator Project Fees | $ | 42,507.75 | | |
| 2019 Proposed Allocation Notice Mailout Fees - 2019 Surplus | $ | 3,000.00 | | |
| Class Coding Update Fees - 2019 Surplus | $ | 12,929.40 | | |
| Address Update Letter Mailout Fees | $ | 2,250.00 | | |
| Extra Call Handling* | $ | 391,248.00 | | |
| Total Fees | $ | 404,182.10 | $ | |
| HST | $ | 59,189.66 | **$** | **463,371.76** |
| Disbursements | $ | 33,516.87 | | |
| HST | $ | 4,357.19 | **$** | **37,874.07** |
| **Special Projects Total 2023 Fees and Disbursements** | | | **$** | **501,245.83** |
| **2023 Total** | | | **$** | **2,259,365.87** |
| **Payments made in 2023** | | | | |
| Towards Budget Year 2022 | $ | 82,228.56 | | |
| Towards Budget Year 2023 | $ | 622,096.96 | | |
| **Total Payments made in 2023** | | | **$** | **704,325.52** |
| **Balance to be Debited Against Hep C Fund (as of December 31, 2023)** | | | **$** | **1,637,268.91** |
| Repayment of the unrecovered overpayments owed to the Hep-C Fund | | | $ | 132,905.10 |
| Repayment of the erroneous amount of fees for the 2019 SDBs | $ | 325,632.50 | | |
| HST | $ | 42,332.23 | $ | 367,964.73 |
| Total Repayments Owed by Epiq | | | $ | 500,869.83 |
| *Less Balance outstanding to Epiq as of the date of this report (as of July 24, 2024)* | | | $ | (401,494.37) |
| Repayment owing by Epiq to the Hep-C Fund (as of July 24, 2024) | | | $ | 99,375.46 |

*fees incurred in 2023 for the handling of extra calls resulting from the 2019 SDB approval resulting in a Special Project budget overrun of $355,304.75 plus tax.

# Concentra Trust fiduciaire et dépositaire du Fonds relatif à l’hépatite C

Equitable Bank | Concentra® TRUST

# Section 1 | À propos du fiduciaire et du dépositaire

## À propos de Concentra Trust

Concentra Trust est la septième société de fiducie en importance au Canada détenue par une banque et compte plus de 70 ans d'expérience et d'expertise au service de sociétés, de coopératives de crédit et de particuliers. Elle offre une gamme complète de services de fiducie axés sur des besoins spécialisés, notamment des fiducies autochtones, des fiducies de sociétés, des fiducies personnelles à valeur nette élevée et des solutions pour les administrateurs de régimes enregistrés. En tant que société de fiducie sous réglementation fédérale, Concentra Trust se conforme aux programmes fédéraux de lutte contre le blanchiment d'argent, de gestion des risques, de services juridiques et de conformité. Concentra Trust est une filiale de Concentra Bank, acquise en novembre 2022 par Banque Équitable.

## À propos de Banque Équitable

EQB Inc. négocie ses actions à la Bourse de Toronto Stock (TSX : EQB et EQB.PR.C) et sert plus de 607 000 personnes partout au Canada par l'entremise de la Banque Équitable, La Banque Qui Défie, sa filiale en propriété exclusive. La filiale en propriété exclusive de la Banque Équitable, Concentra Bank, appuie les coopératives de crédit du Canada qui desservent ensemble plus de 6 millions de membres. La Banque Équitable a plus de 119 milliards de dollars d'actifs sous gestion et administration combinés, avec un mandat clair de favoriser le changement dans les services bancaires canadiens pour enrichir la vie des gens. Fondée il y a plus de 50 ans, la Banque Qui Défie offre des services bancaires diversifiés aux particuliers et aux entreprises et, grâce à sa plateforme de la Banque EQ (eqbank.ca/fr/), a été nommée la meilleure banque de l'annexe 1 au Canada dans les listes publiées par Forbes en 2021, 2022 et 2023. Pour plus de détails, veuillez consulter le site equitablebank.ca/fr.

## À propos de notre dépositaire | CIBC Mellon, Compagnie Trust CIBC Mellon et société de services de titres mondiaux CIBC Mellon

CIBC Mellon est un utilisateur autorisé de la marque de commerce CIBC et de certaines marques de commerce BNY Mellon et est la marque de commerce de la société de services de titres mondiaux CIBC Mellon et de la Compagnie Trust CIBC Mellon.

CIBC Mellon offre un mécanisme sécurisé pour la garde d'actions, d'obligations, de billets et d'autres titres, dans des environnements physiques et comptables. Les actifs sont détenus de façon sécuritaire et consignés avec exactitude sur la plateforme de garde de la CIBC. La CIBC effectue une évaluation annuelle des risques liés aux dépôts, ainsi qu'un rapprochement régulier des positions physiques de la chambre forte et des dépôts.

CIBC Mellon a une interface électronique directe avec la Caisse canadienne de dépôt de valeurs (CDS), qui permet d'automatiser l'affirmation et la confirmation de règlement. Cela se traduit par un échange transparent de données entre les plateformes et les dépositaires et offre un maximum de contrôle sur le processus de règlement des titres.

# Section 2 | Responsabilités du fiduciaire et du dépositaire

Concentra Trust a été nommée fiduciaire et gardienne du Fonds en fiducie relatif à l'hépatite C par les Cours supérieures de la Colombie-Britannique, de l'Ontario et du Québec à compter du 1er avril 2022. Le Fonds en fiducie relatif à l'hépatite C est administré et géré par une équipe d'administrateurs fiduciaires principaux, de conseillers fiduciaires principaux et de directeurs fiduciaires.

## Contributions au Fonds en fiducie

Concentra Trust reçoit des contributions mensuelles des gouvernements provinciaux et territoriaux. Après confirmation du dépôt, les fonds sont transférés au compte de garde du fonds détenu auprès de CIBC Mellon et sont investis par le gestionnaire de placements conformément au mandat de placement.

## Décaissements prévus

Tous les débours du régime sont traités en temps opportun conformément aux modalités de notre nomination ou de notre ordonnance du tribunal. Les factures sont reçues par Concentra Trust et Concentra Trust ordonne à la CIBC d'effectuer les paiements directement du compte de garde aux fournisseurs de services.

## Tenue des dossiers

Concentra Trust tient des dossiers exacts sur les actifs du Fonds et fournit des rapports en temps opportun à diverses parties, notamment :

**Rapports théoriques trimestriels** : Concentra Trust tient des comptes théoriques pour chacun des gouvernements provinciaux et territoriaux. Ces comptes sont fondés sur le pourcentage de partage fourni par le gouvernement fédéral. Le rapport fait état des contributions proportionnelles des gouvernements, du montant des intérêts proportionnels et des débours proportionnels. Il indique également quand les paiements sont dus et quand ils sont reçus.

**Synthèse financière mensuelle** : Le présent rapport résume, à un niveau élevé, la valeur marchande du Fonds en fiducie, le revenu de placement gagné, les paiements versés aux demandeurs et aux fournisseurs de services, et les sommes recouvrées auprès des provinces et des territoires pour ces paiements depuis la création du Fonds en fiducie. Ce rapport comprend une ventilation des trois comptes théoriques, des prestations régulières, des distributions spéciales et des demandes de règlement tardives.

## Responsabilités du sous-dépositaire

La nomination par Concentra Trust de la société de services de titres mondiaux CIBC Mellon (« CIBC Mellon ») à titre de sous-dépositaire du Fonds fiduciaire relatif à l'hépatite C a été approuvée par les Cours supérieures de la Colombie-Britannique, de l'Ontario et du Québec le 1er avril 2022.

## Garde des titres

Concentra Trust détient en fiducie les espèces et les titres du Fonds fiduciaire par l'entremise de son dépositaire, CIBC Mellon. Les actifs du Fonds fiduciaire sont administrés conformément aux directives du Comité mixte ou du gestionnaire de placements nommé par les tribunaux. CIBC Mellon assure la garde sécuritaire des actifs et, chaque jour, elle concilie les positions en titres dans ses livres en utilisant les services de la CDS.

## Traitement des opérations de placement

En tant que dépositaire des placements, CIBC Mellon effectue toutes les opérations de placement de titres en fonction des instructions autorisées reçues du gestionnaire de placements.

# Collecte des revenus

CIBC Mellon versera un revenu contractuellement sous forme de dividendes et d'intérêts si le versement est destiné à un marché de revenu contractuel admissible. CIBC Mellon paie les échéances sur une base réelle (une fois le paiement de l'émetteur reçu).

# Tenue des dossiers

CIBC Mellon tient des dossiers exacts sur les actifs du Fonds et fournit des rapports en temps opportun à diverses parties, notamment :

**Relevés de placement mensuels** : Ces relevés présentent le tableau financier du Fonds en fiducie, y compris le rapprochement de l'encaisse, les activités de placement, les recettes et les débours pour la période de déclaration. Les rapports fournissent également une liste des actifs détenus à une certaine date, y compris la valeur comptable, la valeur marchande et le revenu accumulé. Les activités quotidiennes sont rapportées par ordre chronologique.

# Résumé des activités du Fonds de la fiducie

Voici un résumé des activités du Fonds de la fiducie de l'hépatite C pour les 12 mois terminés le 31 décembre 2023
24e année d'exploitation du Fonds de la fiducie.

| **Du 1er janvier au 31 décembre 2023** | |
|---|---|
| **Valeur marchande d'ouverture du Fonds de la fiducie** | |
| Au 1 janvier 2023 | **980 652 310,46 $** |
| **Paiements au Fonds de la fiducie** | |
| Contributions des gouvernements provinciaux et territoriaux | 7 903 247,46 $ |
| Gains (y compris les revenus de placements et les gains et pertes en capital réalisés) | 39 563 923,58 $ |
| **Paiements du Fonds de la fiducie** | |
| Versements à l'administrateur pour les demandeurs | 107 289 899,48 $ |
| Versements aux fournisseurs de services pour les frais et dépenses (y compris les droits payables au fiduciaire et dépositaire Concentra Trust) | 4 243 268,49 $ |
| **Total** | 111 533 167,97 $ |
| **Valeur marchande de clôture du Fonds de la fiducie** | |
| Au 31 décembre 2023 | **920 753 680,54 $** |
| **Droits payables au fiduciaire et dépositaire** | |
| Budget approuvé par les tribunaux - Concentra Trust et CIBC Mellon (sous-dépositaire) | 182 000,00 $ |
| Imputation réelle au Fonds de la fiducie (2023) | 144 448,30 $ |
| Frais pour novembre/décembre (prélevés en janvier 2024) | 28 622,22 $ |
| Total des frais appliqués au budget 2023 | 173 070,52 $ |
| **Frais par type (pour 2023)** | |
| Honoraires du fiduciaire (Concentra Trust) | 140 000.04 $ |
| Taxes (TPS/TVH) | 6 999,96 $ |
| **Total** | 147 000,00 $ |
| Sous-dépositaire (CIBC Mellon) | 33 070,48 $ |
| Taxes (TPS/TVH) | 1 653,53 $ |
| **Total** | 34 724,01 $ |

Ces documents sont fournis par Concentra Trust à titre d'information seulement. Concentra Trust ne fait aucune déclaration ni ne donne aucune garantie et décline toute responsabilité de quelque nature que ce soit quant à leur exactitude, leur fiabilité ou leur exhaustivité ou quant aux mesures prises ou aux résultats obtenus grâce à l'utilisation des documents. Les lecteurs doivent savoir que le contenu de ces documents ne doit pas être considéré comme constituant des conseils juridiques, comptables, financiers, d'investissement ou provenant d'autres professionnels, et qu'il ne doit pas être utilisé à cette fin.

**ATTESTATION DE CONFORMITÉ**

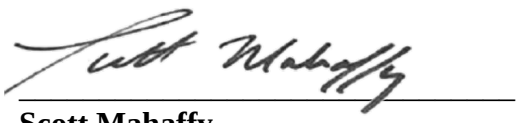
# Hepatitis C Settlement Trust

À ma connaissance, pour l'année civile terminée le 31 décembre 2023*, aucune modification n'a été apportée aux directives de placement du Fonds d'actions mondiales à faible volatilité MFS depuis le 1er février 2023 et, par conséquent, les directives de placement du Fonds d'actions mondiales à faible volatilité MFS sont conformes aux directives de placement énoncées à l'Annexe 2 des modalités de nomination.

À ma connaissance, durant l'année civile qui a pris fin le 31 décembre 2023, MFS Gestion de Placements Canada Limitée (MFS) s'est conformée, à tous égards importants, aux restrictions de placement contenues dans la notice d'offre ou les notices d'offre applicables en ce qui a trait au Fonds d'actions mondiales à faible volatilité MFS. Cette attestation est assujettie aux modalités suivantes : i) la conformité de MFS est vérifiée au moyen de rapports d'évaluation du portefeuille provenant de son système interne de stock de titres et non des registres du portefeuille, et ii) MFS est responsable de la conformité aux restrictions de placement énoncées dans la notice d'offre ou les notices d'offre applicables.

** Comme le compte a été approvisionné le 1er février 2023, la période pertinente pour 2023 est du 1er février au 31 décembre 2023.*

MFS Gestion de Placements Canada Limitée

PAR : 

**Scott Mahaffy**
**Conseiller général**

DATE : 13 mars 2024

# MFS[MD] Investment Management

1986 – 1990 Hepatitis C Settlement Trust Fund

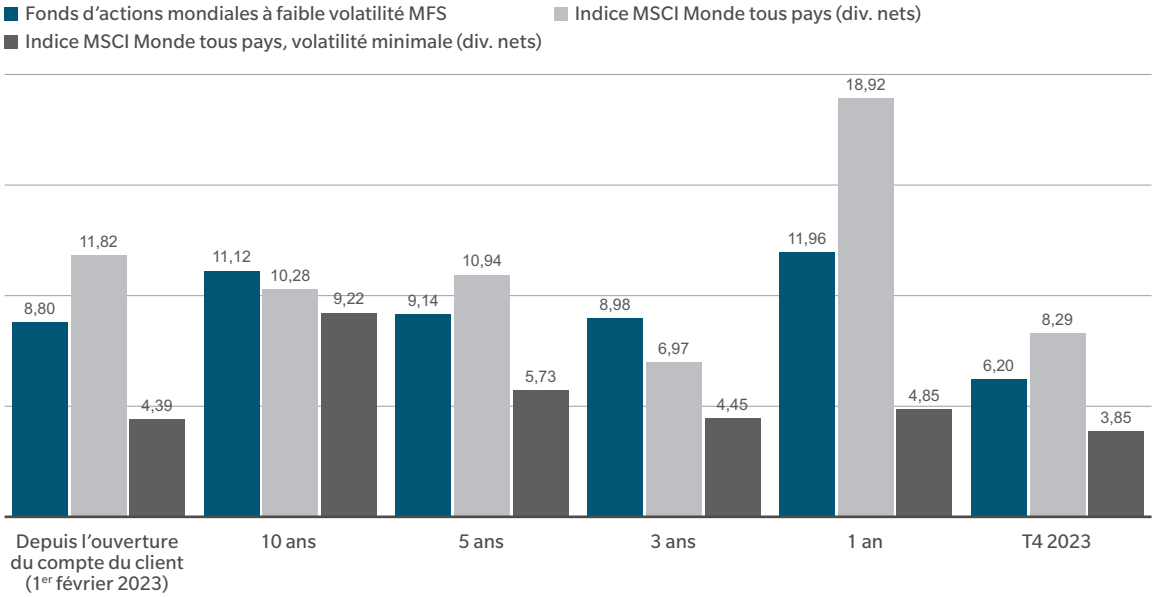
## Fonds d'actions mondiales à faible volatilité MFS[MD]
## Revue de fin d'année 2023

26 mars 2024

**MFS Investment Management | Pour utilisation individuelle avec le comité mixte de la Convention de règlement relative à l'hépatite C de 1986 à 1990. Ne pas distribuer davantage.**

# Sommaire d'information

## Rendement (%) ($ CA), au 31 décembre 2023




## Sommaire de l'actif ($ CA)

| | |
|---|---|
| Valeur initiale, au 1er févr. 2023 | 44 000 000 |
| Cotisations | +88 019 210 |
| Retraits | -8 394 937 |
| Transferts d'actifs | 0 |
| Variation de la valeur marchande | 11 984 289 |
| Valeur finale, au 31 décembre 2023 | 135 608 562 |

## Pondérations sectorielles (%)

| Au 31 décembre 2023 | Portefeuille | Indice de référence^ |
|---|---|---|
| **Principales surpondérations** | | |
| Services publics | 7,9 | 2,6 |
| Consommation de base | 11,5 | 6,8 |
| Santé | 15,8 | 11,2 |
| **Principales sous-pondérations** | | |
| Technologie de l'information | 16,6 | 22,9 |
| Énergie | 0,5 | 4,5 |
| Consommation discrétionnaire | 7,9 | 11,1 |

^ Indice MSCI Monde tous pays.

Source : Les rendements de l'indice de référence sont fournis par SPAR, FactSet Research Systems Inc. Il n'est pas possible d'investir directement dans un indice.

Date de création du Fonds d'actions mondiales à faible volatilité : 1er février 2023.

**Les rendements pour les périodes de plus d'un an sont annualisés, après déduction des frais, et n'incluent pas les frais de gestion. Les rendements de moins d'un an ne sont pas annualisés.**

**MFS Investment Management | Pour utilisation individuelle avec le comité mixte de la Convention de règlement relative à l'hépatite C de 1986 à 1990. Ne pas distribuer davantage.**

# Rendements ($ CA)

| Au 31 décembre 2023 | Période | Portefeuille (%) | Indice de référence^ (%) | Indice de référence^^ (%) |
|---|---|---|---|---|
| Rendements trimestriels | T4 2023 | 6,20 | 8,29 | 3,85 |
| | T3 2023 | -0,31 | -1,30 | -0,39 |
| | T2 2023 | 1,70 | 3,82 | -0,05 |
| | T1 2023 | 3,98 | 7,18 | 1,41 |
| Rendements annuels | 2023 | 11,96 | 18,92 | 4,85 |
| | 2022 | -1,10 | -12,43 | -3,79 |
| | 2021 | 16,91 | 17,53 | 12,97 |
| Rendements annualisés | Depuis l'ouverture du compte du client (1er février 2023) | 8,80 | 11,82 | 4,39 |
| | Depuis le début des activités du fonds (17 juill. 2013) | 11,44 | 11,05 | 9,33 |
| | 5 ans | 9,14 | 10,94 | 5,73 |
| | 3 ans | 8,98 | 6,97 | 4,45 |

^ Indice MSCI Monde tous pays (div. nets)

^^ Indice MSCI Monde tous pays, volatilité minimale (div. nets)

Source : Les rendements de l'indice de référence sont fournis par SPAR, FactSet Research Systems Inc. Il n'est pas possible d'investir directement dans un indice.

**Les rendements pour les périodes de plus d'un an sont annualisés, après déduction des frais, et n'incluent pas les frais de gestion. Les rendements de moins d'un an ne sont pas annualisés.**

**MFS Investment Management | Pour utilisation individuelle avec le comité mixte de la Convention de règlement relative à l'hépatite C de 1986 à 1990. Ne pas distribuer davantage.**

# Caractéristiques

*($ CA)*

| Au 31 décembre 2023 | | Portefeuille | Indice MSCI Monde tous pays | Indice MSCI Monde tous pays, volatilité minimale |
|---|---|---|---|---|
| Fondamentaux – moyenne pondérée | Ratio cours/bénéfice (12 prochains mois) | 14,7x | 17,2x | 14,7x |
| | Ratio cours/flux de trésorerie | 12,1x | 13,6x | 11,1x |
| | Ratio cours/chiffre d'affaires | 1,5x | 1,9x | 1,4x |
| | Ratio cours-bénéfice/croissance du bénéfice | 1,8x | 1,9x | 1,9x |
| | Rendement en dividendes | 2,5 % | 2,1 % | 2,6 % |
| | Rendement des capitaux propres (moyenne sur 3 ans) | 20,0 % | 25,3 % | 22,1 % |
| | Rendement du capital investi | 12,9 % | 14,4 % | 12,7 % |
| | Croissance du BPA à long terme (IBES)[1] | 10,3 % | 12,1 % | 9,2 % |
| Capitalisation boursière | Capitalisation boursière ($ CA)[2] | 269,1 G | 621,9 G | 155,9 G |
| Diversification | Dix principaux titres | 23 % | 18 % | 13 % |
| | Nombre de titres | 98 | 2 921 | 378 |
| Taux de rotation | Taux de rotation sur 1 an[3] | 38 % | — | — |
| Profil de risque (actuel) | Part active contre | — | 83 % | s. o. |
| Risque-rendement (10 ans) | Coefficient bêta contre | — | 0,69 | s. o. |
| | Erreur de réplication historique contre | — | 5,85 % | s. o. |
| | Écart-type | 9,12 % | 11,43 % | 8,99 % |
| | Ratio de Sharpe | 1,07 | 0,78 | 0,88 |
| | Ratio d'encaissement des baisses contre | — | 58,96 % | s. o. |
| | Ratio d'encaissement des hausses contre | — | 81,30 % | s. o. |

1 Sources : FactSet.
Moyenne pondérée.

2 Méthodologie américaine pour calculer le taux de rotation : (montant des achats ou des ventes, selon le moins élevé)/valeur marchande moyenne à la fin du mois.

**Les rendements pour les périodes de plus d'un an sont annualisés, après déduction des frais, et n'incluent pas les frais de gestion. Les rendements de moins d'un an ne sont pas annualisés.**

**MFS Investment Management | Pour utilisation individuelle avec le comité mixte de la Convention de règlement relative à l'hépatite C de 1986 à 1990. Ne pas distribuer davantage.**

# Pondérations sectorielles

| Au 31 décembre 2023 | Portefeuille (%) | Indice de référence^ (%) | Indice de référence^^ (%) | Sous-pondération/surpondération de l'indice de référence^ (%) | Sous-pondération/surpondération de l'indice de référence^^ (%) |
|---|---|---|---|---|---|
| Services publics | 7,9 | 2,6 | 6,3 | 5,3 | 1,6 |
| Consommation de base | 11,5 | 6,8 | 11,9 | 4,7 | -0,4 |
| Santé | 15,8 | 11,2 | 16,0 | 4,6 | -0,2 |
| Services de communication | 9,5 | 7,3 | 12,4 | 2,2 | -2,9 |
| Services financiers | 16,3 | 15,9 | 15,3 | 0,4 | 1,0 |
| Immobilier | 1,8 | 2,4 | 0,3 | -0,6 | 1,5 |
| Produits industriels | 9,5 | 10,7 | 8,8 | -1,2 | 0,7 |
| Matières | 1,7 | 4,5 | 2,6 | -2,8 | -0,9 |
| Consommation discrétionnaire | 7,9 | 11,1 | 6,2 | -3,2 | 1,7 |
| Énergie | 0,5 | 4,5 | 2,1 | -4,0 | -1,6 |
| Technologie de l'information | 16,6 | 22,9 | 18,0 | -6,3 | -1,4 |

^ Indice MSCI Monde tous pays.

^^ Indice MSCI Monde tous pays, volatilité minimale (div. nets)

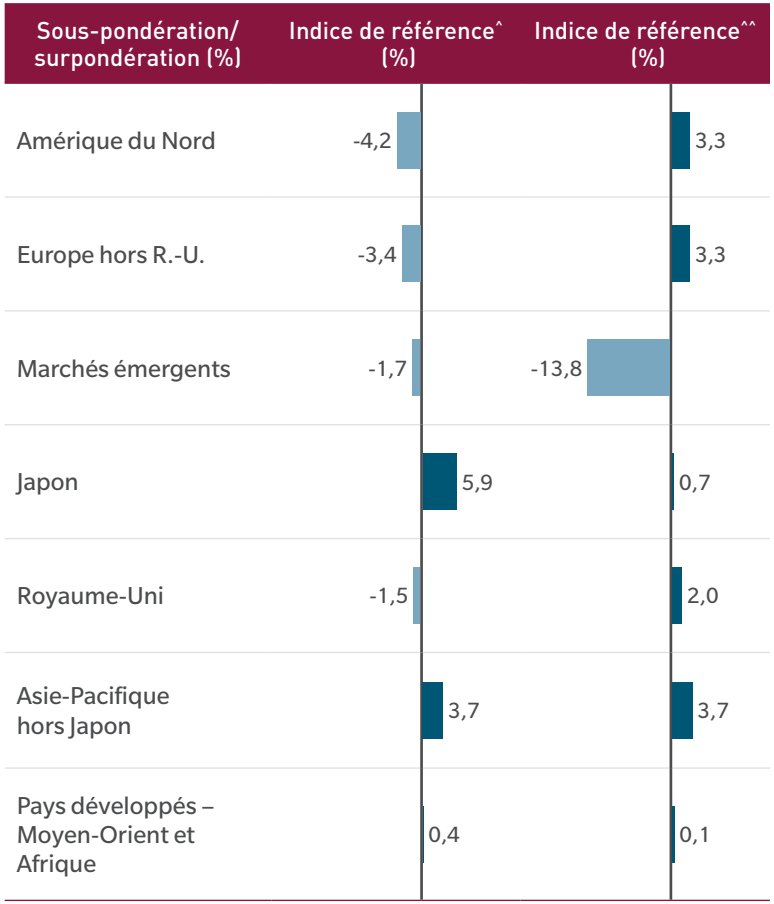
Trésorerie et équivalents : 0,9 %

Autres -0,0 %. La catégorie « Autres » comprend les éléments suivants : i) dérivés sur devises ou ii) tout appariement d'instruments dérivés.

**MFS Investment Management | Pour utilisation individuelle avec le comité mixte de la Convention de règlement relative à l'hépatite C de 1986 à 1990. Ne pas distribuer davantage.**

# Pondérations des régions et des pays

| Au 31 décembre 2023 | Portefeuille (%) | Indice de référence^ (%) | Indice de référence^^ (%) |
|---|---|---|---|
| **Amérique du Nord** | **61,1** | **65,3** | **57,8** |
| Canada | 5,2 | 2,9 | 1,2 |
| États-Unis | 55,8 | 62,4 | 56,5 |
| **Europe hors R.-U.** | **9,0** | **12,4** | **5,7** |
| Suisse | 4,2 | 2,4 | 3,0 |
| Italie | 1,1 | 0,7 | 0,1 |
| Danemark | 0,6 | 0,8 | — |
| Pays-Bas | 0,7 | 1,2 | 0,7 |
| France | 1,6 | 2,9 | 0,8 |
| Allemagne | 0,8 | 2,1 | 0,9 |
| Autres pays^,^^ | — | 2,4 | 0,2 |
| **Marchés émergents** | **8,8** | **10,5** | **22,6** |
| Philippines | 3,3 | 0,1 | 0,2 |
| Corée du Sud | 3,4 | 1,4 | – |
| Thaïlande | 1,6 | 0,2 | 0,5 |
| Brésil | 0,5 | 0,6 | 0,1 |
| Autres pays^,^^ | — | 8,3 | 21,7 |
| **Japon** | **11,3** | **5,4** | **10,6** |
| **Royaume-Uni** | **2,0** | **3,5** | **—** |
| **Asie-Pacifique hors Japon** | **6,5** | **2,8** | **2,8** |
| Singapour | 5,0 | 0,3 | 1,0 |
| Hong Kong | 1,4 | 0,5 | 1,7 |
| Autres pays^,^^ | — | 1,9 | 0,1 |
| **Pays développés – Moyen-Orient et Afrique** | **0,6** | **0,2** | **0,5** |
| Israël | 0,6 | 0,2 | 0,5 |



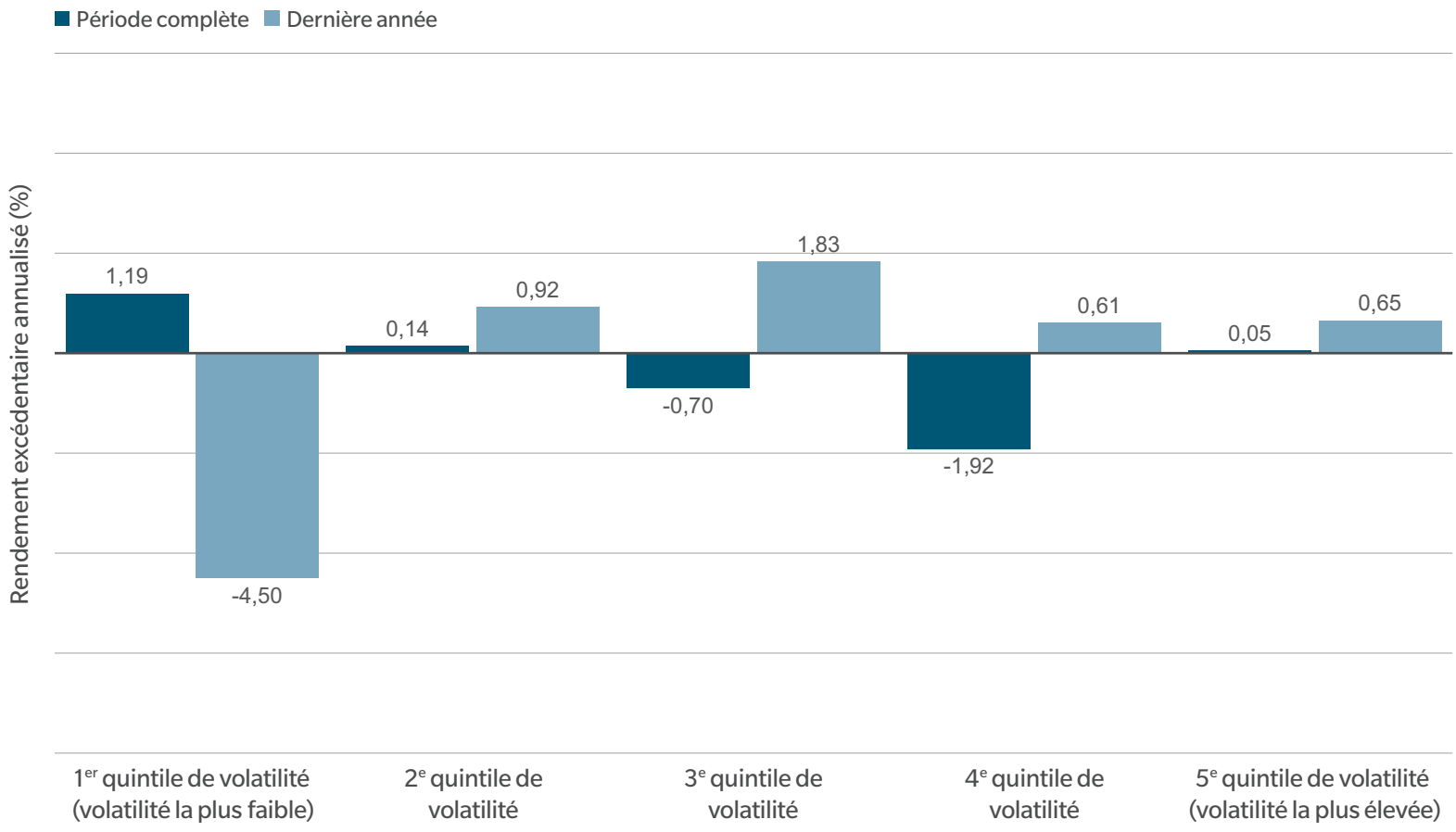

^ Indice MSCI Monde tous pays. Le portefeuille ne contient aucun titre des pays suivants : Chine 2,8 %; Australie 1,8 %; Inde 1,8 %; Taïwan 1,7 %; Suède 0,8 %; Espagne 0,6 % et 24 autres pays dont la pondération individuelle est inférieure à 0,5 % et dont la pondération totale est de 3,0 %.

^^ Indice MSCI Monde tous pays, volatilité minimale. Le portefeuille ne contient aucun titre des pays suivants : Chine 7,5 %; Inde 5,4 %; Taïwan 5,2 %; Arabie saoudite 1,3 %; Indonésie 0,6 % et 9 autres pays dont la pondération individuelle est inférieure à 0,5 % et dont la pondération totale est de 2,0 %.
Trésorerie et équivalents : 0,9 %.
Autres -0,0 %. La catégorie « Autres » comprend les éléments suivants : i) dérivés sur devises ou ii) tout appariement d'instruments dérivés.

**MFS Investment Management | Pour utilisation individuelle avec le comité mixte de la Convention de règlement relative à l'hépatite C de 1986 à 1990. Ne pas distribuer davantage.**

# Quintiles de volatilité – volatilité à long terme et récente

*Rendements excédentaires annualisés des quintiles de volatilité sur cinq ans de l'indice MSCI Monde tous pays*




Source : FactSet. Les données couvrent la « période complète » allant du 30 juin 2001 au 31 déc. 2023. Les données couvrent la période de la « dernière année » allant du 31 déc. 2022 au 31 déc. 2023. Le graphique ci-dessus vise à illustrer les tendances en matière de rendement des facteurs sur le marché, et non à représenter le rendement des facteurs pris en compte dans les modèles quantitatifs ou les portefeuilles de placements de MFS. Les données sur le rendement sont des résultats hypothétiques obtenus en appliquant une pondération égale aux rendements dans l'univers des actions mondiales de l'indice MSCI Monde tous pays. L'univers se compose d'environ 2 800 des plus importantes sociétés mondiales, dont chaque action est équipondérée à la fin de chaque mois. Pour le facteur, dans ce cas-ci la volatilité, les actions pour lesquelles des données sur la valeur factorielle sont disponibles sont triées selon leur valeur factorielle dans l'univers de placement, puis sont regroupées par quintiles équipondérés à la fin de chaque mois. Le facteur de volatilité est défini comme l'écart-type des rendements mensuels sur cinq ans, en dollars américains. Chaque mois, l'univers est reconstitué et les rendements sont recalculés. Les rendements mensuels sont liés géométriquement aux rendements cumulatifs. Les rendements des portefeuilles hypothétiques du quintile du facteur par rapport à l'univers sont présentés dans le graphique. Bien que les données soient fondées sur des sources jugées fiables, MFS ne peut confirmer qu'elles sont exactes et exhaustives. Ces données ne doivent donc pas servir de fondement à une décision de placement. Comme nous l'avons vu plus haut, le facteur analysé pour le graphique est la volatilité des cinq dernières années, qui est le plus souvent utilisée pour évaluer le risque lié à une société. Nous avons précisé ci-dessus qu'il s'agit des quintiles de volatilité dans le but de faciliter la compréhension.

**MFS Investment Management | Pour utilisation individuelle avec le comité mixte de la Convention de règlement relative à l'hépatite C de 1986 à 1990. Ne pas distribuer davantage.**

# Divulgations

Les renseignements contenus dans le présent document sont fournis à titre d'information seulement. Les renseignements proviennent de sources jugées fiables. Les graphiques et les graphiques sont utilisés à titre indicatif seulement et ne reflètent pas la valeur ou le rendement futur d'un placement. Ces renseignements ne fournissent pas de conseils financiers, juridiques, fiscaux ou de placement. Les stratégies de placement, fiscales ou de négociation devraient être étudiées en fonction des objectifs et de la tolérance au risque de chacun.

Le présent document n'est pas une offre faite à une personne dans un territoire où elle est illégale ou non autorisée. Ces documents n'ont pas été examinés et ne sont pas enregistrés dans les territoires où nous exerçons nos activités.

Le présent document peut contenir des déclarations prospectives. Les énoncés prospectifs reflètent les attentes et les projections actuelles concernant les événements ou les résultats futurs sur les données actuellement disponibles. Ces prévisions et projections pourraient être erronées à l'avenir, car des événements qui n'étaient pas prévus ou pris en compte dans la formulation peut se produire et donner lieu à des résultats qui diffèrent sensiblement de ceux qui sont exprimés ou implicites. Les énoncés prospectifs ne sont pas garants du rendement futur et de la fiabilité des énoncés prospectifs à éviter.

Toute discussion générale ou opinion contenue dans ces documents concernant les titres ou les conditions du marché reflète notre opinion ou celle de la source citée. À moins d'indication contraire, cette vue est en date de la date indiquée et peut changer. Les renseignements sur les placements du portefeuille, la répartition de l'actif ou la diversification sont historiques et peuvent changer. Tous les indices mentionnés sont des indices de référence largement reconnus pour les placements et représentent des portefeuilles de placement non gérés. Il est impossible d'investir directement dans un indice. Les renseignements sur les indices permettent de comparer les résultats d'une stratégie de placement à ceux d'un indice boursier largement reconnu. Rien ne garantit que cet indice constitue un indice de référence approprié pour une telle comparaison. Les résultats d'un indice ne tiennent pas compte des opérations commissions et coûts. La volatilité de l'indice peut être sensiblement différente de la volatilité d'une stratégie et les placements du portefeuille peuvent différer considérablement des titres qui comprend l'indice.

Tous les produits comportent des risques. Vous trouverez des renseignements importants sur les fonds en gestion commune dans leur notice d'offre respective, que nous vous invitons à lire avant d'investir. Veuillez en obtenir un exemplaire. Les taux de rendement indiqués sont les rendements totaux composés annuels historiques des fonds, y compris les variations de la valeur des parts et le réinvestissement de toutes les distributions. Les taux, les rendements des placements et la valeur des parts fluctueront pour tous les fonds. Toutes les données sur le rendement représentent les rendements passés et ne sont pas nécessairement indicatives des rendements futurs.

Les Fonds communs de gestion de placements MFS sont gérés par MFS Gestion de Placements Canada Limitée. En vertu d'une convention de sous-conseiller signée entre MFS Gestion de Placements Canada Limitée et MFS Institutional Advisors, Inc. (MFS), MFS fournit certains services de sous-conseiller à tous MFS. Les portefeuilles de Gestion de Placements Canada Limitée, y compris la gestion discrétionnaire des placements pour les portefeuilles ou les composantes de portefeuilles non canadiens.

La classification industrielle mondiale standard (GICS®) est une création ou la propriété exclusive, ou les deux, de MSCI, Inc. et S&P Global Market Intelligence Inc. (« S&P Global Market Intelligence »). GICS est une marque de service de MSCI et S&P Global Market Intelligence, utilisée sous licence par MFS. MFS a utilisé sa propre méthode de classification sectorielle et industrielle interne pour les titres de participation et les autres titres qui ne sont pas classés selon les secteurs GICS. Source : Les rendements de l'indice de référence sont fournis par SPAR, FactSet Research Systems Inc. Il n'est pas possible d'investir directement dans un indice. Le rendement de l'indice différera de celui de nos stratégies à gestion active, qui pourraient comporter un degré de risque plus élevé.

MD À moins d'indication contraire, les logos, ainsi que les noms de produits et services, sont des marques de commerce de MFS et de ses sociétés affiliées, qui peuvent avoir été déposées dans certains pays.

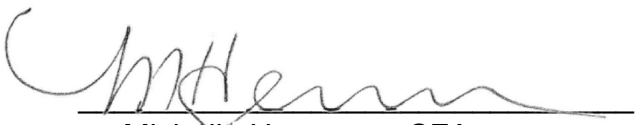
# 1986-1990 Hepatitis C Settlement Trust Fund

## CERTIFICAT ANNUEL DE CONFORMITÉ

**Pour l'année se terminant le: 31 décembre 2023**

Au meilleur de notre connaissance, nous nous sommes conformés à votre politique d'investissement.

Vérifié par :



Michelle Hegeman, CFA
Vice-Présidente et Directrice
Gestion de portefeuilles

en date du: 15 janvier 2024

## 1986 - 1990 Hepatitis C Settlement Trust Fund

# Revue de portefeuille

26 mars 2024

**Mariya Stasyuk, CFA, RIPC**
Vice-présidente
Solutions de placement mondiales TD
Gestion de Placements TD Inc.

**Anthony Lazanis**
Associé
Solutions de placement mondiales TD
Gestion de Placements TD Inc.

**Michelle Hegeman, CFA**
Vice-présidente et directrice
Gestion de Placements TD Inc.

# Mandat de placement

## 1986 - 1990 Hepatitis C Settlement Trust Fund

| Mandat de placement | Fonds | Indice de référence | Date de création | Valeur marchande |
|---|---|---|---|---|
| **Court terme** | Fonds d'investissement à court terme canadien *Émeraude* TD | Indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE Canada | 26 oct-18 | $12,801,158 |
| **Long terme** | Compte distinct d'obligations à rendement réel (achat et détention) | s.o. | 29 fév-00 | $710,752,664 |
| | Fonds indiciel d'obligations canadiennes *Émeraude* TD | Indice obligataire universel FTSE Canada | 29 fév-00 | $54,882,077 |
| **Total** | | | | **$778,435,899** |

Remarque : Les chiffres peuvent être arrondis. Au 31 déc. 2023.

# Rendement

## 1986 - 1990 Hepatitis C Settlement Trust Fund

| | Rendement du compte | | |
|---|---|---|---|
| **Rendements au 31 déc. 2023** | **1 an** | **4 ans** | **Création du compte[1]** |
| Fonds d'investissement à court terme canadien *Émeraude* TD | 5.24% | 2.10% | 2.11% |
| Indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE Canada | 4.71% | 1.87% | 1.83% |
| **Différence** | **0.52%** | **0.23%** | **0.28%** |
| Compte distinct d'obligations à rendement réel (achat et détention) | 3.49% | 1.69% | 5.55% |

| | Rendement du compte | | | Erreur de réplication cible de Hep C (%) | |
|---|---|---|---|---|---|
| **Rendements au 31 déc. 2023** | **1 an** | **4 ans** | **Création du compte[1]** | **1 an** | **4 ans** |
| Fonds indiciel d'obligations canadiennes *Émeraude* TD | 6.65% | -0.14% | 4.40% | | |
| Indice obligataire universel FTSE Canada | 6.69% | -0.05% | 4.48% | ± 0.20 | ± 0.10 |
| **Différence** | **-0.04%** | **-0.09%** | **-0.08%** | | |

| **Rendements au 31 déc. 2023** | **1 an** | **4 ans** |
|---|---|---|
| **Rendement total[2]** | **4.53%** | **1.67%** |

[1] La date de création du compte client distinct d'obligations à rendement réel et celui du Fonds indiciel d'obligations canadiennes *Émeraude* TD est le 29 fév. 2000. La date de création du compte client Fonds d'investissement à court terme canadien *Émeraude* TD est le 26 oct. 2018. [2] Correspond au rendement total sur un an et quatre ans des comptes combinés.
Remarque : Les rendements pour les périodes de plus d'un an sont annualisés. Rendement après déduction des dépenses. Les chiffres peuvent être arrondis.
Source : Gestion de Placements TD Inc., Directives de placement pour 1986-1990 Hepatitis C Settlement Trust Fund (révisées en 2018), FTSE Global Debt Capital Markets Inc. Au 31 déc. 2023.

# Rendement

## 1986 - 1990 Hepatitis C Settlement Trust Fund

| Rendements au 31 déc. 2023 | Date de création | 3 mois | Cumul | Annualisés 1 an | 2 ans | 3 ans | 4 ans | 5 ans | Depuis la création |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Fonds d'investissement à court terme canadien *Émeraude* TD | 26 oct-18 | 1.44% | 5.24% | 5.24% | 3.50% | 2.40% | 2.10% | 2.10% | 2.11% |
| Indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE Canada | | 1.28% | 4.71% | 4.71% | 3.25% | 2.22% | 1.87% | 1.83% | 1.83% |
| **Différence** | | **0.16%** | **0.52%** | **0.52%** | **0.24%** | **0.19%** | **0.23%** | **0.27%** | **0.28%** |
| Fonds indiciel d'obligations canadiennes *Émeraude* TD | 29 fév-00 | 8.23% | 6.65% | 6.65% | -2.95% | -2.85% | -0.14% | 1.19% | 4.40% |
| Indice obligataire universel FTSE Canada | | 8.27% | 6.69% | 6.69% | -2.93% | -2.80% | -0.05% | 1.30% | 4.48% |
| **Différence** | | **-0.04%** | **-0.04%** | **-0.04%** | **-0.02%** | **-0.05%** | **-0.09%** | **-0.11%** | **-0.08%** |
| Compte distinct d'obligations à rendement réel (achat et détention) | 29 fév-00 | 9.76% | 3.49% | 3.49% | -2.41% | -0.65% | 1.69% | 2.58% | 5.55% |

Remarque : Rendement après déduction des dépenses. Les chiffres peuvent être arrondis.
Source : Gestion de Placements TD Inc., FTSE Global Debt Capital Markets Inc.

# Le point sur le marché des obligations univers

| Secteur | Pondération (%) | Rendement sur 3 mois (%) | Rendement sur 1 an (%) |
|---|---|---|---|
| **Obligations fédérales** | 39.04 | 6.80 | 5.00 |
| **Obligations provinciales** | 33.76 | 10.42 | 7.31 |
| **Obligations municipales** | 1.95 | 9.53 | 7.46 |
| **Ensemble des oblig. de sociétés**[1] | 25.24 | 7.63 | 8.37 |
| **Oblig. de sociétés notées BBB** | 10.87 | 8.02 | 8.82 |
| **Indice obligataire universel FTSE Canada** | | 8.27 | 6.69 |

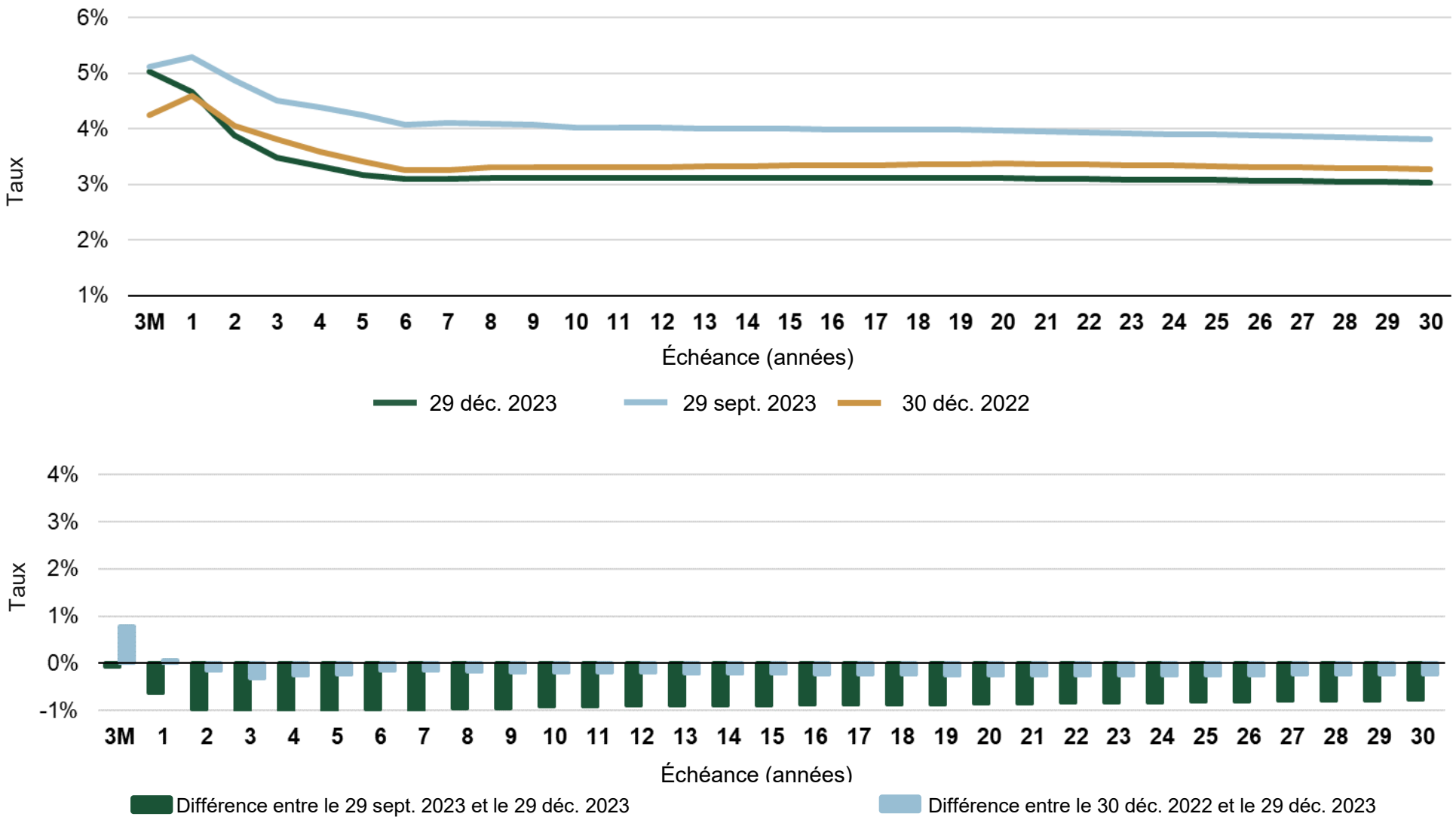
## Commentaire trimestriel

- L'**indice obligataire universel FTSE Canada (« l'indice »)** a grimpé de 8,27 % au quatrième trimestre de 2023. Au sein de l'indice, les obligations de sociétés ont gagné 7,63 %, soit un résultat inférieur à celui des obligations d'État, qui ont avancé de 8,49 %.
- Du côté des obligations de sociétés, celles des secteurs des infrastructures et des communications ont affiché la hausse la plus importante, tandis que les obligations du secteur de la titrisation ont terminé en queue de peloton, enregistrant toutefois un rendement positif. Les obligations notées BBB ont enregistré la plus forte hausse, soit 8,02 %, suivies des obligations notées A, qui ont avancé de 7,62 %. Les obligations notées AAA/AA ont gagné 5,55 %. Les obligations provinciales ont enregistré la plus forte hausse du secteur des obligations d'État, avec un gain de 10,42 %. Au cours du quatrième trimestre, les écarts de taux des obligations de sociétés de qualité investissement se sont rétrécis de 16 points de base (pdb), passant de 1,55 % à 1,39 %.
- Les obligations à long terme ont surpassé celles à moyen et court terme. L'indice des obligations à long terme FTSE Canada a gagné 14,82 %, tandis que l'indice des obligations à moyen terme FTSE Canada a augmenté de 8,26 %. L'indice des obligations à court terme FTSE Canada a gagné 4,11 %.
- Au cours du trimestre, le taux de l'indice a reculé de 103 pdb pour s'établir à 3,94 %. Les taux des obligations d'État ont baissé de 99 pdb à 3,66 %, tandis que ceux des obligations de sociétés ont perdu 113 pdb à 4,77 %.

[1] Incluant les obligations de sociétés notées BBB.

Source : Gestion de Placements TD Inc., FTSE Global Debt Capital Markets Inc. Au 31 déc. 2023.

# Les taux ont baissé sur l'ensemble des échéances




Source : Bloomberg Finance L.P. Au 29 déc. 2023.

# Annexe

# Rendement

## Fonds *Émeraude* TD

| Rendements au 31 déc. 2023 | Date de création | Actifs gérés (milliards) | 3 mois | Cumul | Annualisés 1 an | 2 ans | 3 ans | 4 ans | 5 ans | 10 ans | Depuis la création |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Fonds d'investissement à court terme canadien *Émeraude* TD | 4 juill-91 | $3.11 | 1.44% | 5.24% | 5.24% | 3.50% | 2.40% | 2.11% | 2.10% | 1.65% | 3.37% |
| Indice des bons du Trésor à 91 jours FTSE Canada | | | 1.28% | 4.71% | 4.71% | 3.25% | 2.22% | 1.88% | 1.83% | 1.31% | 2.96% |
| **Différence** | | | **0.16%** | **0.52%** | **0.52%** | **0.24%** | **0.19%** | **0.23%** | **0.27%** | **0.34%** | **0.41%** |
| Fonds indiciel d'obligations canadiennes *Émeraude* TD | 7 août-91 | $3.24 | 8.23% | 6.65% | 6.65% | -2.95% | -2.85% | -0.14% | 1.19% | 2.33% | 5.86% |
| Indice obligataire universel FTSE Canada | | | 8.27% | 6.69% | 6.69% | -2.93% | -2.80% | -0.05% | 1.30% | 2.42% | 5.91% |
| **Différence** | | | **-0.04%** | **-0.04%** | **-0.04%** | **-0.02%** | **-0.05%** | **-0.09%** | **-0.11%** | **-0.08%** | **-0.05%** |

Remarque : Rendement après déduction des dépenses. Les chiffres peuvent être arrondis.
Source : Gestion de Placements TD Inc., FTSE Global Debt Capital Markets Inc.

# Divulgations

Les présents renseignements ont été fournis par Gestion de Placements TD Inc. et ne servent qu'à des fins d'information. Les renseignements proviennent de sources jugées fiables. Les graphiques et les tableaux sont présentés uniquement à titre d'illustration; ils ne reflètent pas la valeur ou des rendements futurs. Ces renseignements n'ont pas pour but de fournir des conseils financiers, juridiques, fiscaux ou de placement. Les stratégies de placement, de négociation ou de fiscalité devraient être étudiées en fonction des objectifs et de la tolérance au risque de chacun.

Ce document ne constitue pas une offre destinée à une personne résidant dans un territoire où une telle offre est illégale ou n'est pas autorisée. Ces documents n'ont été examinés par aucune autorité en valeurs mobilières ni aucun autre organisme de réglementation dans les territoires où nous exerçons nos activités et ne sont pas enregistrés auprès de ceux-ci.

Toute discussion ou opinion générale contenue dans ces documents concernant les titres ou les conditions du marché représente notre point de vue ou celui de la source citée. Sauf indication contraire, il s'agit de points de vue exprimés à la date indiquée et sous réserve de changement. Les données sur les placements, la répartition de l'actif ou la diversification du portefeuille sont historiques et peuvent changer.

Tous les produits comportent du risque. La notice d'offre contient des informations importantes sur les fonds et nous vous encourageons à la lire avant d'investir. Veuillez vous en procurer un exemplaire. Les taux de rendement indiqués sont les rendements composés annuels totaux historiques incluant les changements dans la valeur unitaire et le réinvestissement de toute distribution. Les taux, rendements et valeurs des parts varient pour tous les fonds. Les données fournies se rapportent aux rendements antérieurs et ne sont pas garantes du rendement futur. Les parts des fonds ne constituent pas des dépôts au sens de la *Loi sur la Société d'assurance-dépôts du Canada* ou toute autre société d'État d'assurance-dépôts et ne sont pas garanties par La Banque Toronto-Dominion. Les stratégies de placement et les titres en portefeuille peuvent varier. Les fonds communs TD et les fonds alternatifs Greystone TD sont gérés par Gestion de Placements TD Inc.

Les placements dans les fonds communs de placement peuvent être assortis de frais de gestion et d'autres frais. Avant d'investir, veuillez lire l'aperçu du fonds et le prospectus, car ils contiennent des renseignements détaillés sur les placements. Les taux de rendement mentionnés correspondent au rendement total annuel composé historique pour la période indiquée et ils tiennent compte des variations de la valeur des parts et du réinvestissement des distributions. Les frais de vente, de rachat et de distribution, les frais facultatifs et les impôts sur le revenu payables par tout porteur de parts, qui auraient réduit le rendement, ne sont pas pris en compte. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis ni assurés; leur valeur fluctue souvent et le rendement passé peut ne pas se reproduire. Les stratégies et les titres en portefeuille des fonds communs de placement peuvent varier.

Tous les indices mentionnés sont des indices de référence largement acceptés pour les placements et représentent des portefeuilles de placements non gérés. On ne peut investir directement dans un indice. Les renseignements sur les indices permettent de comparer les résultats d'une stratégie de placement à ceux d'un indice boursier largement reconnu. Il n'est pas prétendu qu'un tel indice soit un indice de référence approprié pour une telle comparaison. Les résultats d'un indice ne reflètent pas les commissions et les coûts associés à la négociation. La volatilité d'un indice peut être très différente de celle d'une stratégie, et les placements du portefeuille peuvent différer grandement des titres composant l'indice.

Aucune stratégie de placement ni aucune technique de gestion des risques ne peut garantir les rendements ni éliminer le risque dans quelque contexte de marché que ce soit. Toutes les caractéristiques, lignes directrices, contraintes et tous autres renseignements fournis dans le présent document sont représentatifs de la stratégie de placement et sont fournis à titre indicatif seulement. Ils sont susceptibles de changer en tout temps et peuvent différer d'un compte à l'autre. Chaque compte de client est géré individuellement; les placements réels varient d'un client à l'autre et rien ne garantit que le compte d'un client donné présentera les mêmes caractéristiques que celles décrites aux présentes. Toute information sur les placements, la répartition de l'actif ou la diversification sectorielle est historique et n'est pas garante des rendements futurs ou de la composition future du portefeuille, lesquels sont susceptibles de varier. Les placements du portefeuille sont représentatifs de la stratégie, peuvent changer en tout temps et ne constituent pas une recommandation d'achat ou de vente d'un titre en particulier. Les titres mentionnés et décrits dans le présent document ne sont pas représentatifs de l'ensemble des titres achetés, vendus ou recommandés pour le portefeuille. Par conséquent, on ne peut présumer qu'un placement dans les titres ou les secteurs concernés a été ou sera avantageux. Aucune stratégie de placement ni aucune technique de gestion des risques ne peut garantir les rendements ni éliminer le risque dans quelque contexte de marché que ce soit.

Les fonds *Émeraude* TD sont gérés par Gestion de Placements TD Inc. ou par des courtiers autorisés.

Les Fonds Mutuels TD sont gérés par Gestion de Placements TD Inc., filiale en propriété exclusive de La Banque Toronto-Dominion, et sont offerts par l'entremise de courtiers autorisés.

Solutions de placement mondiales TD représente Gestion de Placements TD Inc. (GPTD) et Epoch Investment Partners, Inc. (TD Epoch). GPTD et TD Epoch sont des sociétés affiliées et des filiales en propriété exclusive de La Banque Toronto-Dominion.

# Divulgations

Les fonds/produits de Fonds Mutuels TD (les « fonds/produits ») ont été entièrement conçus par Gestion de Placements TD Inc. Les fonds/produits ne sont d'aucune façon liés au London Stock Exchange Group plc et aux entreprises du groupe (collectivement, le « groupe LSE »), ni parrainés, endossés, vendus ou promus par ceux-ci. FTSE Russell est le nom commercial de certaines des sociétés membres du groupe LSE.

Tous les droits à l'égard des indices FTSE Russell mentionnés dans le présent document/la présente publication (les « indices ») sont acquis auprès de la société membre du groupe LSE concernée à qui appartiennent les indices. « FTSE® » est une marque de commerce de la société membre du groupe LSE concernée et est utilisée sous licence par toute autre société membre du groupe LSE. « TMX® » est une marque de commerce de TSX Inc. et est utilisée sous licence par le groupe LSE.

L'indice est calculé par FTSE International Limited ou un membre de son groupe, son agent ou son partenaire, ou pour leur compte. Le groupe LSE n'assume aucune responsabilité, quelle qu'elle soit découlant (a) de l'utilisation de l'indice, de la confiance accordée à celui-ci ou de toute erreur dans celui-ci ou (b) du placement dans les fonds/produits ou de l'activité de ceux-ci. Le groupe LSE ne fait aucune déclaration, prédiction, garantie ou assertion quant aux résultats à obtenir des fonds/produits ou au caractère approprié de l'indice relativement à l'utilisation qu'en fait Gestion de Placements TD Inc.

Bloomberg et Bloomberg.com sont des marques de commerce et de service de Bloomberg Finance L.P., une société en commandite dont le siège social est situé au Delaware, ou de ses filiales. Tous droits réservés.

MD Le logo TD et les autres marques de commerce TD sont la propriété de La Banque Toronto-Dominion ou de ses filiales.

## RAPPORT DES ACTIVITÉS D'ECKLER LTÉE

Les services d'Eckler ltée ont été retenus afin de fournir à la Fiducie des conseils actuariels sur une base continue durant la période de janvier à décembre 2023. Pendant l'exercice financier en question, Eckler a procédé à une évaluation de la suffisance financière de la Fiducie au 31 décembre 2022. L'entreprise a aussi participé à l'administration du versement de prestations de distribution spéciale et du protocole de demandes de règlement tardives, et fourni des conseils relativement à la gestion des placements en actions et en obligations à rendement réel du fonds à long terme. Eckler a prêté son aide sur une base régulière au comité conjoint à l'égard de nombreuses questions : la transition du mandat d'actions à faible volatilité de Gestion de placements TD à MFS; l'examen des rapports sur l'actif de Gestion de placements TD et de MFS; l'examen des états de l'actif du dépositaire; la vérification des calculs et de l'attribution d'intérêts trimestriels; le rapprochement de divers états d'actifs; l'examen et la mise à jour des résultats de placement; la préparation du sommaire des placements à l'intention du comité conjoint; la modification du montant des paiements en fonction de la variation de l'indice de pension pour 2024; la tenue de divers entretiens avec les conseillers juridiques; et d'autres mandats divers.

ECKLER

# FONDS EN FIDUCIE DE LA CONVENTION DE RÈGLEMENT RELATIVE À L'HÉPATITE C

Sommaire des placements
au 31 décembre 2023

26 mars 2024

# Aperçu

- L’actif total est réparti entre deux composantes principales :
  - Un fonds d’investissement, composé de deux portefeuilles
    - un portefeuille à long terme qui investit dans des obligations à rendement réel, des actions et d’autres obligations
    - un portefeuille à court terme qui investit dans un fonds d’investissement à courte échéance.
  - Un fonds théorique consistant des montants payables par les gouvernements provinciaux et territoriaux.
- L’actif à investir a été géré par Gestion de placements TD pendant toute l’année 2022, que ce soit sur une base passive ou indicielle. Au premier trimestre de 2023, le portefeuille d’actions a été transféré à MFS pour être investi dans sa stratégie à faible volatilité.
- Pour 2023, notre analyse repose sur les relevés fournis par Concentra Trust (dépositaire de l’actif à investir), par MFS et par Gestion de placements TD.
- Plus particulièrement :
  - Tous les montants en dollars, y compris la valeur de l’actif et les flux de trésorerie, proviennent de Concentra Trust.
  - Les rendements proviennent des relevés de TD et de MFS. Nous avons passé ces relevés en revue pour confirmer leur caractère raisonnable, mais n’avons pas vérifié entièrement les rendements de façon indépendante.
- Gestion de placements TD et MFS sont tenues de garantir qu’elles ont respecté les lignes directrices de placement imposées par le comité conjoint. Nous n’avons pas vérifié que cela a été le cas ou que les lignes directrices ont été respectées.

# Aperçu (suite)…

- En 2017, les tribunaux ont approuvé un certain nombre de prestations de distribution spéciale et un protocole de demandes de règlement tardives devant être capitalisés à même le capital excédentaire constitué au 31 décembre 2013.
- Suite à cela, le fonds en fiducie a été divisé en trois comptes théoriques :
  - le Compte de prestations régulières
  - le Compte de prestations de distribution spéciale
  - le Compte de prestations de demandes de règlement tardives.
- L'actif investi de la fiducie est réparti de façon proportionnelle entre chaque compte.
- Le revenu de placement tiré de l'actif total investi est réparti mensuellement.
- En 2023, les tribunaux ont approuvé des prestations de distribution spéciale additionnelles devant être capitalisées à même le capital excédentaire constitué au 31 décembre 2019.
  - Par conséquent, des fonds ont été théoriquement réaffectés du Compte de prestations régulières et du Compte de prestations de demandes de règlement tardives au Compte de prestations de distribution spéciale.

# Sommaire de l'actif (en milliers de dollars)

| Fonds | Portefeuille | Stratégie | Min. | Cible | Max. | Déc. 2023 | | | Déc. 2022 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | Valeur | Répart. Actif | Répart. fonds | Valeur | Répart. actif | Répart. fonds |
| Long terme | Obligations à rendement réel | Passive | 70,0 % | 80,0 % | 84,0 % | 674 098 | 74,3 % | | 669 245 | 71,9 % | |
| | Obligations universelles | Indicielle | 4,0 % | 6,0 % | 8,0 % | 54 872 | 6,0 % | | 53 124 | 5,7 % | |
| | Actions mondiales | Faible volatilité | 8,0 % | 14,0 % | 20,0 % | 135 609 | 14,9 % | | 141 038 | 15,1 % | |
| | Espèces | | 0,0 % | 0,0 % | 10,0 % | 42 906 | 4,7 % | | 67 913 | 7,3 % | |
| | | | | 100,0 % | | 907 485 | 100,0 % | 91,7 % | 931 319 | 100,0 % | 88,3 % |
| Court terme | Fonds de placement à court terme | Indicielle | | | | 12 801 | | | 47 227 | | |
| | Espèces | | | | | 458 | | | 2 107 | | |
| | | | | | | 13 259 | | 1,3 % | 49 334 | | 4,7 % |
| Total de l'actif investi* | | | | | | 920 744 | | 93,0 % | 980 652 | | 93,0 % |
| Actif théorique des provinces et territoires (moins paiements anticipés/plus paiements non réglés) | | | | | | 68 931 | | 7,0 % | 73 592 | | 7,0 % |
| Actif total | | | | | | 989 675 | | 100,0 % | 1 054 244 | | 100,0 % |

* Le total de l'actif investi comprend les paiements anticipés du Yukon. Les montants ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

# Sommaire de l'actif – suite
## (en milliers de dollars)

| Répartition de l'actif investi entre : | Déc. 2023 | Déc. 2022 |
|---|---|---|
| Portefeuille à long terme | 98,6 % | 95,0 % |
| Portefeuille à court terme | 1,4 % | 5,0 % |
| Total de l'actif investi | 100,0 % | 100,0 % |

Au 31 décembre 2023 :

- La pondération d'obligations à rendement réel est actuellement inférieure de 5,7 % à la cible de 80 % du portefeuille à long terme
  - Sa position sous-pondérée était plus élevée au 31 décembre 2022 (inférieure de 8,1 % à la cible)
  - La position de 2022 regroupait environ la moitié du produit, en espèces, des obligations à rendement réel qui sont venues à échéance en décembre 2021, lequel a été investi ou versé sous forme de rémunération avant la fin de 2023.
- En raison de ce qui précède, les obligations à rendement réel et les espèces respectaient les limites de la politique d'investissement.
- La composante d'obligations universelles représente 6,0 % de l'actif, ce qui est conforme à sa cible
  - Leur pondération a augmenté par rapport au 31 décembre 2022, alors qu'elle s'élevait à 5,7 %.
- La proportion d'actions est supérieure de 0,9 % à sa cible
  - Au 31 décembre 2022, elle se situait à 1,1 % au-dessus de sa cible de 14 %.
- L'actif théorique des provinces et des territoires ne tient pas compte des paiements anticipés du Yukon
  - Reportez-vous à la page 4 pour plus de détails.
- En pourcentage de l'actif investi, le portefeuille à long terme a augmenté, passant de 95,0 % à 98,6 %, alors que le portefeuille à court terme a diminué, étant passé de 5,0 % à 1,4 % pendant l'exercice financier.

# Évolution de l'actif (en milliers de dollars)

| | | Actif investi[1] | | | | Actif théorique des provinces/ territoires[1] | Actif total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Port. d'oblig. à rend. réel | Autres port. à long terme | Port. à court terme | Total de l'actif investi | | |
| Actif initial, au 31 décembre 2022 | | 736 832 | 194 486 | 49 334 | 980 652 | 73 592 | 1 054 244 |
| Revenu de placement (réalisé et non réalisé) | | 25 204 | 16 742 | 1 786 | 43 731 | 3 233 | 46 964 |
| Rentrées de capitaux : | Recouvrement auprès des provinces | - | - | 7 893 | 7 893 | (7 893) | - |
| | Paiements anticipés additionnels | - | - | - | - | - | - |
| Sorties de capitaux : | Versement de prestations | - | - | (107 290) | (107 290) | - | (107 290) |
| | Dépenses | - | - | (4 243) | (4 243) | - | (4 243) |
| Transferts entre fonds | | (51 361) | (14 419) | 65 780 | - | - | - |
| Actif de clôture, au 31 décembre 2023 | | 710 675[2] | 196 809[2] | 13 259 | 920 744 | 68 931 | 989 675 |

1. L'actif investi comprend les paiements anticipés des provinces et des territoires; l'actif théorique des provinces et des territoires figure déduction faite des paiements anticipés et comprend les paiements non réglés
2. Ces chiffres diffèrent légèrement de ceux de la page 4 en raison de la répartition des soldes de trésorerie

Remarque : Les montants proviennent des relevés de Concentra Trust; comme ils ont été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

# Remarques sur l'évolution de l'actif

- L'actif investi total (c.-à-d. exclusion faite de l'actif théorique des provinces et des territoires) a diminué de 59,9 M$ depuis le 31 décembre 2022
  - En raison du paiement de prestations et des frais, que le rendement positif des placements a partiellement neutralisé.
- L'actif théorique des provinces et des territoires a diminué de 4,7 M$
  - En raison du fait que leur part de 3/11e des paiements du Compte de prestations régulières était supérieure aux crédits d'intérêts accordés en fonction des taux des bons du Trésor
- L'actif total (c.-à-d. tenant compte de l'actif théorique des provinces et des territoires) a diminué de 64,6 M$
- Les prestations sont versées à même le portefeuille à court terme
- Depuis juin 2002, toutes les sommes recouvrées des provinces sont affectées au portefeuille à court terme.
- Gestion de placements TD a effectué des transferts nets de 63.6M$ du portefeuille à long terme au portefeuille à court terme
  - 51,4 M$ des coupons des obligations à rendement réel en juin, en septembre, en octobre et en décembre 2023.
  - 12,2 M$ d'autres portefeuilles à long terme – répartis sur l'année 2023 entière
- MFS a effectué des transferts nets de 2,2 M$ du portefeuille à long terme au portefeuille à court terme en mai, en juillet et en octobre 2023.

# Actif théorique des provinces et territoires (en milliers de dollars)

| | Actif théorique brut des provinces et territoires | Ajouter les montants payables de la Nouvelle-Écosse | Moins paiements anticipés du Yukon | Actif théorique net des provinces et territoires |
|---|---|---|---|---|
| Actif initial, au 31 décembre 2022 | 73 597 | 6 | (11) | 73 592 |
| Crédits d'intérêts | 3 234 | | (1) | 3 233 |
| Versements anticipés additionnels | - | | | - |
| Part de 3/11e des prestations/dépenses | (7 898) | 4 | 1 | (7 893) |
| Actif de clôture, au 31 décembre 2023 | 68 932 | 10 | (11) | 68 931 |

Les montants ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

# Rendement des placements

| Fonds | Portefeuille | Exercice financier terminé en | | | | Rendements trimestriels de l'exercice financier 2023 | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Déc. 20 | Déc. 21 | Déc. 22 | Déc. 23 | Mars 23 | Juin 23 | Sept 23 | Déc. 23 |
| Long terme | Obligations à rendement réel | 8,8 % | 3,6 % | -9,2 % | 4,0 % | 0,6 % | -0,2 % | -5,2% | 9,3 % |
| | Obligations de l'indice universel | 8,5 % | -2,7 % | -11,7 % | 6,7 % | 3,2 % | -0,7 % | -3,9% | 8,2 % |
| | Actions mondiales à faible volatilité | -11,3 % | 17,5 % | -0,6 % | 10,4 % | 2,5 % | 1,8 % | -0,3% | 6,2 % |
| | Total | 5,9 % | 4,9 % | -8,0 % | 4,9 % | 0,9 % | 0,6 % | -4,9% | 8,8 % |
| Court terme | Obligations à court terme/ Fonds de placement | 1,2 % | 0,3 % | 1,8 % | 5,2 % | 1,3 % | 1,1 % | 1,3% | 1,4 % |
| Total de l'actif investi | | 5,7 % | 4,7 % | -7,5 % | 5,1 % | 0,9 % | 0,6 % | -4.7% | 8,6 % |
| Actif théorique des provinces et des territoires | | 0,5 % | 0,1 % | 1,7 % | 4,7 % | 1,0 % | 1,1 % | 1.2% | 1,3 % |
| Actif total | | 5,3 % | 4,4 % | -6,9 % | 5,1 % | 0,9 % | 0,6 % | -4.3% | 8,1 % |

- Les rendements annuels et trimestriels des portefeuilles individuels pour 2020, 2021, 2022 et 2023 (sauf celui d'actions mondiales à faible volatilité) proviennent des rapports de placement de Gestion de placements TD. Eckler ne les a pas vérifiés de façon indépendante, bien qu'elle les ait comparés avec les évaluations du dépositaire.
- Les rendements regroupés annuels et trimestriels (Total de l'actif à long terme, Total de l'actif investi et Actif total) et celui du portefeuille d'actions mondiales à faible volatilité ont été calculés par Eckler en tenant compte de la valeur marchande relative, des flux de trésorerie et des rendements des portefeuilles individuels.
- Les résultats d'Eckler sont approximatifs, ayant été calculés à l'aide des flux de trésorerie moyens; ils peuvent différer légèrement de ceux calculés par un service d'évaluation du rendement à l'aide des flux de trésorerie quotidiens.

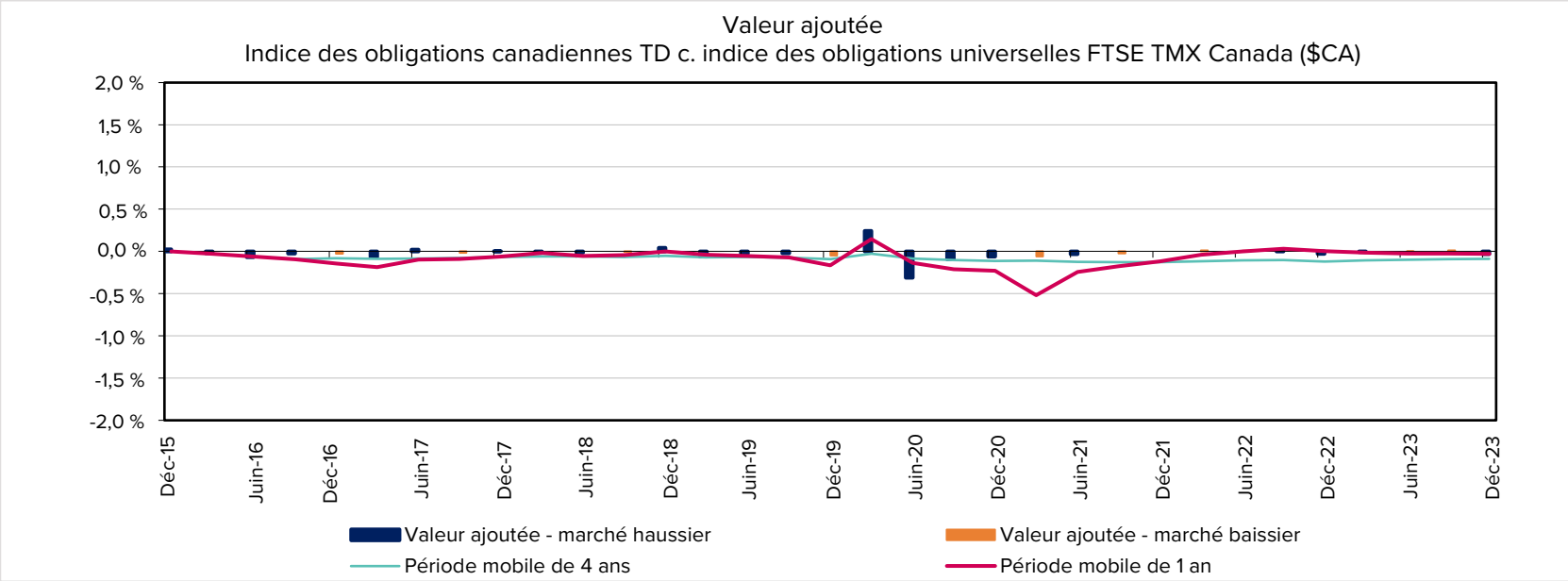
# Remarques sur le rendement des placements

- Le rendement total de 5,1 % pour l'année civile 2023 est le résultat du rendement de 5,1 % de l'actif investi et de celui de 4,7 % de l'actif théorique des provinces et des territoires.
- Les obligations de l'indice universel ont généré un taux de rendement positif de 6,7 % en 2023, ce qui témoigne de l'augmentation de leur valeur à la lumière de la forte baisse des rendements au dernier trimestre de l'année.
- Les obligations à rendement réel ont obtenu un taux de rendement de 4,0 %, ayant aussi été touchées par la diminution des rendements.
- Pour 2023, le rendement du fonds d'actions mondiales à faible volatilité s'élève à 10,4 %. Par comparaison, l'indice mondial MSCI tous les pays a enregistré un taux de rendement de 18,9 % pendant l'année. Ce mandat a été transféré de Gestion de placements TD à MFS tôt en 2023; son rendement tient compte du fait que son actif a été investi par GPTD pendant une partie de l'année et par MFS pendant le reste de celle-ci.
- L'augmentation de l'actif théorique des provinces et des territoires découle des intérêts crédités en fonction du taux des Bons du Trésor à 3 mois; en 2023, ces taux ont été inférieurs au rendement de l'actif investi.

# Écart de suivi (é/s)

| | | Exercice financier terminé en | | | | 4 ans terminés en déc. 2023 | Écart de suivi cible | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Déc. 20 | Déc. 21 | Déc. 22 | Déc. 23 | | 1 an | 4 ans |
| Obligations universelles | Réel | 8,5 % | -2,7 % | -11,7 % | 6,7 % | -0,1 % | | |
| | Indice | 8,7 % | -2,5 % | -11,7 % | 6,7 % | -0,1 % | | |
| | é/s | **-0,2 %** | **-0,2 %** | **0,0 %** | **0,0 %** | **-0,1 %** | 0,20 % | 0,10 % |

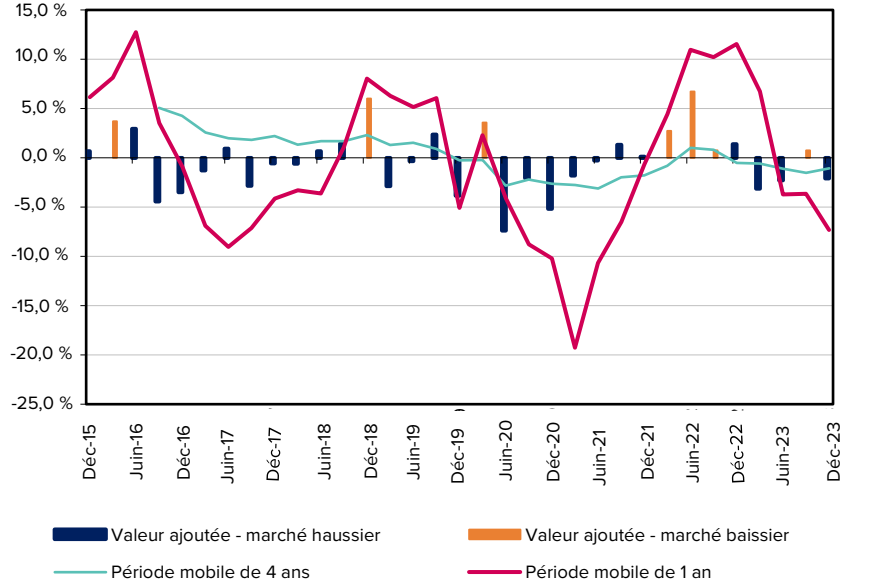
- En 2023, les obligations de l'indice universel ont respecté leur écart de suivi cible sur un an et sur quatre ans

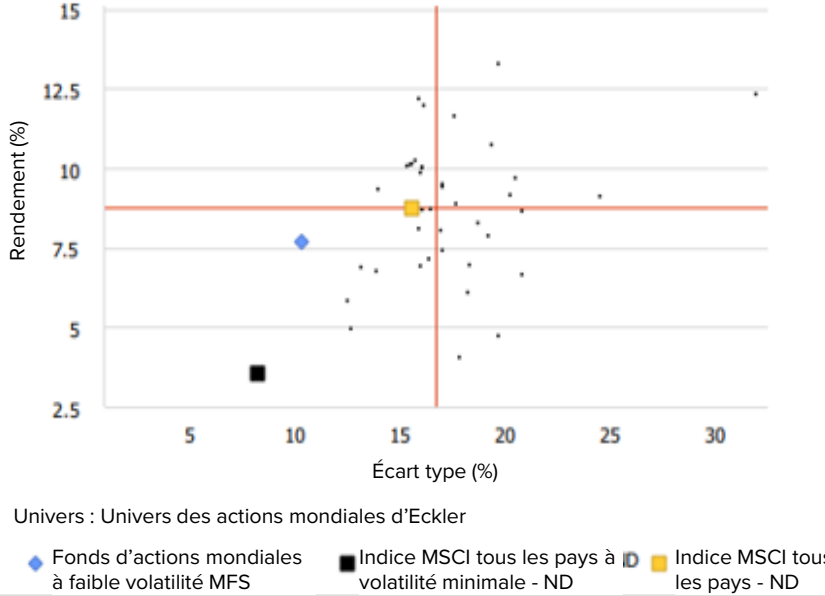


# Indicateur du risque du Portefeuille d'actions à faible volatilité

**Fonds d'actions mondiales à faible volatilité MFS**

- En vertu de sa stratégie, le Fonds d'actions mondiales à faible volatilité MFS vise à devancer l'indice mondial MSCI tous les pays à long terme, et ce, en contrepartie d'une volatilité inférieure (définie comme étant l'écart type des rendements mensuels) à celle de l'indice.
- Fait notable d'après le graphique de la valeur ajoutée figurant ci-dessous, MFS a régulièrement protégé le portefeuille pendant les marchés baissiers (barres orange), mais accuse souvent un retard sur le marché pendant les marchés haussiers. Cela est conforme à une stratégie de faible volatilité.
- Le tableau du rapport risque-rendement sur 4 ans démontre que, malgré son léger retard sur l'indice, MFS est parvenu à produire ce rendement en contrepartie d'une volatilité nettement inférieure à celle du marché, ce qui est conforme aux attentes pour ce produit. Nous notons aussi que MFS a considérablement devancé l'indice à volatilité minimale.



# Comptes de prestations
## (en milliers de dollars)

| | Compte de prestations régulières | Compte de prestations de distribution spéciale | Compte de prestations de demandes de règlement tardives | Total de l'actif investi | Actif théorique des provinces et des territoires | Actif total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Actif initial, au 31 décembre 2022** | **854 345** | **65 705** | **60 602** | **980 652** | **73 592** | **1 054 244** |
| Réaffectation du capital excédentaire de 2019 entre les comptes théoriques, reportée au 31 décembre 2022 avec le rendement des placements | (160 071) | 161 197 | (1 126) | - | - | - |
| **Recalculé, au 31 décembre 2022** | **694 274** | **226 902** | **59 476** | **980 652** | **73 592** | **1 054 244** |
| Revenu de placement | 34 712 | 6 109 | 2 911 | 43 731 | 3 233 | 46 964 |
| Entrées : Recouvrement auprès des provinces et des territoires | 7 893 | - | - | 7 893 | (7 893) | - |
| Versements anticipés additionnels | - | - | - | - | - | |
| Sorties : Paiement de prestations | (24 990) | (79 708) | (2 592) | (107 290) | - | (107 290) |
| Dépenses | (3 612) | (329) | (303) | (4 243) | - | (4 243) |
| **Actif de clôture, au 31 décembre 2023** | **708 278** | **152 975** | **59 491** | **920 744** | **68 931** | **989 675** |
| Rendement brut des placements | 5,1 % | 5,1 % | 5,1 % | 5,1 % | 4,7% | 5,1 % |

Les montants ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

ECKLER

# RÉSUMÉ DES TRAVAUX DU COMITÉ CONJOINT
## AU COURS DE LA VINGT-QUATRIÈME ANNÉE D'ACTIVITÉ (2023)

## Résumé


1. Le Comité conjoint a pour mandat de

- mettre en œuvre le Règlement relatif à l'Hépatite C 1986-1990, y compris les régimes suivants :
  - les Régimes réguliers (pour les Transfusés et pour les Hémophiles infectés par le VHC)
  - le Régime d'indemnisation des réclamations tardives au titre du VHC
- superviser l'administration des réclamations dans le cadre des Régimes, ainsi que le programme d'aide extraordinaire (EAP2) pour les personnes indirectement infectées par le VIH qui est inclus dans le Règlement
- superviser la gestion et le paiement des Indemnités de distribution spéciale
- superviser la performance du portefeuille d'investissement du Fonds en fiducie
- superviser certains fournisseurs de services [1] notamment en faisant des recommandations aux Tribunaux concernant leur nomination, en négociant leurs budgets, en obtenant des ordonnances d'approbation budgétaire, en examinant et approuvant le paiement de leurs factures et en donnant des instructions, en recevant et en évaluant leurs conseils et leurs rapports.
- procéder à la réévaluation triennale des aspects financiers du Fonds en fiducie.

2. En 2023, environ 107,3 millions de dollars[2] ont été versés aux réclamants comme suit :

- 25,0 millions de dollars au titre des Régimes réguliers


---

[1] Ces responsabilités concernent les fournisseurs de services suivants : l'Administrateur, le fiduciaire, les gestionnaires et conseillers en investissement, les auditeurs, les actuaires du Comité conjoint et les médecins qui participent à la modélisation médicale.

[2] Les chiffres de ce rapport ont été arrondis. Il se peut que les totaux ne correspondent pas à la somme des chiffres arrondis.

- 79,7 millions de dollars en Indemnités de distribution spéciale
- 2,6 millions de dollars dans le cadre du Régime d'indemnisation des réclamations tardives au titre du VHC

Le montant total payé pour les réclamations depuis l'approbation du Règlement s'élève maintenant à environ 1,325 milliard de dollars en réponse à 15 273 réclamations.

3. Les dépenses de fonctionnement de l'administration et de tous les fournisseurs de services en 2023 se sont élevées à environ 6,1 millions de dollars, soit une augmentation d'environ 78,5 % par rapport à l'année précédente. Cela s'explique en grande partie par les coûts associés à l'achèvement de la phase 2 de la réévaluation financière de 2019 (y compris l'audience sur l'allocation de l'excédent) et à l'achèvement de la phase 1 de la réévaluation financière de 2022 au cours de la même année, ainsi que par une augmentation significative des coûts d'administration associés au paiement des Indemnités de distribution spéciale 2019 approuvées par les Tribunaux en juin 2023.

4. En 2023, le rendement du total des actifs investis est de 5,1 %. Les actifs investis ont diminué d'environ 58,8 millions de dollars (nets des paiements effectués).

5. Au 31 décembre 2023, le Fonds en fiducie détenait des actifs d'environ 927,0 millions de dollars. Les obligations financières impayées des gouvernements provinciaux et territoriaux s'élevait à environ 68,9 millions de dollars (y compris les intérêts). Ce passif impayé combiné aux actifs du Fonds en fiducie totalise environ 995,9 millions de dollars disponibles pour satisfaire les réclamations des membres du groupe.

## Le Fonds en fiducie

6. L'obligation maximale des gouvernements envers le Fonds en fiducie établi au 10 janvier 2000 était de 1,203 milliard de dollars, répartie entre le gouvernement du Canada (72,7273 %) et les gouvernements des provinces et des territoires (27,2727 %). Le gouvernement du Canada a contribué à son obligation dès le départ. Les gouvernements provinciaux et territoriaux contribuent à leurs obligations respectives principalement sur une base "au fur et à mesure", avec des intérêts au taux des bons du Trésor à trois mois.

7. Au 31 décembre 2023 :

- Le Fonds en fiducie détenait des actifs d'une valeur d'environ 927,0 millions de dollars
- L'obligation des provinces et des territoires qui déboursent « au fur et à mesure » était estimée à environ 68,9 millions de dollars.

*Au 31 décembre 2023, 995,9 millions de dollars étaient disponibles pour satisfaire les réclamations des membres du groupe.*

8. En décembre 2017, les Tribunaux ont créé trois comptes théoriques du Fonds en fiducie:

- le compte des Indemnités régulières du VHC
- le compte des Indemnités de distribution spéciale du VHC
- le compte pour les réclamations tardives au titre du VHC.

Le travail effectué et les dépenses engagées par les fournisseurs de services sont catégorisés et imputés au compte pertinent. Les gouvernements provinciaux et territoriaux ne contribuent pas aux réclamations ou aux dépenses payées à partir du compte des Indemnités de distribution spéciale du VHC ou du compte pour les réclamations tardives du VHC.

9. Le financement, les revenus des investissements, les indemnités versées et les dépenses relatives à chacun des trois comptes théoriques du Fonds en fiducie sont présentés dans les notes 3 à 6 des états financiers vérifiés figurant à l'annexe A du rapport annuel.

## Paiements aux réclamants

10. En 2023, environ 25 millions de dollars ont été versés en vertu des Régimes réguliers, soit à peu près le même montant que l'année précédente. [3]

11. Environ 79,7 millions de dollars ont été versés en 2023 à titre d'Indemnités de distribution spéciale, soit 2 471 % de plus que l'année précédente,[4] en raison de la création des Indemnités de distribution spéciale 2019. Le projet Localisation toujours en cours, qui vise à retrouver les membres reconnus "manquants" et leurs successions à qui des paiements sont dus, a été mis en œuvre dans des provinces supplémentaires en 2023. Depuis son lancement, le projet Localisation déployé en plusieurs phases a permis à l'Administrateur

[3] En 2022, environ 24,9 millions de dollars ont été versés. En 2021, environ 24,9 millions de dollars ont été versés.
[4] En 2022, environ 3,1 millions de dollars ont été versés. En 2021, environ 4,6 millions de dollars ont été versés.

de réémettre 349 paiements à des membres reconnus ou à leurs successions, totalisant 1 914 158 $ à la fin de 2023.

12. Environ 2,6 millions de dollars ont été versés en vertu du Régime pour l'indemnisation des réclamations tardives en 2023, ce qui représente une augmentation de 30 % par rapport à l'année précédente. [5]

## Dépenses de fonctionnement

13. Un total d'environ 6,1 millions de dollars de dépenses d'administration et de fournisseurs de services a été payé en 2023, ce qui représente une augmentation d'environ 78,5 % par rapport à l'année précédente.[6] Cette augmentation est due en grande partie aux coûts associés à la phase 2 de la réévaluation financière de 2019 (y compris l'audience sur l'allocation de l'excédent) et à la phase 1 de la réévaluation financière de 2022 qui se sont déroulées au cours de la même année, ainsi qu'à une augmentation importante des frais d'administration associés au paiement des Indemnités de distribution spéciale 2019.

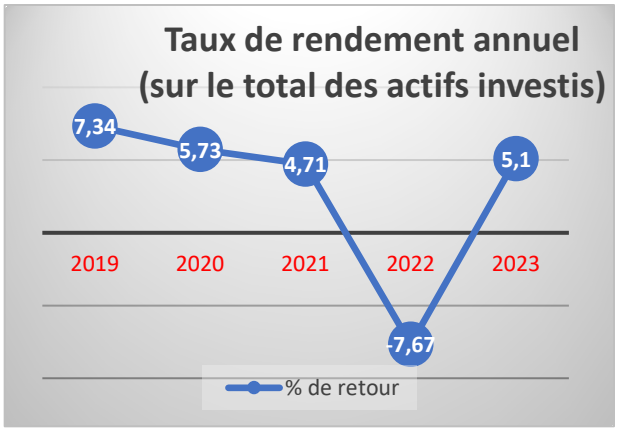
## Supervision du portefeuille d'investissement

14. En 2023, la partie investie du Fonds en fiducie a clôturé à environ 920,7 millions de dollars, soit une baisse d'environ 58,8 millions de dollars par rapport à l'année précédente (déduction faite des paiements).

15. Le portefeuille d'investissement est constitué en grande partie d'instruments à revenu fixe, dont la plus grande partie est constituée d'obligations à rendement réel. Une petite partie est détenue dans un fonds d'investissement à court terme et dans un fonds d'actions à faible volatilité.

[5] En 2022, environ 2,0 millions de dollars ont été versés. En 2021, environ 8,6 millions de dollars ont été versés.
[6] En 2022, les dépenses d'exploitation étaient d'environ 3,4 millions de dollars. En 2021, les dépenses d'exploitation étaient d'environ 3,5 millions de dollars.

16. Dans l'ensemble, le rendement du total des actifs investis a été de 5,1 % en 2023, ce qui représente une augmentation substantielle par rapport à l'année précédente.[7]




17. La plupart des actifs (environ 710,8 millions de dollars) sont investis dans des obligations à rendement réel du gouvernement du Canada, qui ont produit un rendement de 3,49 % en 2023. Il s'agit d'une augmentation substantielle par rapport à l'année précédente.[8] Le rendement de ces obligations depuis la création du Fonds est de 5,55 %.

18. Le fonds d'investissement à court terme (comprenant environ 12,8 millions de dollars) a produit un rendement de 5,24 %, ce qui représente une augmentation par rapport à l'année précédente. [9] Le rendement de ce fonds depuis sa création est de 2,11 %.

19. Les "autres" actifs investis comprennent un fonds obligataire et un fonds d'actions mondiales à faible volatilité.

- Le rendement du fonds d'obligations canadiennes (comprenant environ 54,9 millions de dollars) a été de 6,65 %, ce qui représente une augmentation substantielle par rapport à l'année précédente.[10] Le rendement des obligations canadiennes depuis la création du Fonds est de 4,40 %.

- Au début de 2023, MFS Canada Limited (**MFS**) a remplacé Gestion de Placements TD (**GPTD**) comme gestionnaire du portefeuille d'actions à faible volatilité. Le rendement combiné des fonds d'actions mondiales à faible volatilité de GPTD et de MFS (soit environ 135,6 millions de dollars) a été de 10,4 %, ce qui représente une augmentation substantielle par rapport à l'année précédente. [11]

---

[7] En 2022, le rendement global des actifs investis était de -7,67%. En 2021, le rendement global des actifs investis était de 4,71 %.

[8] En 2022, le rendement des ORR était de -7,98%. En 2021, le rendement des ORR était de 2,98 %.

[9] En 2022, le rendement du fonds d'investissement à court terme était de 1,78 %. En 2021, le rendement du fonds d'investissement à court terme était de 0,25 %.

[10] En 2022, le rendement des obligations canadiennes était de -11,69 %. En 2021, le rendement des obligations canadiennes était de 2,66 %.

[11] En 2022, le rendement du portefeuille d'actions mondiales à faible volatilité était de -0,58 %. En 2021, le rendement du portefeuille d'actions mondiales à faible volatilité était de 17,51 %.

20. Le fonds d'obligations canadiennes a respecté les écarts de suivi à un an et à quatre ans établis dans les Directives d'investissement du Fonds en fiducie.

## Résumé des travaux du Comité conjoint en 2023

21. Outre la surveillance étroite et permanente de l'administration des différents Régimes et fournisseurs de services, y compris les réunions mensuelles avec l'Administrateur, le Comité conjoint a également effectué un travail important sur les questions suivantes en 2023 :

- Superviser et coordonner la transition du mandat d'investissement en actions à faible volatilité de GPTD à MFS, notamment en fournissant les lettres d'instructions nécessaires pour mettre en œuvre la liquidation approuvée par les Tribunaux du portefeuille d'actions à faible volatilité géré par GPTD et en transférant progressivement les fonds à MFS en trois phases, en ouvrant de nouveaux comptes d'investissement auprès de MFS et des comptes connexes auprès de CIBC Mellon et Concentra Trust, et en établissant la structure de rapports avec ce nouveau gestionnaire.

- Identifier des candidats potentiels pour le remplacement des juges-arbitres en Ontario, au Manitoba et au Québec et procéder à la révision et mise à jour des tarifs applicables aux juges-arbitres et aux réclamants en appel.

- Travailler avec l'Administrateur à la réalisation d'une campagne de notification par courrier et par courriel et de mises à jour régulières du site internet du Règlement pour informer les membres reconnus du dépôt auprès des Tribunaux d'une demande modifiée d'allocation de l'excédent 2019 et de la tenue de l'audience sur cette demande.

- Développer avec l'Administrateur un formulaire accessible sur le site internet permettant aux membres reconnus et aux membres reconnus de leur famille de mettre à jour leurs coordonnées par voie électronique.

- Coordonner la préparation et la transmission de l'ensemble des données par l'Administrateur aux actuaires pour l'examen de la réévaluation financière de 2022.

- Interagir avec les actuaires, le groupe d'experts médicaux (MMWG) et l'Administrateur afin de fournir des réponses en temps voulu pour la préparation du modèle médical et du rapport actuariel pour la réévaluation financière de 2022.

- Analyser l'ensemble des données fournies aux actuaires et préparer le rapport du Comité conjoint à l'appui de la demande de réévaluation financière pour 2022 - Phase 1.

- Poursuivre l'expansion du projet Localisation en assurant le suivi avec les avocats représentant les différents gouvernements provinciaux et territoriaux afin d'obtenir les ordonnances de communiquer les coordonnées mises à jour des "réclamants manquants" à partir de leur base de données d'assurance maladie.

- Négocier avec l'Administrateur les conditions contractuelles et financières de la poursuite de sa nomination pour les deux prochaines années.

- Rédiger les procédures et affidavits pour l'obtention des ordonnances judiciaires suivantes:

    - Nomination de nouveaux juges-arbitres en raison de démissions (trois pour l'Ontario, un pour le Manitoba et un pour le Québec) et approbation des tarifs révisés applicables aux juges-arbitres et aux réclamants en appel.

    - Une prolongation du délai pour déposer la demande et les documents à l'appui de la réévaluation financière du Fonds au 31 décembre 2022.

    - Annulation du protocole approuvé par les Tribunaux relatif aux mesures temporaires liées à la pandémie de COVID-19.

    - Attribution d'une grande partie du capital excédentaire 2019 au profit des membres reconnus et des membres reconnus de leur famille sous la forme de recommandations révisées (les Indemnités de distribution spéciale 2019).

    - Approbation de corrections mineures au protocole approuvé par la Cour concernant la Perte des services domestiques de la personne infectée par le VHC.

    - Approbation des conclusions des actuaires concernant la réévaluation financière du Fonds au 31 décembre 2022 (réévaluation financière 2022 - Phase 1).

    - Renouvellement du mandat de l'Administrateur et approbation de sa proposition budgétaire pour 2024 et 2025.

- Participer à l'audience pour l'approbation des recommandations du Comité conjoint pour allouer le capital excédentaire 2019 au bénéfice des membres

reconnus (les Indemnités de distribution spéciale 2019) menée simultanément via ZOOM devant les trois tribunaux.

- Coordonner avec GPTD, Eckler, Concentra Trust et MFS le financement des Indemnités de distribution spéciale 2019, y compris la liquidation des investissements et les transferts de fonds.

- Procéder à la mise en œuvre des ordonnances d'approbation des indemnités de distribution spéciale 2019, incluant la supervision du processus de paiement sans délai effectué par l'Administrateur.

- Surveiller la performance des portefeuilles d'investissement.

- Participer à la réunion annuelle avec les auditeurs et les principaux fournisseurs de services pour passer en revue l'exercice 2022.

- Préparer le rapport annuel 2022 ainsi que les demandes et affidavits pour son approbation.

- Obtenir les propositions budgétaires 2024 des fournisseurs de services qu'elle supervise et préparer les demandes et affidavits pour l'approbation des budgets annuels 2024.

- Revoir et mettre à jour les informations affichées sur les sites hepc8690.ca et recourshepatitec.ca concernant l'échéancier de paiement des indemnités de distribution spéciale 2019.

- Répondre aux communications téléphoniques et électroniques des membres reconnus et des membres de leur famille et/ou de leur succession.

- Fournir des orientations concernant diverses questions soumises par l'Administrateur auprès du Comité conjoint.

## ANNÉE 24 - HONORAIRES ET DÉBOURS DU COMITÉ CONJOINT

**Honoraires et débours encourus au cours de la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023**

### RÉGIMES RÉGULIERS

| | C.-B. | QUÉBEC | ONTARIO (H) | ONTARIO (T) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|
| HON. | 115 875,75 $ | 163 563,95 $ | 255 170,00 $ | 165 779,00 $ | 700 388,70 $ |
| DÉBOURS | 3 703,56 $ | 7 710,59 $ | 2 276,17 $ | 7 448,88 $ | 21 139,20 $ |
| TPS | 5 949,63 $ | 8 563,73 $ | n/a | n/a | 14 513,36 $ |
| TVP | 8 189,26 $ | 17 084,64 $ | n/a | n/a | 25 273,90 $ |
| TVH | n/a | n/a | 33 468,00 $ | 21 909,22 $ | 55 377,22 $ |
| **TOTAL** | **133 718,20 $** | **196 922,91 $** | **290 914,17 $** | **195 137,10 $** | **816 692,38 $** |

### RÉÉVALUATION FINANCIÈRE DU FONDS

| | C.-B. | QUÉBEC | ONTARIO (H) | ONTARIO (T) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|
| HON. | 63 038,25 $ | 87 612,30 $ | 82 790,00 $ | 447 080,00 $ | 680 520,55 $ |
| DÉBOURS | 4 190,57 $ | 2 666,90 $ | 124,80 $ | 4 910,33 $ | 11 892,60 $ |
| TPS | 3 349,44 $ | 4 513,96 $ | n/a | n/a | 7 863,40 $ |
| TVP | 4 601,67 $ | 9 005,35 $ | n/a | n/a | 13 607,02 $ |
| TVH | n/a | n/a | 16 436,53 $ | 58 758,74 $ | 75 195,27 $ |
| **TOTAL** | **75 179,93 $** | **103 798,51 $** | **99 351,33 $** | **510 749,07 $** | **789 087,84 $** |

### INDEMNITÉS DE DISTRIBUTION SPÉCIALE

| | C.-B. | QUÉBEC | ONTARIO (H) | ONTARIO (T) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|
| HON. | 936,00 $ | 11 901,60 $ | 11 645,00 $ | 24 605,00 $ | 49 087,60 $ |
| DÉBOURS | 0,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ |
| TPS | 46,80 $ | 595,08 $ | n/a | n/a | 641,88 $ |
| TVP | 65,52 $ | 1 187,18 $ | n/a | n/a | 1 252,70 $ |
| TVH | n/a | n/a | 1 513,85 $ | 3 198,65 $ | 4 712,50 $ |
| **TOTAL** | **1 048,32 $** | **13 683,86 $** | **13 158,85 $** | **27 803,65 $** | **55 694,68 $** |

### RÉGIME POUR LES RÉCLAMATIONS TARDIVES

| | C.-B. | QUÉBEC | ONTARIO (H) | ONTARIO (T) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|
| HON. | 0,00 $ | 3 317,60 $ | 5 015,00 $ | 5 950,00 $ | 14 282,60 $ |
| DÉBOURS | 0,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ | 0,00 $ |
| TPS | 0,00 $ | 165,88 $ | n/a | n/a | 165,88 $ |
| TVP | 0,00 $ | 330,93 $ | n/a | n/a | 330,93 $ |
| TVH | n/a | n/a | 651,95 $ | 1 229,80 $ | 1 881,75 $ |
| **TOTAL** | **0,00 $** | **3 814,41 $** | **5 666,95 $** | **7 179,80 $** | **16 661,16 $** |

### TOTAL DES HONORAIRES ET DÉBOURS

| | C.-B. | QUÉBEC | ONTARIO (H) | ONTARIO (T) | TOTAL |
|---|---|---|---|---|---|
| HON. | 179 850,00 $ | 266 395,45 $ | 354 620,00 $ | 643 414,00 $ | 1 444 279,45 $ |
| DÉBOURS | 7 894,13 $ | 10 377,49 $ | 2 400,97 $ | 12 359,21 $ | 33 031,80 $ |
| TPS | 9 345,87 $ | 13 838,65 $ | n/a | n/a | 23 184,52 $ |
| TVP | 12 934,78 $ | 27 608,10 $ | n/a | n/a | 40 464,55 $ |
| TVH | n/a | n/a | 79 389,33 $ | 85 096,41 $ | 164 485,74 $ |
| **TOTAL** | **209 946,45 $** | **318 219,69 $** | **436 410,30 $** | **740 869,62 $** | **1 705 446,06 $** |

# RAPPORT DES CONSEILLERS JURIDIQUES DU FONDS (POUR L'ANNÉE 2023)

1. Les fonctions et responsabilités de Conseiller juridique du Fonds sont définies à l'article 7.01 de la Convention de règlement relative à l'hépatite C pour la période du 1er janvier 1986 au 1er juillet 1990. Ces devoirs et responsabilités comprennent :

   (a) défendre les décisions prises par l'Administrateur ;

   (b) défendre et promouvoir les intérêts du Fonds en fiducie ;

   (c) recevoir les états financiers et les rapports actuariels et autres relatifs à la réévaluation financière du Fonds en fiducie de temps à autre ;

   et, si le Conseiller juridique du Fonds le juge nécessaire ou souhaitable, présenter des demandes auprès des Tribunaux conformément à l'article 10.01 de la Convention de règlement.

2. Belinda Bain a été nommée Conseiller juridique du Fonds pour les recours collectifs de l'Ontario par ordonnance de la Cour supérieure de justice de l'Ontario. Mason Poplaw a été nommé Conseiller juridique du Fonds pour les recours collectifs du Québec par jugement de la Cour supérieure du Québec. Gordon J. Kehler a été nommé Conseiller juridique du Fonds pour les recours collectifs de la Colombie-Britannique par ordonnance de la Cour suprême de la Colombie-Britannique, en remplacement de William A. Ferguson.

3. Au cours de l'exercice **du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023**, le Conseiller juridique du Fonds s'est principalement occupé de défendre les décisions prises par l'Administrateur à l'égard des réclamations introduites par les réclamants. Les appels sont menés sous forme de renvois ou d'arbitrages. Les appels peuvent être menés par écrit ou en personne. Dans chaque cas, des observations écrites sont transmises au réclamant et au juge arbitre avant le début de la procédure d'appel. Lorsque l'appel se déroule en personne, le Conseiller juridique du Fonds participe à l'audience. L'audience se tient au lieu de résidence du réclamant.

4. Si l'appel est conduit par voie de renvoi, la décision du juge arbitre est définitive et contraignante dans les 30 jours suivant la publication de la décision, à moins que le réclamant ne s'oppose à sa confirmation dans le délai de 30 jours. Si le réclamant s'oppose à la confirmation de la décision du juge arbitre, cette dernière est réexaminée par la Cour ayant juridiction.

5. Outre les appels, le Conseiller juridique du Fonds a également traité des demandes pour lesquelles l'approbation d'un tribunal était nécessaire pour des paiements concernant des mineurs ou des adultes inaptes.

6. Le Conseiller juridique du Fonds reçoit et examine également les états financiers et autres rapports relatifs à la suffisance financière du fonds en fiducie.

7. Vous trouverez ci-dessous un rapport sur les activités de Conseiller juridique du Fonds en relation avec les appels interjetés :

(a) **Conseiller juridique du Fonds de l'Ontario**

Le Conseil juridique du Fonds de l'Ontario traite les appels des demandeurs de l'Alberta, du Manitoba, de l'Ontario, de la Saskatchewan, du Nouveau-Brunswick, de Terre-Neuve, de la Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard, du Territoire du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et du Nunavut.

## Régimes réguliers

| | |
|---|---|
| Nombre total d'appels reçus depuis le début jusqu'au 31 décembre 2023 | **342** |
| Nombre d'appels reçus du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 | **2** |
| Nombre total d'appels terminés (décisions rendues) depuis le début jusqu'au 31 décembre 2023 | **258** |
| Nombre d'appels terminés (décisions rendues) du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 | **6** |
| Nombre de retraits totaux depuis le début jusqu'au 31 décembre 2023 | **50** |
| Nombre de retraits du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 | **0** |
| Nombre total d'annulations de refus depuis le début jusqu'au 31 décembre 2023 | **21** |
| Nombre d'annulations de refus entre le 1er janvier 2023 et le 31 décembre 2023 | **0** |
| Nombre total d'appels en médiation depuis le début jusqu'au 1er décembre 2023 | **9** |
| Nombre d'appels en médiation du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 | **1** |
| Nombre d'appels archivés | **2** |
| Nombre d'appels en cours au 31 décembre 2023 | **5** |
| Nombre total de demandes de confirmation judiciaire depuis le début jusqu'au 31 décembre 2023 | **56** |
| Nombre de demandes de confirmation judiciaire du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 | **0** |
| Nombre total de décisions judiciaires depuis le début jusqu'au 31 décembre 2023 | **50** |
| Nombre de décisions judiciaires du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 | **0** |
| Nombre d'appels renvoyés par le juge Perell au juge arbitre jusqu'au 31 décembre 2023 | **4** |
| Nombre d'appels renvoyés et conclus | **3** |
| Nombre d'appels renvoyés par le juge Perell qui ont été retirés par le réclamant jusqu'au 31 décembre 2023 | **1** |
| **Nombre total d'appels en cours au 31 décembre 2023** | **5** |

***Archivé*** *- Représente les appels pour lesquels le réclamant ne peut être localisé avant qu'une décision ait été rendue ou que l'arbitre ou le juge-arbitre ait accepté un ajournement indéfini.*

**Régime pour les réclamations tardives**

| | |
|---|---|
| Nombre total d'appels reçus depuis le début jusqu'au 31 décembre 2023 | **17** |
| Nombre d'appels reçus du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 | **3** |
| Nombre total d'appels terminés (décisions rendues) depuis le début jusqu'au 31 décembre 2023 | **7** |
| Nombre d'appels terminés (décisions rendues) du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 | **0** |
| Nombre de retraits totaux depuis le début jusqu'au 31 décembre 2023 | **3** |
| Nombre de retraits du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 | **0** |
| Nombre total d'annulations de refus depuis le début jusqu'au 31 décembre 2023 | **1** |
| Nombre d'annulations de refus entre le 1er janvier 2023 et le 31 décembre 2023 | **0** |
| Nombre total d'appels en médiation du 1er janvier 2023 au 1er décembre 2023 | **0** |
| Nombre d'appels en médiation du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 | **0** |
| Nombre d'appels archivés | **0** |
| Nombre d'appels en cours au 31 décembre 2023 | **7** |
| Nombre total de demandes de confirmation judiciaire depuis le début jusqu'au 31 décembre 2023 | **3** |
| Nombre de demandes de confirmation judiciaire du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 | **0** |
| Nombre total de décisions judiciaires depuis le début jusqu'au 31 décembre 2023 | **1** |
| Nombre de décisions judiciaires du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 | **0** |
| Nombre d'appels renvoyés par le juge Perell au juge arbitre jusqu'au 31 décembre 2023 | **0** |
| Nombre d'appels renvoyés et conclus | **0** |
| Nombre d'appels renvoyés par le juge Perell qui ont été retirés par le réclamant jusqu'au 31 décembre 2023 | **0** |
| **Nombre total d'appels en cours au 31 décembre 2023** | **7** |

***Archivé*** *- Représente les recours pour lesquels le demandeur ne peut être localisé avant qu'une décision ait été rendue ou que l'arbitre ou le juge-arbitre ait accepté un ajournement indéfini.*

Les Conseillers juridiques du Fonds de l'Ontario ont engagé des honoraires, en ce qui concerne les Régimes réguliers (transfusés et hémophiles), d'un montant **de 135 205,50 $** plus la TVH. Le Conseiller juridique du Fonds de l'Ontario a encouru des débours d'un montant de **1 190,61 $** plus la TVH. Le montant total des taxes encourues s'élève à **17 731,51 $**. Aucun frais de témoin expert n'a été engagé. Avec les taxes, le montant total des honoraires et débours encourus est de **154 127,62 $**.

Le Conseiller juridique du Fonds de l'Ontario a encouru des honoraires, en ce qui concerne le Régime pour les réclamations tardives, d'un **montant de 30 871,50 $** plus la TVH. Le Conseiller juridique du Fonds de l'Ontario a encouru des débours d'un montant de **14,42 $**. Le montant total des taxes encourues était de **4 015,17 $**. Aucune dépense n'a été engagée pour des témoins experts. Avec les taxes, le montant total des honoraires et débours encourus est de **34 901,09 $**.

(b) **Conseiller juridique du Fonds du Québec**

Les détails des appels au Québec sont les suivants :

## Régimes réguliers

| | |
|---|---|
| Nombre total d'appels reçus depuis le début jusqu'au 31 décembre 2023 | **80** |
| Nombre d'appels reçus du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 | **0** |
| Nombre total d'appels terminés (décisions rendues) depuis le début jusqu'au 31 décembre 2023 | **64** |
| Nombre d'appels terminés (décisions rendues) du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 | **0** |
| Nombre de retraits totaux depuis le début jusqu'au 31 décembre 2023 | **10** |
| Nombre de retraits du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 | **0** |
| Nombre total d'appels ayant fait l'objet d'une médiation depuis le début jusqu'au 31 décembre 2023 | **1** |
| Nombre d'appels en médiation du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 | **0** |
| Nombre total d'annulations de refus depuis le début jusqu'au 31 décembre 2023 | **5** |
| Nombre d'annulations de refus entre le 1er janvier 2023 et le 31 décembre 2023 | **0** |
| Nombre d'appels pendants au 31 décembre 2023 | **0** |
| Nombre total de demandes de confirmation judiciaire depuis le début jusqu'au 31 décembre 2023 | **22** |
| Nombre de demandes de confirmation judiciaire du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 | **0** |
| Nombre total de décisions judiciaires depuis le début jusqu'au 31 décembre 2023 | **20** |
| Nombre de demandes de confirmation judiciaire retirées par le demandeur au 31 décembre 2023 | **0** |
| Nombre de décisions judiciaires du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 | **0** |
| **Nombre total d'appels en cours au 31 décembre 2023** | **0** |

## Régime pour les réclamations tardives

| | |
|---|---|
| Nombre total d'appels reçus depuis le début jusqu'au 31 décembre 2023 | **9** |
| Nombre d'appels reçus du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 | **0** |
| Nombre total d'appels terminés (décisions rendues) depuis le début jusqu'au 31 décembre 2023 | **8** |
| Nombre d'appels terminés (décisions rendues) du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 | **6** |
| Nombre de retraits totaux depuis le début jusqu'au 31 décembre 2023 | **0** |
| Nombre de retraits du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 | **0** |
| Nombre total d'appels ayant fait l'objet d'une médiation depuis le début jusqu'au 31 décembre 2023 | **0** |
| Nombre d'appels en médiation du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 | **0** |
| Nombre total d'annulations de refus depuis le début jusqu'au 31 décembre 2023 | **0** |
| Nombre d'annulations de refus entre le 1er janvier 2023 et le 31 décembre 2023 | **0** |
| Nombre d'appels pendants au 31 décembre 2023 | **1** |
| Nombre total de demandes de confirmation judiciaire depuis le début jusqu'au 31 décembre 2023 | **0** |
| Nombre de demandes de confirmation judiciaire du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 | **0** |
| Nombre total de décisions judiciaires depuis le début jusqu'au 31 décembre 2023 | **0** |
| Nombre de demandes de confirmation judiciaire retirées par le demandeur au 31 décembre 2023 | **0** |
| Nombre de décisions judiciaires du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 | **0** |
| **Nombre total d'appels en cours au 31 décembre 2023** | **1** |

Le Conseiller juridique du Fonds du Québec a encouru des honoraires, en ce qui concerne les Régimes réguliers (transfusés et hémophiles), d'un **montant de 9 539,60 $** plus taxes. Le Conseiller juridique du Fonds du Québec a encouru des débours d'un montant de **157,30 $** plus taxes. Le montant total des taxes encourues sur les honoraires et les dépenses est de **484,85 $**. En ce qui concerne le Conseiller juridique du Fonds au Québec, les débours ont porté sur les dépenses générales et les frais d'huissier. Avec les taxes, le montant total des honoraires et débours encourus au Québec est de **10 181,75 $**.

Le Conseiller juridique du Fonds du Québec a encouru des honoraires, en ce qui concerne le Régime pour les réclamations tardives, d'un montant de **17 360,00 $** plus taxes. Le Conseiller juridique du Fonds du Québec a encouru des débours d'un montant de **194,75 $**. Le montant total des taxes encourues sur les honoraires et les débours est de **877,75 $**. En ce qui concerne le Conseiller juridique du Fonds au Québec, les débours sont liés aux dépenses générales et aux frais d'huissier. Avec les taxes, le montant total des honoraires et débours encourus au Québec est de **18 432,50 $**.

(c) **Conseiller juridique du Fonds de la Colombie-Britannique**

Les détails concernant les appels en Colombie-Britannique (« C.-B. ») sont les suivants :

## Régimes réguliers

| | |
|---|---|
| Nombre total d'appels reçus depuis le début jusqu'au 31 décembre 2023 | **74** |
| Nombre d'appels reçus du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 | **0** |
| Nombre total d'appels terminés (décisions rendues) depuis le début jusqu'au 31 décembre 2023 | **50** |
| Nombre d'appels terminés (décisions rendues) du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 | **0** |
| Nombre de retraits totaux depuis le début jusqu'au 31 décembre 2023 | **17** |
| Nombre de retraits du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 | **0** |
| Nombre total d'annulations de refus depuis le début jusqu'au 31 décembre 2023 | **0** |
| Nombre d'annulation de refus du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 | **0** |
| Nombre total d'appels ayant fait l'objet d'une médiation depuis le début jusqu'au 31 décembre 2023 | **0** |
| Nombre d'appels en médiation du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 | **0** |
| Nombre d'appels archivés | **6** |
| Nombre d'appels archivés du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 | **0** |
| Nombre d'appels pendants au 31 décembre 2023 | **0** |
| Nombre total de demandes de confirmation judiciaire depuis le début jusqu'au 31 décembre 2023 | **20** |
| Nombre de demandes de confirmation judiciaire du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 | **0** |
| Nombre total de décisions judiciaires depuis le début jusqu'au 31 décembre 2023 | **19** |
| Nombre de décisions judiciaires du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 | **0** |
| **Nombre total d'appels en cours au 31 décembre 2023** | **0** |

## Régime pour les réclamations tardives

| | |
|---|---|
| Nombre total d'appels reçus depuis le début jusqu'au 31 décembre 2023 | **4** |
| Nombre d'appels reçus du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 | **0** |
| Nombre total d'appels terminés (décisions rendues) depuis le début jusqu'au 31 décembre 2023 | **2** |
| Nombre d'appels terminés (décisions rendues) du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 | **0** |
| Nombre de retraits totaux depuis le début jusqu'au 31 décembre 2023 | **0** |

| | |
|---|---|
| Nombre de retraits du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 | **0** |
| Nombre total de rescissions depuis le début jusqu'au 31 décembre 2023 | **0** |
| Nombre de rescissions du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 | **0** |
| Nombre total d'appels ayant fait l'objet d'une médiation depuis le début jusqu'au 31 décembre 2023 | **0** |
| Nombre d'appels en médiation du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 | **0** |
| Nombre d'appels archivés | **0** |
| Nombre d'appels archivés du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 | **0** |
| Nombre d'appels pendants au 31 décembre 2023 | **0** |
| Nombre total de demandes de confirmation judiciaire depuis le début jusqu'au 31 décembre 2023 | **0** |
| Nombre de demandes de confirmation judiciaire du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 | **0** |
| Nombre total de décisions judiciaires depuis le début jusqu'au 31 décembre 2023 | **0** |
| Nombre de décisions judiciaires du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023 | **0** |
| **Nombre total d'appels pendants au 31 décembre 2023** | **0** |

Le Conseiller juridique du Fonds de la C.-B. a engagé des honoraires de **13 897,50 $** plus taxes pour les Régimes réguliers (transfusés et hémophiles). Le Conseiller juridique du Fonds de la C.-B a encouru des débours d'un montant de **607,09 $** plus taxes**.** Le montant total des taxes encourues sur les honoraires et les dépenses est de **1 698,07 $** (la TPS a été payée pour un montant de **725,23 $** et la TVP pour un montant de **972,84 $**). Aucun frais d'expert ou de déplacement n'a été encouru. Avec les taxes, le montant total des honoraires et débours encourus en C.-B. s'élève à **16 202,66 $**.

Le Conseiller juridique du Fonds de la C.-B. a encouru des honoraires relatifs au Régime pour les réclamations tardives d'un montant de **1 360,00 $** plus taxes**.** Le Conseiller juridique du Fonds de la C.-B. a encouru des débours d'un montant de **67,96 $.** Le montant total des taxes encourues sur les honoraires et débours est de **138,90 $** (la TPS a été payée pour un montant de **70,94 $** et la TVP pour un montant de **95,21 $**). Aucun frais d'expert ou de déplacement n'a été encouru. Avec les taxes, le montant total des honoraires et débours encourus en C.-B. est de **1 594,11 $**.

8. Les appels pendants relèvent généralement de l'une des catégories suivantes :

(a) Les appels qui ont été logés mais dont l'audition n'a pas encore été entendu. Certains arbitres et juges-arbitres organisent une conférence téléphonique préalable à l'audition avant de fixer la date d'audition. Cela peut entraîner un retard dans la fixation de la date de cette date. Souvent, les réclamants ont besoin d'un délai supplémentaire pour rassembler des preuves avant de débuter l'audition de l'appel. Les Conseillers juridiques du Fonds consentent généralement à un délai raisonnable dans l'intérêt du réclamant.

(b) Les appels dont l'audition a débuté mais qui n'ont pas encore été conclus. Les auditions sur l'appel sont souvent ajournées pour permettre au réclamant de recueillir et de fournir des preuves

supplémentaires. Les Conseillers juridiques du Fonds consentent généralement à ces ajournements. L'arbitre ou juge arbitre contrôle généralement l'ajournement afin de s'assurer que l'audition se poursuive dans un délai raisonnable.

(c) Les appels pour lesquels l'audition est complétée et dont la décision de l'arbitre ou du juge-arbitre est à venir.

Conformément au protocole concernant les règles d'arbitrage et de renvoi approuvé par les Tribunaux et sous réserve de l'appréciation des juges-arbitres et des arbitres, le Conseiller juridique du Fonds s'efforce de mener les appels selon la procédure la plus simple, la moins onéreuse et la plus rapide. Lorsque cela est possible et raisonnable, les preuves des témoins sont présentées par écrit ou par téléphone afin d'éviter les frais liés à l'audition en personne du témoin. Toutefois, dans certains cas, il est préférable que le témoin se présente en personne et, dans ce cas, les frais sont inévitables.

9. Le Conseiller juridique du Fonds prévoit que le temps nécessaire pour traiter les appels à venir en 2024 sera probablement égal ou supérieur à celui de 2023. Le nombre d'appels concernant des réclamations d'indemnisation tardives pourrait augmenter par rapport à l'année dernière, ce qui augmenterait le temps nécessaire. Le temps nécessaire dépendra également du nombre d'appels qui soulèvent des questions médicales complexes et d'autres questions, pouvant nécessiter de recourir à des preuves d'experts.

60054055\7

# Rapport annuel 2023

**Préparé pour** :
Le Comité joint du Fonds en Fiducie de l'hépatite C 86-90

**Préparé par** :
Reva Devins
Président de la liste des arbitres et des juges-arbitres de l'Ontario

## Devoirs et responsabilités des arbitres et des juges-arbitres

1. Selon les termes du Règlement approuvé par les Tribunaux, les arbitres et les juges-arbitres sont chargés de statuer sur tous les appels logés par les réclamations en vue d'une révision de la décision de l'Administrateur. Un appel peut faire l'objet d'un arbitrage ou d'un renvoi, soit par une audience en personne, soit par l'examen des documents écrits soumis par les parties. Les arbitres et les juges arbitres doivent procéder à leur examen en utilisant la procédure la plus simple, la moins coûteuse et la plus rapide.

2. À l'issue de l'appel, l'arbitre ou le juge arbitre doit rendre sa décision dans les trente jours suivant la fin de l'audience orale ou dans les trente jours suivant la réception des observations écrites finales. Les motifs de la décision sont communiqués par écrit au réclamant et au Conseiller juridique du Fonds représentant l'Administrateur. Dans toutes les décisions, l'arbitre ou le juge arbitre doit énoncer les faits et la conclusion sans identifier le réclamant ; les décisions sont ensuite publiées sur le site web.

## Liste des arbitres et des juges-arbitres

3. Il y a actuellement 10 arbitres et juges-arbitres nommés par les Tribunaux : un dans chacune des provinces suivantes : Alberta, Saskatchewan, Manitoba, Nouvelle-Écosse, Québec et Colombie-Britannique, et 5 en Ontario. Il y a eu quatre démissions, dont celle du président en Ontario et de l'arbitre/juge-arbitre du Québec. 5 nouveaux arbitres/juges-arbitres ont été nommés, y compris un nouveau au Québec. Le président associé de la liste de l'Ontario a été nommé président.

### Nombre des appels

4. Le nombre de nouveaux appels confiés aux arbitres et aux juges-arbitres est resté extrêmement faible en 2023.

### Régime d'indemnisation pour les réclamations tardives

5. Le Régime d'indemnisation pour les réclamations tardives au titre du VHC a débuté en janvier 2018 et permet aux personnes qui n'ont pas respecté la date limite de la première réclamation de demander l'autorisation de présenter une réclamation tardive. Les Tribunaux ont approuvé des lignes directrices pour cette étape préalable, indiquant qu'une telle demande devrait être autorisée lorsque le réclamant n'a pas été avisé en temps opportun de la date limite de la première réclamation, qu'il n'a pas respecté la date limite pour des raisons indépendantes de sa volonté ou qu'il fournit une autre explication raisonnable pour son retard.

6. Deux arbitres, l'un au Québec et l'autre en Ontario, ont été chargés d'examiner ces demandes de réclamation tardive et de donner par écrit les raisons pour lesquelles ils les ont acceptées ou refusées. Les demandes de réclamations tardives continuent d'être soumises et examinées par l'un ou l'autre de ces arbitres.

**Activité financière jusqu'au 31 décembre 2023**

7. Les honoraires et les débours encourus par les arbitres et les juges-arbitres dans le cadre des Régimes réguliers (pour les Hémophiles et les Transfusés infectés par l'hépatite C 1986-1990) sont les suivants :

| | Colombie-Britannique | Québec | Ontario (y compris toutes les autres provinces) |
|---|---|---|---|
| Honoraires* : | $0 | $0 | $22,772.50 |
| Débours* : | $0 | $0 | $0 |
| Taxes : | $0 | $ 0 | $2,810.77 |
| TOTAL | **$ 0** | **$0** | **$25,583.27** |

*Il s'agit d'honoraires et de débours payés en 2023, mais il peut s'agir de montants encourus pour des travaux effectués au cours des années précédentes.

Au cours de l'exercice écoulé, aucun dossier n'a été approuvé pour un paiement supérieur au tarif prévu.

8. Les honoraires d'arbitrage et les débours en 2023 relatifs au Régime d'indemnisation pour les réclamations tardives sont les suivants :

| | Colombie-Britannique | Québec | Ontario (y compris toutes les autres provinces) |
|---|---|---|---|
| Honoraires* : | $0 | $0 | $5,880 |
| Débours* : | $0 | $0 | $0 |
| Taxes : | $0 | $0 | $764.40 |
| TOTAL : | **$0** | **$0** | **$6,644.40** |

*Il s'agit d'honoraires et de débours payés en 2023, mais il peut s'agir de montants encourus pour des travaux effectués au cours des années précédentes.

**Budget proposé**

9. Comme dans les années précédentes, le nombre et la complexité des appels détermineront les coûts de traitement des appels. Le nombre d'appels transmis pour examen dans le cadre des Régimes réguliers continue de diminuer sensiblement. Toutefois, certains appels qui sont en suspens seront réglées au cours de l'année à venir. Le coût estimé pour 2024 est de 40 000 $.

10. Le volume des demandes de réclamations tardives a également diminué. Toutefois, bon nombre des faits sous-jacents à ces demandes se sont produits il y a environ 40 ans, ce qui ajoute à la complexité de l'examen de ces questions. Cela s'est reflété dans les honoraires facturés pour les appels menés dans le cadre du Régime d'indemnisation pour les réclamations tardives. Il existe également de nombreuses affaires en suspens qui ont été entamées ou achevées en 2023 mais qui n'ont pas encore été facturées. Les honoraires estimés pour 2024 s'élèvent à 60 000 $.